

ARCHIVES DE PARIS

**Mont-de-Piété de Paris puis Crédit Municipal de Paris**

**Administration générale, finances et activités  
1618-2001  
(principalement 1777-1990)**

**1ETP 1-664**

Répertoire méthodique détaillé établi par Frédéric Weiler  
sous la direction de Jean-Charles Virmaux, conservateur en chef

avec le concours d'Agnès Colas des Francs, chargée de mission culturelle au  
Crédit Municipal de Paris, commissaire de l'exposition *Les Parisiens au Mont-de-Piété, 2011*

2016

*Documents librement communicables  
sauf articles 622 (75 ans, procédures judiciaires) et articles 596 et 603 (50 ans, vie privée)*



## INTRODUCTION

### IDENTIFICATION ET CONTEXTE

Identification instrument de recherche	FR AD075/1 ETP 1-664.
Producteurs	Mont-de-Piété de Paris (1637-1644, 1777-1918) Crédit Municipal de Paris (à partir de 1918)
Dates extrêmes	1618-2001, principalement 1777-1990
Niveau de description	dossier
Importance matérielle et métrage	664 articles, 61,81 ml

#### Fiche d'identification du producteur

Noms et dates d'existence	Mont-de-Piété de Paris (1637-1644, 1777-1918) Crédit Municipal de Paris (à partir de 1918).
Statut juridique	Établissement public communal de crédit et d'aide sociale
Localisation	Siège : 16 rue des Blancs-Manteaux puis 55 Rue des Francs-Bourgeois, Paris 4e arrondissement (depuis le 9 février 1778) <sup>1</sup> .

#### Histoire du producteur : du Mont-de-piété au Crédit municipal.

##### **À l'origine, la lutte contre l'usure.**

Le premier Monte di Pietà a été créé à Pérouse (Italie) pour combattre l'usure, par le moine italien Barnabé de Terni.

Le griffon, animal mythologique et chimérique doté d'un corps de lion, d'ailes et d'un bec d'aigle, utilisé par la guilde des marchands, la corporation la plus importante de la ville de Pérouse, a été choisi comme emblème.

L'Église s'opposa d'abord contre le développement des activités de prêt sur gage. Léon X reconnu les nouveaux établissements en 1515 et par la suite, de nouvelles structures se développèrent en Flandre.

En France, Théophraste Renaudot, médecin du roi Louis XIII, créateur de la *Gazette de France*, nommé Commissaire général des pauvres du Royaume a pris l'initiative de développer des établissements analogues. Le 27 mars 1637, Louis XIII autorisa la création du

---

<sup>1</sup> Des agrandissements successifs ont eu lieu entre 1875 et 1882 au numéro 57 rue des Francs-Bourgeois, et aux numéros 14, 18, 20, et 22 rue des Blancs-Manteaux.

Mont-de-Piété de Paris. En 1643, 58 villes ont obtenu l'autorisation royale d'établir des Monts-de-Piété. Ces entreprises à but charitable suscitérent une vive opposition de la Faculté de médecine, du Parlement et des usuriers. Ainsi, le 1er mars 1644, à la suite du décès de Richelieu puis de Louis XIII, le Parlement de Paris ordonna la fermeture de ces établissements.

Le 9 décembre 1777, Louis XVI rétablit le Mont-de-Piété de Paris par lettres patentes, avec l'appui décisif de l'Hôpital Général (à l'origine des Hospices civils de Paris, puis de l'Assistance Publique). Ce projet avait été présenté par Louis-Etienne Framboisier de Beaunay, alors directeur du Bureau des Nourrices et qui fut nommé le premier directeur de l'établissement. L'ouverture officielle du Mont-de-Piété de Paris eut lieu le 9 février 1778, à son emplacement actuel, dans le quartier du Marais. Ses bâtiments ont été réalisés, dans un style néoclassique par les architectes de l'Hôpital Général et de la Salpêtrière Charles-François Viel et Antoine-Jacques Payen.

Le Conseil d'administration de la nouvelle institution était composé de quatre administrateurs de l'Hôpital Général. Tous les bénéfices réalisés par le Mont-de-Piété étaient reversés à l'Hôpital Général. Associé à l'Ancien régime, l'établissement subit la tempête révolutionnaire de plein fouet : l'année 1793 est émaillée de plusieurs réorganisations successives, et 1795 voit la Convention thermidorienne céder aux usuriers : le Mont-de-Piété est fermé et les officines de prêts sur gages sont rouvertes.

Le 3 prairial an V (23 mai 1797), le Directoire ordonna la réouverture du Mont-de-Piété, afin de faire « baisser le taux de l'argent et détruire l'usure monstrueuse qui paralyse le commerce de cette grande cité »<sup>2</sup>. Mais cette autorisation est soumise à une condition : « Le Mont-de-Piété reprendra son activité en accélérant la baisse d'intérêt à mesure que la prospérité du commerce conduira à cette intéressante amélioration, ou que de nouvelles lois ordonneront cette baisse<sup>3</sup>. »

---

<sup>2</sup> Ordonnance du Directoire du 23 mai 1797 citée par Claude Faber, *Le Crédit Municipal de Paris – du Mont-de-Piété à une banque sociale d'avenir*, Paris, 2003.

<sup>3</sup> Idem.

## **Le Mont-de-Piété au XIX<sup>e</sup> siècle : entre rétablissement et extensions.**

### ***L'essor commercial.***

Dans les cercles politiques, on réfléchissait à des tentatives d'encadrer les prêts sur nantissements et de lutter contre la pratique de l'usure et des taux d'intérêt fluctuants par les officines de prêt qui proliféraient dans la capitale.

Une plaidoirie de Michel Regnaud de Saint-Jean d'Angély devant le Conseil d'État aboutit à la publication de la loi du 26 pluviôse an XII (16 février 1804), édictée par Napoléon Bonaparte alors Premier consul et donnant le monopole du prêt sur gages aux Monts-de-Piété. Ce texte stipulait : « aucune maison de nantissement ne pourra être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement ».

C'est au début du XIX<sup>e</sup> siècle que le Mont-de-Piété connut sa période faste. On assista à des expériences semblables en province. Des Mont-de-Piété ouvrirent leurs portes à Lyon (1810), Nîmes (1828), Toulouse (1867), et Roubaix (1870).

Afin de répondre à une demande forte des Parisiens que le Mont-de-Piété ouvrit différentes succursales. Le 19 août 1800, une première succursale ouvrit rue Vivienne, et fut remplacée par celle située rue des Petits-Augustins le 1<sup>er</sup> juillet 1813. Par ailleurs, 24 bureaux auxiliaires de prêt direct ouvrirent au cours du siècle. Le premier, situé rue de la Pépinière fut ouvert le 14 octobre 1839.

### **Un établissement sous tutelle.**

Dès l'origine, les gouvernements successifs se réservèrent un droit de regard sur les activités du Mont-de-Piété de Paris. En 1777 les lettres patentes mentionnaient la place prépondérante d'une double tutelle (Hôpital-Général et Lieutenance de Police) :

*« Il sera incessamment établi [...] un Mont-de-Piété [...] tenu sous l'inspection et administration du lieutenant-général de police<sup>4</sup>, qui en sera le chef et de quatre administrateurs de l'Hôpital-Général, nommés par le bureau d'administration dudit Hôpital-Général, et dont les fonctions seront charitables et entièrement gratuites<sup>5</sup>. »*

---

<sup>4</sup> Jean-Charles-Pierre Lenoir.

<sup>5</sup> LAZARE (Félix et Louis), *Dictionnaire administratif et historique des rues et monuments de Paris*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1994 (rééd.), notice sur le Mont-de-Piété, p.556.

Par décret du 8 Thermidor an XIII (27 juillet 1805), le Mont-de-piété passait sous l'autorité du ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire du Préfet<sup>6</sup>.

De nouveaux textes officiels précisèrent la réorganisation des monts-de-Piété. La loi des 8 mars, 12 avril et 24 juin 1851 privilégiait ainsi le rôle des communes : les monts-de-Piété ou maisons de prêts sur nantissement devenant des établissements d'utilité publique, créés par décret du président de la République, avec l'assentiment des conseils municipaux. Leurs conseils d'administration devaient être présidés par le maire de la commune et à Paris par le Préfet de la Seine.

*Conseil d'administration et conseil de surveillance.*

Le Conseil d'administration constituait l'organe central de l'établissement depuis sa refonte opérée sous le Directoire et le Consulat. Le Préfet de la Seine en assurait la présidence, avec l'aide du Préfet de Police. Quelques conseillers d'État, un juriste, un notaire, deux banquiers, un secrétaire, formaient le personnel dont les effectifs ne dépassaient pas dix personnes.

Le Conseil de surveillance se substitua au conseil d'administration et tint sa première séance le 22 juillet 1852. Cet organisme a été institué par décret du 24 mars 1852 relatif à l'administration du Mont-de-Piété de Paris (suivi par l'arrêté ministériel du 30 juin 1852, nommant le personnel du conseil).

A son origine, placé sous la présidence du Préfet de la Seine, il était composé du Préfet de police, de trois membres du conseil municipal, de trois membres pris soit dans le conseil de surveillance de l'Assistance publique soit parmi les administrateurs des bureaux de bienfaisance et de trois citoyens domiciliés à Paris. Un vice-président était choisi par le conseil, dans son sein.

---

<sup>6</sup> Catalogue d'exposition *Les Parisiens au Mont-de-Piété* (6 octobre-5 janvier 2012), exposition « *Ma Tante est épatante* ».

### **Réorganisations et épreuves.**

En 1837, la nomination de Jules Delaroche comme directeur du Mont-de-Piété aura permis à l'établissement de créer les bureaux auxiliaires de prêt, permettant à l'emprunteur d'effectuer des prêts à proximité de chez lui. Sous sa direction, une caisse d'acompte fut créée afin de permettre à l'emprunteur d'étaler les sommes à verser jusqu'au remboursement complet.

Suivant l'exemple de leurs ancêtres de 1789, les insurgés de 1848, à la recherche d'armes, se précipitèrent en premier lieu au Mont-de-Piété pour y retirer des fusils. En 1871, durant la Commune de Paris, le Mont-de-Piété fut également le témoin des événements<sup>7</sup>.

Vers 1873, un ralentissement économique se fit sentir en Europe et la France fut touchée par le chômage. Signe des temps, le nombre des engagements augmenta. Les succursales et les bureaux auxiliaires de prêt se développèrent pour contenir l'afflux de demandes. Les années 1890 constituèrent un tournant dans les activités du Mont-de-Piété, avec la relance de l'économie et une baisse du chômage. Les lois sociales de la III<sup>e</sup> République<sup>8</sup> contribuent à modifier le type de public.

### **Le XX<sup>e</sup> siècle : l'apparition du Crédit municipal et l'importance croissante des activités bancaires.**

#### ***Une nouvelle appellation et un changement de statut.***

Par décret du 24 octobre 1918, les Monts-de-Piété furent autorisés à adopter, après avis du conseil municipal, le titre de « Caisse de Crédit municipal »<sup>9</sup> et à étendre leurs activités aux comptes de dépôt. Le personnel de l'établissement fut intégré au personnel de la Préfecture de la Seine.

---

<sup>7</sup> Le fonds comprend la cravate d'un drapeau arboré par la Commune. Ce dernier a été accroché à la 1<sup>ère</sup> succursale de l'établissement 16 rue Bonaparte et fut décroché lors du passage de l'armée. Cote : 1ETP 125.

<sup>8</sup> Mentionnons la loi sur l'hygiène et la sécurité dans les industries en 1893, ainsi que la loi sur les accidents du travail en 1898.

<sup>9</sup> Concernant l'établissement parisien, cette nouvelle dénomination a été validée par un arrêté du préfet honoraire, directeur du Mont-de-Piété, en date du 3 décembre 1918, approuvé par le préfet de la Seine le 30 décembre 1918.

Le 31 mars 1919, une loi autorisait les monts-de-piété ou les caisses de Crédit municipal à conserver leurs excédents de recettes et les bonis périmés pour constituer ou accroître leur dotation en fonds propres. L'établissement parisien n'était plus tenu de reverser ses bénéfices aux Hôpitaux de Paris<sup>10</sup>.

Le Crédit municipal passait progressivement sous la tutelle de la Ville de Paris<sup>11</sup>.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 apporta une évolution dans un souci de réglementation uniforme, notamment en matière de gestion financière.

Le 20 mai 1955, un décret reconnaissait aux caisses de Crédit municipal le statut d'établissement public d'aide sociale doté d'une personnalité morale et de l'autonomie financière<sup>12</sup>. Ils ont alors pour mission de combattre l'usure par l'octroi de prêts sur gages, d'avances sur titres et valeurs mobilières, d'avances sur pensions et de prêts nantis sur les traitements des fonctionnaires et assimilés.

### ***Entre deux guerres : un succès contrasté.***

Le lancement des prêts sur automobiles en 1925 renforça la popularité de l'établissement à Paris. Néanmoins, la réputation de l'institution fut mise à mal par le scandale de l'affaire Stavisky : Alexandre Stavisky avait, par l'intermédiaire des caisses de Crédit municipal d'Orléans et de Bayonne, émis de faux bons de caisse en organisant un trafic de faux bijoux. Les émeutes du 6 juin 1934 permettent, rétrospectivement de mesurer l'impact de cette affaire dans l'opinion<sup>13</sup>.

L'activité connut un ralentissement pendant le second conflit mondial.

### **L'après-guerre : des activités diversifiées.**

La loi du 11 juin 1954 autorisait les caisses de Crédit municipal à consentir des prêts aux fonctionnaires et assimilés sur nantissement de leur traitement.

Dans les années 1950, l'établissement parisien fut contraint de diversifier ses activités et s'orienta de plus en plus vers des activités bancaires. Il dut vendre ou fermer toutes ses succursales.

---

<sup>10</sup> FABER (Claude), *Le Crédit Municipal de Paris, du Mont-de-Piété à une banque sociale d'avenir*, Paris, Belin, Magellan et Cie, coll. Mémoires d'institutions, 2002, p.20.

<sup>11</sup> DESCHODT (Éric), *Histoire du Mont-de-Piété*, Paris, Le Cherche-Midi, 1993, pp.24-25.

<sup>12</sup> FABER (Claude), *Le Crédit Municipal de Paris, du Mont-de-Piété à une banque sociale d'avenir*, Paris, Belin, Magellan et Cie, coll. Mémoires d'institutions, 2002, p.21.

<sup>13</sup> D'autres facteurs expliquent cet événement, comme la crise de 1929, et l'instabilité ministérielle.

En 1988, le département de conservation d'objets d'art *Munigarde* ouvre ses portes.

La loi du 15 juillet 1992 confirmait les caisses de crédit municipal dans leur statut d'établissements publics communaux de crédit et d'aide sociale.

### ***Les activités bancaires.***

La loi bancaire du 24 janvier 1984, assimila le Crédit municipal aux établissements de crédit à l'instar des banques. À partir de 1987, l'établissement a ouvert des agences en Ile-de-France<sup>14</sup>.

En 1992, la Ville de Paris est devenu l'actionnaire unique du Crédit municipal.

En 2004, à la suite d'une réorganisation, l'activité des prêts bancaires a été confiée à une filiale de l'établissement, CMP Banque SA<sup>15</sup>, société de droit privé, le Crédit municipal se réservant la gestion des activités traditionnelles telles que le prêt sur gage, les ventes aux enchères publiques, la conservation comme l'expertise des objets d'art.

Depuis octobre 2008, le Crédit municipal propose un système de microcrédit personnel, et en 2011 un service d'accompagnement au surendettement. En 2012, le CMP se lança dans l'épargne solidaire.

Face à des difficultés financières la filiale CMP Banque a arrêté ses activités commerciales en septembre 2015.

Le Crédit Municipal de Paris demeure un établissement public administratif (EPA) local de crédit et d'aide sociale.<sup>16</sup>

## Histoire de la conservation

Avant 2003, les archives du Crédit municipal étaient conservées au siège central de l'établissement. Les locaux n'étaient pas aux normes (revêtements des parois en bois) et pour ces raisons, notamment, un versement aux Archives de Paris devenait nécessaire.

---

<sup>14</sup> Notamment à Melun, Antony, Chartres, Versailles, Courbevoie, Corbeil, Saint-Denis.

<sup>15</sup> La banque propose notamment des prêts sociaux, des prêts de restructuration et des avances de trésorerie aux associations.

<sup>16</sup> Il s'agit donc d'une personne morale de droit public disposant d'une certaine autonomie administrative et financière. Ses missions comme ses attributions relèvent de l'intérêt général et placent son titulaire sous l'autorité de l'État ou d'une collectivité territoriale.

Les documents relatifs à l'histoire du Crédit Municipal de Paris comprennent à la fois des documents écrits et des documents figurés. Jean-Philippe Dumas, conservateur chargé de la collecte des services départementaux et municipaux a assuré avec ses collaborateurs le versement des archives du Crédit municipal.

### **Les documents écrits<sup>17</sup>.**

Durant les années 1950, des recherches historiques ont été menées par MM. Gilles et Fleury et M<sup>mes</sup> Labat et Charron.

À la suite d'une évaluation, le conservateur en chef des Archives de Paris a dressé en mars 2003 « un inventaire d'archives complété par des propositions de versement aux Archives de Paris. » Un bordereau de versement de 14 pages, sous la forme d'un récolement sommaire à usage d'instrument de recherche provisoire, a été établi en novembre 2003 par les Archives de Paris et le Crédit municipal. Le versement de ces documents, représentant une capacité matérielle de 70 ml, aux Archives de Paris s'est rendu effectif du 9 au 12 décembre 2003<sup>18</sup>.

Par la suite, Olivier Muth, conservateur du patrimoine a effectué une visite au Crédit municipal le 27 mars 2007. Il a fait le tour des espaces de stockage afin de dresser un état de lieux et de formuler des préconisations pour le tri, l'élimination ou le versement d'archives.

Toutes les archives conservées aux Archives de Paris n'ont pas la même provenance. En 1996-1997 des documents complémentaires ont fait l'objet d'achats en ventes publiques.<sup>19</sup> Ils ont été repérés de façon fortuite dans les catalogues de la librairie Comellas<sup>20</sup>. Parmi les documents concernés, citons un registre de comptabilité sociale des commissaires-priseurs appréciateurs pour les années 1841-1853, ainsi qu'un registre des délibérations prises par le Bureau du Mont-de-Piété durant les années 1789-1791. Ils ont été rassemblés au sein des archives privées, respectivement les cotes AZ et D1 J.

---

<sup>17</sup> On s'est appuyé pour cette partie, sur un mémoire de master professionnel de 2<sup>e</sup> année d'archivistique conservé aux *Archives de Paris*, et rédigé par M<sup>lle</sup> Sophie Bruneton.

<sup>18</sup> Existence d'un bordereau de versement sous forme papier et numérique.

<sup>19</sup> Salle des ventes Drouot.

<sup>20</sup> Librairie spécialisée en livres anciens.

### **Les documents iconographiques.**

Concernant ce second ensemble, 800 plans du Crédit municipal ont été versés aux Archives de Paris en 2003<sup>21</sup>. Ces plans concernent à la fois le siège central, ses différents bureaux auxiliaires de prêt et les succursales dont il disposait dans Paris. En décembre 2003, durant 4 demi-journées, des éliminations furent réalisées sur place par les archivistes. Un très grand nombre de plans identiques, des plans déjà très détériorés ou de peu d'intérêt historique (esquisses sommaires, détails de construction, attachements) ont été éliminés

Les Archives de Paris ont pris en charge en vue d'une description et d'un tri complémentaire : 11 rouleaux en papier kraft contenant environ 110 plans ; 10 chemises contenant environ 350 plans ; 2 cartons contenant 50 rouleaux représentant 328 plans (avec un inventaire sommaire établi par le Crédit municipal), soit un total général d'environ 800 plans.

Ce second ensemble de documents fut traité par Marielle Duverdier, responsable du secteur des Cartes et Plans. Après cette sélection au siège du Crédit municipal, les plans ont été transférés, puis rangés en salle de tri. Par la suite, les plans ont été transférés dans un magasin du quatrième étage, où ils demeurent encore actuellement. Ces documents entreposés sur des chariots sont dans l'attente d'un traitement. Ils ne sont pas cotés, ni communicables en salle de lecture, faute d'une identification précise. Un travail de restauration complémentaire est à entreprendre pour les documents détériorés.

### Description matérielle.

Le fonds ayant fait l'objet du versement était conditionné, pour l'essentiel, dans des cartons d'archives de type celloderme. Ces cartons contenaient des dossiers et des registres. D'autres registres<sup>22</sup> étaient, en raison de leur taille, conservés tels quels sur les rayonnages. Le bordereau de versement établi par les archivistes en 2003 était exact dans son ensemble. Cependant le retraitement du fonds a permis de relever et de corriger quelques imprécisions, notamment pour la partie consacrée aux séances des procès-verbaux de séances des conseils d'administration et de surveillance.

---

<sup>21</sup> 9-12 décembre 2003.

<sup>22</sup> Il s'agit des procès-verbaux des ventes pour l'essentiel

En effet, les intitulés du bordereau de versement initial, établi sous la forme d'un récolement sommaire, reprenaient principalement les intitulés inscrits sur les registres ou sur les chemises des dossiers.

Les administrations successives du Mont-de-Piété, puis du Crédit municipal ont procédé à leur propre classement provisoire. Des numéros de liasse et de carton étaient indiqués sur les chemises. Ces modes de classement plus ou moins empiriques ont évolués au cours des décennies mais sans une cohérence globale.

### Modalités d'entrée.

La prise en charge des documents a eu lieu les 9 et 12 décembre 2003, sous la forme d'un versement d'archives publiques.

Afin de se conformer à la circulaire AD 98-8 du 18 décembre 1998, portant instruction sur le classement et la cotation des archives dans les services d'archives départementales le fonds a été intégré à la série ETP réservée aux fonds particuliers d'établissements et organismes publics (toutes périodes confondues). S'agissant du premier fonds rentrant dans cette série la sous-série 1ETP a été attribuée au versement des archives de l'ancien Mont-de-piété puis du Crédit Municipal de Paris.

## PRÉSENTATION DU CONTENU ET DE LA STRUCTURE

### Présentation du contenu

D'une manière générale le fonds 1 ETP est riche, tant par la variété de ses supports que par l'histoire à laquelle il fait référence. Des liens peuvent être établis avec l'histoire sociale, et plus particulièrement celle des corps de métiers (commissaires-priseurs). Le fonds 1 ETP se rapproche par son histoire à celle des autres Crédits Municipaux, et intéresse directement l'histoire des banques (opérations de prêts sur gages<sup>23</sup>).

---

<sup>23</sup> Droit des sûretés.

Le fonds est composé en majeure partie de documents originaux mais aussi de copies sous des formes variées (par exemple, les lettres-patentes du 9 décembre 1777 établissant le Mont-de-Piété de Paris dont le document original est conservé aux Archives nationales). Ces documents constituent un témoignage de l'activité de l'établissement : documents administratifs relatifs à la gestion du personnel<sup>24</sup>, à l'acquisition de locaux pour les succursales, aux opérations financières réalisées<sup>25</sup>, au contrôle des autorités administratives<sup>26</sup>.

**La première partie du fonds concerne l'administration générale.** On identifie clairement, pour des raisons historiques, les activités du Conseil d'administration, devenu Conseil de surveillance. Leurs séances donnaient lieu à la rédaction de procès-verbaux de délibérations, mais aussi à des comptes rendus de séances, des ordres du jour, des rapports, des projets de délibérations, des avis. En outre, on compte parmi les documents de travail des rapports et mémoires du directeur, et un registre des affaires soumises à l'approbation préfectorale.

D'anciens répertoires d'archives et des échanges avec l'archiviste départemental ont été conservés et permettent de tracer l'évolution du fonds documentaire.

Le traitement des documents de la direction permet de recenser des décisions générales, des arrêtés, des ordres de direction, des ordres de service, et des rapports adressés au directeur.

La correspondance administrative comprend des échanges avec les différents échelons de l'administration nationale (ministères) et territoriale (Assistance publique, Préfecture de la Seine, conseil municipal de Paris).

Au sein de cette première partie, on trouve un ensemble important de documents initialement pliés et rangés dans des layettes, portant à tort, l'inscription « édits et arrêts ». Cette série documentaire concerne en fait, la « gestion des affaires courantes », sous la forme d'un chrono-courrier. Ces documents portent sur les relations avec les autorités de tutelle, les opérations financières et budgétaires, la gestion des bâtiments, et la gestion du personnel.

---

<sup>24</sup> Arrêtés du directeur relatifs à des nominations, des remplacements d'employés, ou de secours attribués à des veuves d'anciens gagistes.

<sup>25</sup> Engagements, dégagements, renouvellements, nantissements. Les fixations des taux d'intérêt, les exonérations sur les droits des timbres.

<sup>26</sup> Prestations de serments politiques, circulaires ministérielles, ordonnances royales, arrêtés préfectoraux.

Deux registres regroupant des modèles d'imprimés utilisés à la fin du XVIIIe siècle et conservés à titre de spécimens comprennent quelques informations nominatives.

Les responsables du Crédit municipal ont apporté un soin particulier au suivi de sa réorganisation administrative. Cela se caractérise notamment par un ensemble de mémoires et de documents officiels relatifs à l'institution d'un règlement général.

Un autre ensemble documentaire concerne les équipements de l'institution (chef-lieu, succursales, bureaux auxiliaires et agences). Il comprend non seulement des projets d'adjudication pour les travaux à entreprendre, des plans, ou des rapports relatifs à la création des succursales, mais aussi des avis, mémoires et ordres de direction destinés au fonctionnement des bureaux auxiliaires de prêt et des agences.

Les affaires juridiques sont représentées par des documents relatifs au comité consultatif (procès-verbaux des séances), à l'inspection administrative et aux consultations juridiques (rapports), ou encore aux dossiers d'assurance et de contentieux (concernant notamment les commissionnaires et la concurrence illicite).

Le personnel de l'établissement est représenté par des documents relatifs à la gestion courante des employés (à noter des registres d'immatriculation, de gratifications et de cautionnements de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle ou encore un livre d'or signé par le personnel à l'occasion du départ en retraite d'un directeur du Mont-de-Piété) mais aussi à la réglementation de la profession des commissionnaires. Ces derniers firent l'objet d'une volonté de contrôle des autorités. Des dossiers nominatifs ont été conservés.

Un ensemble documentaire est réservé aux mesures exceptionnelles et faits de guerre. Il concerne notamment les événements de 1848 et de 1871 mais également l'administration du Mont-de-Piété puis du Crédit municipal durant la première et la deuxième guerre mondiale. On y trouve des documents relatifs à la gestion du personnel et des annexes de province, à la défense passive, aux relations avec les autorités allemandes ou encore au blocage des biens et à la saisie des biens juifs (à noter : listes contrôlées par la Dienststelle Westen, organisme allemand chargé des spoliations). Parmi les événements marquants on trouve également des dossiers relatifs au krach de Bayonne et à l'affaire Stavisky (à noter : les dépositions de Paul Maze directeur du Crédit Municipal de Paris lors de l'affaire Stavisky). On peut enfin noter la présence d'un dossier de souscription pour l'érection d'un monument à la mémoire de Théophraste Renaudot.

**Une deuxième partie est réservée aux finances.** Elle comprend d'abord des documents budgétaires : budgets, comptes administratifs, rapports de commissions chargées de l'examen des comptes.

Un important ensemble de documents concerne la comptabilité. Elle comprend des livres comptables (grand livre, livres de détail de recettes et dépenses, journaux) et de trésorerie (comptes journaliers, états de la caisse)

Les dossiers relatifs à la fixation des taux de l'intérêt des emprunts et des droits ou encore aux exonérations fiscales permettent de compléter la gestion financière.

Une sous-partie est consacrée au contrôle des autorités financières. Elle comprend essentiellement des rapports et enquêtes des inspecteurs des Finances et de la Cour des comptes. Enfin une dernière sous-partie concerne les registres d'inventaire du mobilier du Crédit municipal.

### **Une troisième partie concerne les activités de l'établissement.**

La grande majorité des documents nominatifs relatifs aux publics de l'institution ont été éliminés, privant les chercheurs d'une approche sociologique approfondie voire généalogique.

Des études, des documents de communication et des statistiques d'activités (principalement pour la deuxième moitié du XIXe siècle et pour le XXe siècle) peuvent remplacer en partie la rareté des documents nominatifs.

Un ensemble documentaire important concerne les activités relatives aux gages corporels et aux nantissements (à noter : deux registres nominatifs d'engagements secrets tenus sous le contrôle de la direction pour la période 1866-1918) mais également aux dégagements (remise de gages aux nécessiteux notamment) et aux réclamations diverses.

Les dossiers relatifs aux avances sur valeurs mobilières ou encore sur titres et pensions comprennent également de nombreux documents relatifs au fonctionnement de ces activités.

Les prêts sur automobiles, meubles, bicyclettes et objets encombrants font également l'objet d'une rubrique et comprennent notamment les dossiers d'acquisition des terrains, de construction, d'inauguration et de liquidation du garage et des magasins de l'annexe de la 2e succursale rue Duranti.

Une troisième sous-partie est consacrée aux ventes. Il s'agit de contrôler et encadrer non seulement les activités comme la prisée, mais aussi les professionnels tels que les commissaires-priseurs.

Concernant le suivi des ventes plusieurs séries de registres ont été conservées, il s'agit notamment des répertoires des nantissements livrés, ou encore de nombreux procès-verbaux des ventes provenant du chef-lieu, des succursales, des agences et bureaux auxiliaires.

Les activités bancaires sont représentées par des dossiers relatifs à la réglementation en matière de prêt personnel, des ventes à crédit et du crédit à la consommation mais également à la création et le fonctionnement du service des prêts aux fonctionnaires. Quelques registres et dossiers relatifs aux comptes et livrets ont été conservés à titre d'échantillon.

La dernière sous-partie concerne les échanges avec des organismes et les relations publiques. En France, il s'agit principalement des dossiers relatifs à la Conférence permanente des caisses de crédit municipal et monts-de-piété français (préparation et procès-verbaux des sessions, chrono courrier et échanges avec les caisses de crédit municipal de province), des affaires publicitaires et de la participation à la Foire de Paris. Sur un plan international on trouve également des échanges avec les établissements de prêts étrangers, la participation du Crédit municipal aux expositions et congrès internationaux ou encore des dossiers relatifs à la préparation des congrès et au conseil de gestion de l'Association internationale des instituts publics de crédit sur gage.

### Évaluation, tri, classement, éliminations, sort final.

Le fonds du Crédit municipal a fait très tôt l'objet d'un classement provisoire. Le registre thématique et les répertoires d'archives cotés 1ETP 1 à 9 situés au début du fonds en témoignent : ils renvoient à des documents dotés d'un numéro et d'un intitulé. Les informations à caractère historique peuvent être « croisées » et recoupées à travers les registres de délibérations et les documents de « gestion des affaires courantes »<sup>27</sup> répertoriés dans la première partie du fonds.

Au cours du retraitement, les nombreux documents trouvés en multiples exemplaires ont été éliminés. Par ailleurs les nombreux « agents de détérioration » métalliques : agrafes, épingles, trombones ont été retirés de leur environnement papier.

---

<sup>27</sup> Série initialement classée sous le qualificatif « édits et arrêts », et consistant en une sorte de « chrono ».

Les opérations de reclassement et de tri ont permis de reconditionner les dossiers dans des chemises neutres et le cas échéant dans des cartons de type celloderme aux formats plus adaptés<sup>28</sup>. Les deux séries documentaires constituant le chrono courrier et s'étendant jusqu'en 1986, précédemment conservées dans des layettes intitulées à tort « édits et arrêts » ont également fait l'objet d'un reconditionnement. Les documents ont été dépliés pour être mieux conservés et rangés dans des chemises neutres et des cartons de conservation.

Les administrations successives du Mont-de-Piété, puis du Crédit municipal ont procédé à de nombreux classements. Il a fallu retrouver une logique commune et s'en imprégner, ce qui constitue d'ailleurs un aspect gratifiant du métier d'archiviste. Le principe de respect des fonds permet de maintenir groupés des documents d'une même provenance : ce principe a guidé nos investigations et reclassements.

Souvent, on trouvait l'appellation « affaires diverses », et une chemise énumérait l'ensemble des documents dans leur ordre de rangement : un ordre numérique. Le reclassement de ces dossiers dépourvus d'objet ou de thème précis a entraîné des réintégrations qui ont à leur tour influé sur le plan de classement.

Avant son retraitement le fonds représentait une capacité matérielle de 70 ml. À la suite des opérations décrites ci-dessus, l'ensemble représente 61, 81 ml.

### Accroissements.

Un nouvel audit a été effectué le 11 juin 2013, au cours du traitement du fonds, sous l'autorité de Monsieur Thibaud Bouard, conservateur du Patrimoine chargé de la collecte.

Quelques documents, présents sur le site du chef-lieu de l'établissement, et qui relèvent des archives historiques, devraient être intégrés à terme, au fonds 1 ETP actuellement conservé aux Archives de Paris. Ils sont compris dans la période chronologique du fonds.

---

<sup>28</sup> Format 10 ou 12 cm.

## CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION

### Conditions d'accès et utilisation.

Les archives du Mont-de-Piété puis du Crédit Municipal de Paris sont des archives publiques soumises à la réglementation publique<sup>29</sup> : elles sont imprescriptibles<sup>30</sup> et librement communicables sauf présence d'informations pouvant être soumises à une demande d'autorisation de dérogation éventuelle<sup>31</sup>. Les articles 596 et 603 comprennent des documents concernant la vie privée et protégés par un délai de 50 ans, encore non librement communicables. L'article 622 comprend des documents encore non communicables (délai de 75 ans (procédures judiciaires)). Certains documents sont fragiles et peuvent nécessiter une attention particulière pour leur consultation.

### Langues et écriture des documents.

Les documents sont rédigés en français mais quelques documents présents dans la dernière partie du fonds concernant les échanges internationaux peuvent être rédigés dans la langue de leur pays d'origine.

### Instrument de recherche.

En raison du volume relativement important de ce fonds et de sa communication antérieure en salle de lecture, il a été décidé de conserver les cotes initiales du versement malgré les imperfections (nombreux registres conservés en cartons, absence de plan de classement). De ce fait, l'instrument de recherche se présente sous la forme d'un répertoire méthodique détaillé. Cette structure pourra permettre, le cas échéant, d'insérer de nouveaux articles au sein du plan de classement.

---

<sup>29</sup> Code du patrimoine, article L211-4.

<sup>30</sup> Idem, article L212-1.

<sup>31</sup> Idem, articles L213-1 à L213-3.

## BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES IMPRIMÉES

De nombreux ouvrages et documents imprimés sont relatifs au Mont-de-Piété et au Crédit Municipal de Paris. Ils sont susceptibles d'éclairer les différents rouages de l'institution. Les cotes indiquées à droite mentionnent aussi leur lieu de conservation (à noter, des exemplaires de certains ouvrages brochés et de sources imprimées peuvent également être présents au sein des dossiers).

*ADP* : Bibliothèque des Archives de Paris.

*APHP* : Bibliothèque des Archives de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

*BHVP* : Bibliothèque historique de la ville de Paris.

*BHDV* : Bibliothèque de l'hôtel de ville

*BF* : Bibliothèque Forney

*BSG* : Bibliothèque Sainte-Genève

### Dictionnaires, guides, ouvrages de référence.

- BLOCK, Maurice, *Dictionnaire de l'administration française*, Paris, Berger-Levrault, tome 2 (lettres F-Z), 1905, 2717 p.

**ADP - C12**

- COLSON, Jean et LAUROA, Marie-Christine (dir.), *Dictionnaire des monuments de Paris*, Paris, Hervas, 1992, 918 p.

**ADP - D1**

- DAUPHIN MEUNIER, Marie Claire, *Guide des services préfectoraux de la Seine. Préfecture de la Seine. Préfecture de police. Assistance publique. Crédit municipal* [Texte imprimé], Paris, Librairies Techniques, in-8°, 1960, 361 p.

**BHVP / 759209**

- FIERRO, Alfred, *Histoire et dictionnaire de Paris*, Paris, Robert Laffont, 1996.

**ADP / D5**

- LAZARE, Félix et Louis, *Dictionnaire administratif et historique des rues et monuments de Paris*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1994 (rééd.), 794 p. Notice sur le Mont-de-Piété.

**ADP / D2**

- MOURRE, Michel, *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, volume 5 (lettres K-M), Paris, Bordas, 1986.

**ADP / C11**

### Annuaire et almanachs

- *Annuaire administratif et statistique du département de la Seine pour l'an XIII (1805)*, Paris, P.J.H. Allard, 1805.

**ADP / PER 235-1**

- *Le Mont-de-Piété de Paris. Extrait de l'annuaire statistique de la Ville de Paris pour l'année...*, Paris, Imp. Nationale puis Imprimerie municipale, 1880-1893.

**BHDV / 7531**

- *Almanach royal, année 1777, présenté à Sa Majesté*, Paris, Le Breton, 1777.

**ADP / PER 201 39**

- *Almanach impérial pour l'an XIII présenté à sa Majesté l'Empereur par Testu*, Paris, Testu, 1805.

**ADP / PER 201-67**

- *Almanach impérial pour 1856 présenté à leurs majestés*, Paris, A.Guyot et Scribe, 1856.

**ADP / PER 201-115**

### Textes officiels et réglementaires

- *Le Moniteur Universel ou Gazette nationale* (1789-1871).

**ADP / D2K1**

- *Bulletin des lois* (1793-1931).

**ADP / D1K1**

- *Journal officiel, lois et décrets* (1869-2010).

**ADP / D13K1**

- *Recueils des actes administratifs de la Préfecture de la Seine* (1844-2010).

**ADP / D1K3**

- *Bulletin municipal et départemental officiel de Paris (BMO)* (1882-2010).

**ADP / D3K3**

- *Lettres-patentes, lois, décrets, ordonnances et règlements concernant le Mont-de-Piété de Paris*, Paris, impr. Wittersheim, 1863, 96 p.

**ADP / 8° 4003**

- *Lois, décrets et règlements qui régissent l'administration du Crédit Municipal de Paris et les Monts-de-Piété en général*, Paris, Paul Dupont, 1925, 163 p.

**ADP / 8° 4200**

### Monographies

- BLAIZE, Ange, *Des Monts-de-piété et des banques de prêt sur nantissement en France, en Angleterre, en Belgique, en Italie, en Allemagne, etc.*, [Texte imprimé], Paris, Pagnerre, 1843, In-8°, 440 p.

**APHP / B1170**

- BLAIZE, Ange, *Lettre à M. Ad. Guérout, rédacteur en chef de l'"Opinion nationale", sur le Mont de piété de Paris*, [Texte imprimé], Paris, E. Dentu, 1861, In-8°, 32 p.

**APHP / B1572-8**

- CERRETI, Giovanni Battista, *Histoire des monts de piété, avec des réflexions sur la nature de ces établissements*, [Texte imprimé], Padoue, 1752, In-12°, 153 p.

**APHP / A755**

- COUTAUD-DELPECH, Edmond, *Le rôle social du Mont-de-Piété. Les projets de réforme*, Paris, Rousseau, 1909, 165 p.

**APHP / C1560**

- Crédit Municipal de Paris, *Du Mont-de-Piété au Crédit Municipal de Paris*, Paris, Le Cherche-Midi, 1992, 63 p.

**ADP / 4° 697**

- DESCHODT, Éric, *Histoire du Mont-de-Piété*, Paris, Le Cherche-Midi, 1993, 212 p.

**ADP / 8° 2261**

- EYRAUD, Clovis, *Caisses de Crédit municipal et monts-de-Piété*, Paris, librairie technique et économique, 1935, 273 p.

**ADP / 8° 3221**

- FABER, Claude, *Le Crédit Municipal de Paris, du Mont-de-Piété à une banque sociale d'avenir*, Paris, Magellan, 2002, 136 p.

**ADP / USU JC 22**

- FRÉRON, Louis-Marie-Stanislas, *Réflexions sur les hôpitaux et particulièrement sur ceux de la Commune de Paris et l'établissement du Mont-de-piété, par un employé du ministère de l'Intérieur* [Texte imprimé], Paris, impr. de Prault, an VIII, 27 p.

**APHP / A1204-1**

- HALAY, Thierry, *Le Mont-de-Piété, des origines à nos jours*, Paris, l'Harmattan, 1994, 170 p.

**ADP / 8° 2389**

- HUELIN, Roger, *La vie secrète d'un Mont-de-Piété : anecdotes et expériences*, Paris, Plon, in-16°, 1966, 279 p.

**ADP / 8° 4196**

- Mont-de-Piété de Paris, *Le Mont-de-piété de Paris*, Paris, Imprimerie nationale, 1881, 28 p.

**APHP / C1992-18**

- RAIGA, Eugène, *Le Mont-de-Piété de Paris*, Paris, L. Larose et L. Tenin, 1912, 72 p.

**APHP / A748**

- RICCHARME, Amélie, *Le Mont de piété, ou l'Hiver de 1830* [Texte imprimé], Paris, Tenon, 1832, 2 vol., 344, 320 p.

**APHP / B7630**

- TEMPLIER, Paul-Henri, *Considérations pratiques sur le projet de décret concernant les Monts-de-Piété* [Texte imprimé], Paris, imprimerie de Crapelet, 1848, in-8°, 91 p.

**BHVP / 8°4290 et 103136**

- TULARD, Jean, *Paris et son administration (1800-1830)* [Texte imprimé], Paris, Imprimerie municipale, 1976.

**BHVP / 158086**

- VIGANO, Francesco, *Banques populaires, ou Banques en général, monts-de-piété, caisses d'épargne... avec beaucoup de documents de 1865 à 1875, par Francesco Viganò...* [Texte imprimé], Paris, Guillaumin, 1875, 2 vol. gr. in-8°

**APHP / C1607-I et II**

#### Publications en série

- *Association de la Préfecture de la Seine et de l'Assistance publique :Groupe-sportif et artistique du personnel de la Préfecture de la Seine, de l'Assistance publique et du Crédit municipal*, Association des personnels sportifs des administrations parisiennes de la Ville de Paris, Paris, APSAD, 1931-1958. Bimestriel puis semestriel.

**BHDV / X 24391**

- *Crédit municipal* [Texte imprimé] : bulletin trimestriel de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal et monts de piété français, Conférence permanente des caisses de crédit municipal et monts de piété français, Paris, Crédit municipal, 1952-1984.

**BHDV / P 270**

#### Sources imprimées

- *Rapport de la commission spéciale du Conseil de surveillance sur les questions relatives à la séparation des intérêts du Mont-de-Piété de ceux de l'Administration de l'Assistance publique*, Paris, Dupont, 1876, 18 p.

**APHP / D238-6**

- *Séparation des intérêts de l'Assistance publique et du Mont-de-Piété de Paris*, Paris, Imprimerie municipale, 1883, 6 p.

**APHP / D238-20**

- BARROT, Ferdinand, *Rapport de la commission chargée de l'examen de la question de la séparation des intérêts existants entre le Mont-de-Piété et l'Administration de l'Assistance. Séance du 24 mai 1855*, Paris, Dupont, 1855, 12 p.

**APHP / D238-2**

- BRELET, *Examen du projet de décret relatif à la séparation des intérêts de l'Administration de l'Assistance publique d'avec ceux du Mont-de-Piété*, Paris, imprimerie municipale, 1883, 2 p.

**APHP / D238-17**

- Caisse de Crédit municipal, *Évolution et problèmes, juin 1962*, Paris, Atelier d'imprimerie du Crédit municipal, 1962, 41 p.

**BHDV / Br 2407**

- CLAVEAU, Oscar, Ministère de l'Intérieur, *Situation administrative et financière des Monts-de-Piété. Rapport et documents présentés à M. de Marcère*, Paris, Imprimerie nationale, 1876, 191 p.

**APHP / C318 et D238-5**

- CLAVEAU, Oscar, Ministère de l'Intérieur, *Rapport pour examiner les questions relatives à la séparation du mont-de-piété d'avec les hospices de Paris*, Paris, Imprimerie municipale de la ville de Paris, 1883, 50 p.

**APHP / D238-13**

- COCHUT, Pierre-André, *Notes et renseignements concernant les rapports et la situation réciproque du Mont-de Piété de Paris et de l'Assistance publique*, [Texte imprimé], Paris, impr. Chaix, 1878, in-4°, 51 p.

**APHP / D 238-7**

- COCHUT, Pierre-André, *Observations et renseignements complémentaires en réponse au Mémoire produit par Monsieur le directeur de l'Assistance publique sous ce titre : « L'Assistance publique et le Mont-de-Piété »* [Texte imprimé], Paris, impr. De A. Chaix, 1879, in-4°, 36 p.

**APHP / D238-11, D283-2 et 4, C1933-19**

- COCHUT, Pierre-André, *Résumé des faits (avec pièces à l'appui) concernant le litige existant entre le Mont-de-Piété et l'Assistance publique, le 20 avril 1882*, [s.l.], [s.n.], 1882, 32 p.

**APHP / D238-19**

- COCHUT, Pierre-André, *Note pour le Mont-de-Piété*, Paris, 1884, 7 p.

**APHP / D-741-17 et D238-21**

- Conseil d'État, *Enquête sur les Monts-de-Piété*, Paris, Imprimerie nationale, 1850, 85 p.

**APHP / C480-2**

- Crédit Municipal de Paris, *Le Crédit Municipal de Paris*, Paris, Havas, 1952, 20 p.

**ADP / BR 821**

- DUVAL, Edmond, Mont-de-Piété de Paris, *Les opérations de dégagements gratuits depuis la fondation de l'établissement*, Paris, Imprimerie Nouvelle, 1887, 66 p.

**BHDV / 4363**

- DUVAL, Edmond, *Les Opérations du Mont-de-Piété de Paris à différentes époques depuis sa création, 1777*, Nancy, Berger-Levrault, 1894, 27 p.

**BHDV / 7529**

- DUVAL, Edmond, *Manuel de législation, d'administration et de comptabilité contenant le texte des lois, décrets... concernant le Mont-de-Piété de Paris, [Texte imprimé]*, Paris, impr. de Chaix, 1910, nouvelle éd., In-8°, 824 p.

**APHP / B1152 et BHDV / 4296**

- FIAUX, Louis, *Rapport présenté par M. L. Fiaux au nom de la commission du budget, sur le budget spécial du Mont de-Piété (14 décembre 1883) [Texte imprimé]*, Paris, Impr. municipale, 1883, In-4°, 36 p.

**APHP / C1992-14**

- GATEAU, Paul, *Une réforme au Mont-de-Piété de Paris*, Bellême, Imprimerie de Georges Levayer, in-8°, 1910, 25 p.

**BHVP / 132451**

- LEBLOND, *Rapport de la commission chargée d'examiner le projet de décret relatif à la séparation des intérêts du Mont-de-Piété d'avec ceux de l'Assistance publique*, Paris, Grandrémy et Hénon, 1881, 24 p.

**APHP / D238-14 et D283-7**

- LEBLOND, *Supplément de rapport sur la séparation des intérêts du Mont-de-Piété d'avec ceux de l'Assistance publique*, Paris, Grandrémy et Hénon, 1881, 7 p.

**APHP / D238-16 et D283-8**

- LEBLOND, *Séance du 5 février 1885. Rapport de la commission chargée d'examiner la question relative à la situation des deux administrations du Mont-de-Piété et de l'Assistance publique*, Paris, Grandrémy et Hénon, 1885, 9 p.

**APHP / D238-23**

- LEPERE, Charles, Ministère de l'Intérieur et des Cultes, *Rapport à M. le Président de la République sur la nomination d'une commission spéciale pour l'examen des difficultés pendantes entre l'Administration de l'Assistance publique et celle du Mont-de-Piété de Paris. 4 avril 1879*, Paris, Chaix, 1879, 3 p.

**APHP / D238-10**

- *Lettres-patentes du roi portant établissement d'un Mont de Piété. Données à Versailles le 9 décembre 1777*, Paris, imprimerie Thiboust, 1780, 98 p.

**APHP / A756**

- *Lettres patentes du roi qui autorisent le Mont-de-Piété à faire un emprunt sur l'hypothèque des revenus et droits de l'Hôpital général*, Paris, Simon, 1778, 3 p.

**APHP / C2946-9**

- LOISEAU, *Conseil municipal de Paris, 1878. Rapport présenté par Loiseau au nom de la commission spéciale du budget du Mont-de-Piété pour l'exercice 1879 et sur les chapitres additionnels au même budget pour l'exercice 1878*, Paris, de Mourgues, 1878, 17 p.

**APHP/ D238-9**

- Ministère de l'Intérieur, *Projet de décret. Mont-de-Piété de Paris et Assistance publique. Séparation du Mont-de-Piété d'avec les hospices*, Paris, imprimerie municipale, 1882, 2 p.

**APHP / D238-18**

- Mont-de-Piété de Paris, *Personnel et attributions des Bureaux de l'administration*, 1867, Paris, lithographie. G. Schlatter.

**APHP / D754**

- Mont-de-Piété de Paris, *Examen d'un projet de décret concernant la séparation du Mont-de-piété d'avec l'Assistance publique (juillet 1881)*, Paris, Imprimerie municipale, 1883, 8 p.

**APHP / C1992-13**

- Mont-de-Piété de Paris, *Mont-de-Piété de Paris. Etat du personnel*, Paris, [s.n.], janvier 1898, 80 p.

**APHP / C1984**

- MORING, Michel, *L'Assistance publique et le Mont-de-Piété. Observations en réponse à la note de M. le directeur du Mont-de-Piété en date d'avril 1878*, Paris, Grandrémy et Hénon, 1878, 42 p.

**APHP / D238-8**

- MORING, Michel, *L'Assistance publique et le Mont-de-Piété. Solution proposée par le directeur de l'Assistance publique*, Paris, Grandrémy et Hénon, 1879, 15 p.

**APHP / D238-12 et D283-5**

- *Observations... sur les Monts-de-Piété de Paris*, Paris, typographie Beaulé, 1851, 14 p.

**APHP / B1572-12**

- PEYRON, E. *L'Assistance publique et le Mont-de-Piété. Note pour l'Administration de l'Assistance publique*, Paris, Grandrémy et Hénon, 1885, 31 p.

**APHP / D238-22**

- QUENTIN, Charles, *Mémoire au Conseil de surveillance sur le projet de décret relatif à la séparation des intérêts du Mont-de-Piété et avec ceux de l'Assistance publique*, Paris, Grandrémy et Hénon, 1881, 14 p.

**APHP / D283-6 et D238-15**

- *Remonstrance à la Reine, sur le sujet d'un Mont-de-Piété*, ca 1643, in-4°, 16 p.

**BSG / 4 Z 1954 inv.1971 FA**

- ROZIER, Arthur, *Rapport... sur la proposition de loi de M. Failliot tendant à modifier la loi du 25 juillet 1891, relative au Mont-de-Piété de Paris*, Paris, Martinet, 1916, 83 p.

**APHP / C1112**

- Syndicat chrétien de la Préfecture de la Seine, de l'Assistance publique et du Crédit Municipal de Paris, *1934-1954. XXème anniversaire*, s.l., s.n., s.d. [1954], 64 p.

**BHDV / BR 1709**

- TEISSONNIERE, Chambre de commerce de Paris, *Commission de législation. Rapport présenté sur les réclamations formulées par le commerce au sujet des prêts faits par l'administration du Mont-de-Piété sur les marchandises neuves*, [S.l.], [s.n.], 1875, 15 p.

**APHP / D238-4**

- WATTEVILLE DU GRABE, (Adolphe de), *Situation administrative et financière des Monts-de-Piété en France*, [Texte imprimé], Paris, Guillaumin, 1848 (2<sup>e</sup> éd.), In-8°, 62 p.

**APHP / B1572**

- WATTEVILLE DU GRABE, Adolphe de) *Statistique des établissements de bienfaisance. Rapport à M. le ministre de l'Intérieur sur l'administration des Monts-de-Piété*, [Texte imprimé], Paris, Impr. nationale, 1850, In-4°, 167 p.

**APHP / C288**

#### Catalogues

- Crédit Municipal de Paris, *Tableaux à la manière des primitifs italiens et des peintres vénitiens* [Texte imprimé] : [vente à] Paris, Crédit Municipal de Paris, 30 janvier 1986, 10 p.

**BF / CV 31284**

- Ville de Paris, *Le Charme discret d'une institution parisienne : du Mont de Piété au Crédit municipal. Exposition, Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville de Paris, 6 décembre 1991-15 février 1992* [Texte imprimé], in-8°, 1991, 47 p.

**BHVP / 734998**

- Crédit Municipal de Paris, *Les Parisiens au Mont-de-Piété : ma tante est épatante. Exposition, 6 octobre 2011 au 5 janvier 2012*. [Texte imprimé], commissaire d'exposition Agnès Colas des Francs, Paris, Crédit Municipal de Paris, 2011, 52 p.

**ADP / BR 720**

#### Mémoires et thèses

- BRUNETON, Sophie, *Les archives du Crédit Municipal de Paris (1777-1989)*, mémoire de master professionnel 2<sup>e</sup> année (2008-2009), université de Saint-Quentin-en-Yvelines.

**ADP / 3787W6 (consultable sur autorisation préalable)**

- PIFFAULT, Olivier, « *Les superbes et les humbles* » *entre la charité et le crédit populaire. Le Mont-de-Piété de Paris (1777-1918)* [Texte imprimé], Paris, École des chartes, in-8°, 1995, 232 p.

**BHVP / PER 8 1014**

## SOURCES COMPLÉMENTAIRES

### Archives de Paris

#### Archives publiques

- VM52 1 Mont-de-piété, travaux. 1874-1896
- D146E3 10-36 Commissaires-priseurs appréciateurs auprès du Crédit Municipal de Paris.  
10 Registre de comptabilité sociale. 1873-1898  
11-36 Registres de procès-verbaux et minutes de ventes. 1956-1985
- D2U8 417-471 Cour d'assises de la Seine. Affaire Stavisky : dossier de procédures. 1936
- D3U9 721 Cour d'appel de la Seine, chambres correctionnelles. Affaire Stavisky, enregistrement de scellés (n° 691). 1935
- 1320W 98, 102, 135, 155 Parquet général de la Cour d'appel de Paris. Affaire Stavisky. 1934-1935

#### Fonds et documents d'archives privées ou entrés par voie extraordinaire.

##### *Pièces isolées*

- 6AZ 5 (252) Lettres patentes portant établissement d'un mont-de-piété à Paris. 9 décembre 1777
- D1J 1 (10) Registre des délibérations du bureau du Mont de Piété<sup>32</sup>  
1<sup>er</sup> janvier 1789-9 décembre 1791
- D1J6 (167) Registre factice constitué de documents en provenance du Mont de Piété<sup>33</sup> :  
1777-1865  
1. Institution de commissaires-priseurs, lois et règlements (1777-1863).  
2. Délibération de l'administration du Mont de Piété relatives aux fonctions et obligations des appréciateurs (messidor an V-brumaire an VI).

<sup>32</sup> Acquisition en vente publique, les 28 et 29 novembre 1996. Il s'agit des exposés du directeur général au Bureau du Mont-de-Piété.

<sup>33</sup> Achat en librairie le 6 novembre 1996.

3. Bulletin des lois : décret d'organisation du Mont de Piété (8 thermidor an XIII).
4. Décision de porter à 12 le nombre des commissaires-priseurs (25 thermidor an XIII).
5. Acte d'association entre les appréciateurs (17 brumaire an IX).
6. Sept lettres de Beaufile, directeur : réclamations diverses (ans VII-an IX).
7. Convention entre les appréciateurs du Mont-de-Piété, relative à la maison de la rue Vivienne (5 brumaire an IX).
8. Établissement des premiers bureaux auxiliaires (1839-1856).
9. Fonctionnement de la succursale de la rue de la Roquette (1861).
10. Décret relatif à la limitation des prêts dans les bureaux auxiliaires (12 août 1863).
11. Recueil de lettres patentes, lois, décrets et ordonnances relatives au Mont-de-Piété (1777-1863).
12. Règlement administratif du Mont de Piété (30 juin 1865).

D1J6 (169) Mont-de-Piété<sup>34</sup> :

Lettres patentes du roi portant établissement du Mont-de-Piété (9 décembre 1777).

Règlement concernant les commissaires au Mont-de-Piété (6 septembre 1779).

Arrêt de la cour du Parlement homologuant une délibération des administrateurs au sujet des effets portés en nantissement, suspectés d'avoir été volés (25 mars 1782).

1777-1782

*Fonds constitués.*

D4Z2 Collection Saint-Joanny consacrée aux Arts et métiers de Paris (1500-1869), tome 1, 1<sup>er</sup> registre, délibérations des six corps de marchands de Paris (1620-1678) :

Délibération touchant l'établissement du Mont-de-Piété à Paris

1649

Délibération concernant les établissements du Mont-de-Piété, le commerce de Lyon, les sites et grands chemins.

1652

D38J Société des commissaires-priseurs appréciateurs du Mont-de-Piété<sup>35</sup>  
an VII-1942

---

<sup>34</sup> Achat en mars 1999.

<sup>35</sup> Cette société a été mise en place à compter de Messidor an V, lors de la réouverture du Mont-de-Piété. « Au nombre de douze en 1815. Ils sont chargés de préparer les ventes d'objets déposés. et ils disposent d'employés, tels les crieurs qu'ils rémunèrent Leur nomination est proposée par la chambre des commissaires-priseurs. »

### *Sources iconographiques*

- MIRECOURT, Eugène de, *Le Mont-de-Piété*, dessin par J.-A. Beaucé. – Paris : G. Havard, 1854, 92 p. – [1] p. de front. ; 15 cm. – (Paris historique, pittoresque et anecdotique ; 5).

**8°2713**

Les Archives de Paris conservent également 800 cartes et plans relatifs au Crédit municipal versés en 2003 avec les sources manuscrites. Ces documents sont dans l'attente d'un traitement matériel et d'une description.

## Sources extérieures

### Archives nationales

X1A 8821, folios 33 à 38 Fonds du Parlement de Paris, lettres patentes et ordonnances : actes royaux et autres enregistrés par le Parlement.  
25 novembre 1777 - 28 février 1778<sup>36</sup>

F2 2733 Ministère de l'intérieur, retraites des employés du Mont-de-Piété de Paris.  
1823-1914

F7 3055 Police générale, prêts du Mont-de-Piété de Paris.  
1810-1812

F12 4638 Prêts à l'industrie. La crise 1848. Associations ouvrières.  
Ce dossier comprend de la documentation sur les opérations du Mont-de-Piété de Paris (1806, 1846-1863)

F15 Hospices et secours.  
Article 134 Destitution du directeur et des gardes-magasins ; rétablissement du Mont-de-Piété (an IV-an VII).  
Articles 1583, 1881-1889, 1892, 1899, 1900, 1905 Comptes du Mont-de-Piété de Paris (1806-1826)  
Article 2628 Organisation, personnel, situation et mouvements du Mont-de-Piété (an VIII-1831)  
Articles 2640, 2641 Pensions sur les fonds du Mont-de-Piété de Paris (1808-1822)  
Article 3960 Rapports sur le Mont-de-Piété de Paris (1840-1841)

19760252/85 Sécurité sociale : Sté de prévoyance des employés du Mont-de-Piété de Paris.  
1902

19760261/39 Sécurité sociale : Sté mutualiste des employés du Crédit Municipal de Paris.  
s.d . [avant 1977]

---

<sup>36</sup> Un archiviste (Olivier Dacade) et un photographe engagés par le Crédit municipal dans les années 1990 ont effectué la recherche des lettres patentes de Louis XVI en date du 9 décembre 1777. Ils se sont rendus aux Archives nationales et ont commandé les copies de ce document sur ektachromes et tirages papier conservés sous la cote 1ETP 69.

Le fonds du minutier central des notaires parisiens peut comprendre des informations relatives au Mont-de-Piété (mainlevée d'oppositions, remboursement de créances, actes notariés concernant le personnel, etc.). Le fonds du Châtelet de Paris peut également comprendre des informations relatives à la pratique du prêt sur gage (notamment au sein des archives des commissaires au Châtelet).

### *Conseil d'État*

Le dépouillement des fiches thématiques dont dispose le Conseil d'État rend compte d'occurrences sur le Mont-de-Piété. Les deux premières cotes concernent des dossiers d'affaires administratives conservés au centre des Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine. Les dossiers suivants sont conservés au centre des Archives Nationales de Fontainebleau.

AL 4235	N° 217 037 : Loi du 30/10/1935 relative à l'organisation des caisses de Crédit municipal et approbation d'un règlement général.	1935-1936
AL 4569	N° 237 777 : Projet de décret relatif aux traitements des personnels des caisses de Crédit municipal et Monts-de-Piété.	1946
19990025/26	N° 240 172 : Projet de décret portant RAP relatif à l'organisation des caisses de Crédit municipal et Monts-de-Piété.	1947
	N° 240 173 : Projet de décret fixant le maximum des prêts consentis par le Crédit Municipal de Paris.	1947
19990025/272	N° 259 847 : Projet de décret fixant le maximum de prêts ou valeurs mobilières pouvant être consentis par les caisses de Crédit municipal.	1952
19990025/374	N° 265 719 : Projet de décret concernant l'autorisation des prêts aux fonctionnaires.	1955
	N° 266 860 : Projet de décret portant statut des caisses de Crédit municipal.	1955
19990025/380	N° 271 248 : Projet de décret.	1957
19990025/483	N° 273 241 : Projet de décret relatif au Crédit Municipal de Paris.	1957

19990025/489 N° 273 562 : Projet de décret relatif au financement des Caisses de Crédit municipal de Paris.

1958

*Cour des comptes.*

Les archives de la Cour des comptes comprennent des arrêts et rapports relatifs au Mont-de-Piété. Ces documents ont fait l'objet de versements aux Archives nationales.

20070338 Établissements sociaux : arrêts-rapports et comptes de gestion.  
Article 1169 Arrêt-rapport (1886-1885).  
Article 1170 Arrêt (1886-1906).  
Article 1171 Arrêt-rapport (1907-1925).  
Article 1172 Arrêt-rapport (1926-1950).

20070536 Hospices : arrêts-rapports.  
Article 28 Arrêt-rapport du Crédit municipal (1952-1974).

20120284  
Articles 26, 112 et 143 Rapports du Crédit municipal (1968-1982).

Archives de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

De par ses origines communes avec le Mont-de-Piété et la nature de cet établissement<sup>37</sup>, on peut trouver au service d'archives de l'APHP des documents concernant l'activité du Crédit municipal, à titre d'exemple :

67 FOSS 1 Administration centrale et établissements.

Dossier 3 - Mont-de-piété établi rue des Blancs-Manteaux, 2 messidor an V.  
Parallèle du Mont-de-piété et des Lombards ; observation sur le projet d'établissement des mont-de-piété et maisons de prêts ; second mémoire par les administrateurs des Lombards, Lussan, Sérilly, ... ; décret impérial du 24 messidor an XII.

Dossier 4 - Consigne pour les portiers du Mont-de-piété, 1789 ; Arrêté relatif aux prêteurs sur gage, 22 pluviôse an VI.

On peut également trouver des informations sur les décisions relatives au Mont-de-Piété dans les séries d'archives décisionnelles :

136FOSS1-207 Arrêtés et procès-verbaux des séances du Conseil général des hospices. 1801-1848  
1L1-95 Procès-verbaux du Conseil de surveillance de l'Assistance publique 1849-1961  
1J1-77 Recueil des arrêtés et circulaires concernant l'administration de l'Assistance publique 1849-1996

---

<sup>37</sup> Établissement dit de « bienfaisance ».

Centre des archives économiques et financières

Il comprend des versements de la direction du Trésor relatifs aux monts-de-piété et crédits municipaux. Ce fonds se compose de trois ensembles : l'organisation et le fonctionnement des crédits municipaux, les dossiers de suivi de certains établissements et l'affaire Stavisky.

*Organisation et fonctionnement (1894-1974)*

B-0034139 à B-0034141 Crédit municipal (1912-1954)

B-0054633/1 Crédit municipal, Conférence Permanente des caisses de Crédit municipal et Monts-de-piété français, 19<sup>e</sup> session des 6-8 juin 1950, 21<sup>e</sup> session de 1952, 23<sup>e</sup> session des 22-24 juin 1954, 25<sup>e</sup> session des 12-14 juin 1956 (1950-1956) ; financement des opérations des caisses de Crédit municipal (1956-1957) ; emprunts auprès des caisses d'épargne et situation des caisses de Crédit municipal (1967-1974).

1950-1974

B-0055270/1 Projet de contrôle des caisses de Crédit municipal.

1894-1931

B-0055270/2 Crédits Municipaux et Monts-de-piété, emprunts.

1907-1924

B-0055270/3 Crédits Municipaux et Monts-de-piété, application de la loi du 17 mars 1934 relative au transfert du ministère du commerce au ministère des finances de l'exercice de leur tutelle administrative, répartition des attributions.

1926-1935

B-0055270/4 Avances sur titres aux Crédits Municipaux, politique suivie en matière de garantie : notes de principe et correspondance générales relatives à la position du département et de la Banque de France.

1930-1940

B-0055270/5 Organisation des caisses de Crédit municipal et des monts-de piété, application du décret-loi du 30 octobre 1935.

1936

*Dossiers des établissements (1803-1946).*

B-0055271/1 Tutelle des Crédits Municipaux et des Monts-de Piété, dossiers individuels des établissements d'Avignon (1874-1930) ; Bordeaux (1913) ; Boulogne-sur-Mer (1862-1932) ; Calais (1832-1934) ; Dunkerque (1936-1937) ; Le Havre (1905) ; Limoges (1840-1904) ; Lyon (1836-1929) ; Marseille (1868-1942) ; Nancy (1869-1912) ; Nice (Alpes-Maritimes) : statuts (1891-1913) ; Roubaix (1870-1946) ; Rouen (1826-1937) ; Toulon (1821-1930) ; Toulouse (1827-1946).

1832-1946

Archives de Paris

1ETP 1-664 Mont-de-Piété de Paris puis Crédit Municipal de Paris, administration générale, finances, activités,  
1618-2001 (principalement 1777-1990)

B-0055272/1 Crédit municipal d'Orléans.

1903-1934

*Crédit municipal de Bayonne et affaire Stavisky (1930-1962)*

B-0055273/1-2, B-0055274/1-3, B-0055275/1-3 Crédit municipal de Bayonne, affaire Stavisky

1930-1962

B-0033220 à B-0033223

Affaire Stavisky.

1926-1934

Archives de Paris

1ETP 1-664 Mont-de-Piété de Paris puis Crédit Municipal de Paris, administration générale, finances, activités,  
1618-2001 (principalement 1777-1990)

## SOMMAIRE

### **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**1ETP 1- 239, 302, 318, 480-484, 490, 515-532, 557, 558, 589- 596, 605-632, 661-664**

Conseil d'administration et conseil de surveillance 1ETP 10-68

Direction 1ETP 1-9, 69, 215-239, 629

Gestion des affaires courantes 1ETP 69-214, 480-482, 624-632

Réorganisation administrative 1ETP 515-521

Chef-lieu, succursales, bureaux auxiliaires de prêt et agences 1ETP 522-532, 661, 664

Affaires juridiques 1ETP 302, 490, 558, 589, 592, 593, 596, 619, 621-623, 662-664

Personnel et commissionnaires 1ETP 483, 484, 521, 589-595, 607, 616

Mesures exceptionnelles et faits de guerre 1ETP 318, 557, 558, 605-618, 620

### **FINANCES**

**1ETP 240-291, 301, 302, 313-317, 486-489, 563-570, 584-587, 596-602**

Budgets et comptes administratifs 1ETP 240-252, 596, 597

Comptabilité 1ETP 253-291, 313-317, 598-602

Emprunts et droits 1ETP 563-570, 602

Exonérations fiscales 1ETP 584-587

Contrôle des autorités financières 1ETP 301-302

Mobilier	1ETP 486-489
<b>ACTIVITÉS</b>	<b>1ETP 292-300, 303-312, 318-479, 485, 490-514, 533-563, 570-583, 588, 596, 603, 604, 617, 633-660</b>
Études et statistiques	1ETP 303-312, 318, 545-552, 559, 581-583
Gages et nantissements, valeurs mobilières, titres et pensions	1ETP 318, 485, 490, 533-544, 563, 573-580
Ventes	1ETP 319-479, 536, 538, 553-559, 562, 596
Activités bancaires	1ETP 292-300, 544, 560, 561, 570-572, 588, 603, 604, 617
Organismes et relations publiques	1 ETP 491-514, 534, 633-660

Archives de Paris

1ETP 1-664 Mont-de-Piété de Paris puis Crédit Municipal de Paris, administration générale, finances, activités,  
1618-2001 (principalement 1777-1990)

<p><b>CORPS DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE</b></p>
--

Archives de Paris

1ETP 1-664 Mont-de-Piété de Paris puis Crédit Municipal de Paris, administration générale, finances, activités,  
1618-2001 (principalement 1777-1990)

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION ET CONSEIL DE SURVEILLANCE<sup>38</sup>.

#### Procès-verbaux des séances de délibérations.

#### 1783-1968

Les deux premières séries (1783-1831) se présentent sous la forme de registres de délibérations manuscrits et signés. Concernant la troisième série (1831-1968), les procès-verbaux sont représentés sous la forme de registres manuscrits et signés jusqu'au 8 novembre 1893. Ils sont imprimés et signés jusqu'au 7 novembre 1943 puis tapuscrits et signés à partir du 29 janvier 1947. Les procès-verbaux de 1944 à 1946 sont lacunaires.

#### Première série.

1783-1798

- |  |         |
|--|---------|
| 18 janvier 1783-30 juin 1784.  | 1ETP 10 |
| 11 août-13 avril 1785.   |         |
| 11 mai-27 décembre 1785.   |         |
| 25 janvier-29 novembre 1786.   |         |
| 13 décembre 1786-30 janvier 1788.  | 1ETP 11 |
| 20 février 1788-19 août 1789   |         |
| 16 septembre 1789-16 mars 1791   |         |
| 30 mars 1791-13 nivôse an II (2 janvier 1794) <sup>39</sup> .                                    |         |
| 24 nivôse an II (13 janvier 1794)- 8 prairial an III (27 mai 1795).                              | 1ETP 12 |
| 28 floréal an III-25 brumaire an IV (17 mai-16 novembre 1795).                                   |         |
| 2 thermidor an V (20 juillet 1797)-2 <sup>e</sup> jour complémentaire an VI (18 septembre 1798). |         |

#### Deuxième série.

1798-1831

1ETP 13

- |   |  |
|---|--|
| 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798)-12 floréal an VIII (2 mai 1800). |  |
| 22 floréal an VIII (12 mai 1800)-2 frimaire an X (23 novembre 1801).      |  |
| 12 frimaire an X (3 décembre 1801)-20 prairial an XI (9 juin 1803).       |  |

<sup>38</sup> Le Conseil de surveillance fut mis en place par l'arrêté ministériel du 30 juin 1852 et tint sa première séance le 22 juillet 1852, succédant au conseil d'administration. Cet organisme était présidé par le Préfet de la Seine, relais du Ministère de l'Intérieur à Paris, pour des raisons de maintien de l'ordre.

<sup>39</sup> Le dernier registre de cet article se termine le 13 nivôse an II (12 janvier 1794). Quelques jours plus tard, le 26 nivôse (15 janvier), une commission provisoire a remplacé le Directeur du Mont-de-Piété.

4 messidor an XI (23 juin 1803)-9 fructidor an XII (27 août 1804). 1ETP 14

17 fructidor an XII (4 septembre 1804)-4 nivôse an XIV (25 décembre 1805)<sup>40</sup>

4 janvier 1806-17 août 1807.

31 août 1807-11 décembre 1809. 1ETP 15

18 décembre 1809-7 octobre 1811.

18 novembre 1811-22 février 1813.

29 mars 1813-14 novembre 1814. 1ETP 16

28 novembre 1814-25 novembre 1816.

25 novembre 1816-24 décembre 1818.

24 décembre 1818-20 septembre 1820. 1ETP 17

25 octobre 1820-25 septembre 1822

17 octobre 1822-14 mars 1825.

14 mars 1825-18 avril 1827. 1ETP 18

18 avril 1827-15 avril 1829.

20 mai 1829-9 février 1831 ; 1ETP 19

table alphabétique (1824).

Troisième série.

1831-1968

Sous-série principale.

1831-1968

9 février 1831-14 novembre 1832. 1ETP 20

21 novembre 1832-11 mai 1834. 1ETP 21

11 juin 1834-18 janvier 1836

27 janvier 1836-17 mai 1837.

17 mai 1837-11 octobre 1838. 1ETP 22

17 octobre 1838-11 mars 1840.

11 mars 1840-7 décembre 1842.

7 décembre 1842-11 décembre 1844. 1ETP 23

11 décembre 1844-11 novembre 1846

11 novembre 1846-22 décembre 1847.

---

<sup>40</sup> À partir de la promulgation de la loi du 8 thermidor an XIII (27 juillet 1805), Napoléon a placé l'administration du Mont de Piété sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur, et donc sous le contrôle du Préfet du Département de la Seine.

18 janvier 1848-21 avril 1849. 12 mai 1849-8 février 1851. 1er mars 1851-26 juin 1856.	1ETP 24
26 juin 1856-8 août 1861. 8 août 1861-12 mars 1872 26 mars 1872-20 octobre 1876.	1ETP 25
8 décembre 1876-10 décembre 1880. 14 janvier 1881-25 juin 1885 15 octobre 1885-18 juillet 1889.	1ETP 26
7 novembre 1889-8 novembre 1893. Registre manuscrit et signé. 19 décembre 1893-30 novembre 1897. Registres de procès-verbaux imprimés et signés. 25 janvier 1898-11 décembre 1902. Registres de procès-verbaux imprimés et signés.	1ETP 27
23 janvier 1903-20 décembre 1906. 31 janvier 1907-25 novembre 1909 27 janvier 1910-28 novembre 1912 30 janvier 1913-19 novembre 1915.	1ETP 28
20 janvier 1916-6 décembre 1919. 5 février 1920-7 décembre 1922. 5 février 1923-30 novembre 1925. 15 février 1926-21 novembre 1928.	1ETP 29
11 février 1929-30 novembre 1931. 6 février 1932-6 décembre 1934. 13 février 1935-26 novembre 1937 7 février 1938-10 décembre 1940 24 février 1941-7 novembre 1943.	1ETP 30
29 janvier 1947-25 octobre 1949. 23 février 1950-26 novembre 1952.	1ETP 31
12 janvier 1956-27 novembre 1957. 18 février 1959-7 décembre 1959. 29 février 1960-26 octobre 1960. 15 février 1961-18 octobre 1961.	1ETP 32
23 mai 1962-16 décembre 1963. 4 mars-21 octobre 1964. 24 février-21 octobre 1965. 30 mars-26 octobre 1966.	1ETP 33

19 avril-25 octobre 1967. 1ETP 34  
7 mai-30 octobre 1968.

Sous-série supplémentaire. 1ETP 59 - 62

1893-1950

Il s'agit d'une collection incomplète correspondant à un double exemplaire non signé. Ces registres sont imprimés puis tapuscrits à compter de la séance du 22 janvier 1948. Les procès-verbaux sont lacunaires de 1940 à 1944.

19 décembre 1893-13 octobre 1898. 1ETP 59  
26 janvier 1899-31 décembre 1904  
28 janvier 1904-25 novembre 1909.

27 janvier 1910-5 décembre 1914. 1ETP 60  
20 janvier 1915-4 décembre 1919.  
5 février 1920-15 décembre 1924.

16 février 1925-16 décembre 1929. 1ETP 61  
3 février 1930-6 décembre 1934.  
13 février 1935-30 novembre 1939.

14 février 1945-21 octobre 1947. 1ETP 62  
28 janvier 1948-11 décembre 1950.

### **Préparation et suivi des séances.**

**1837-1988**

Rapports et mémoires du directeur. 1ETP 63 - 67

1837-1862

Il s'agit des originaux des rapports du directeur au conseil d'administration. Le classement est établi par séance, et les documents sont reliés.

19 décembre 1837-13 octobre 1841. 1ETP 63

22 décembre 1841- 10 novembre 1847. 1ETP 64

24 novembre 1847-9 novembre 1850. 1ETP 65

9 novembre 1850-29 mai 1856. 1ETP 66

29 mai 1856 - 18 décembre 1862. 1ETP 67

Ordres du jour, comptes rendus de séances, procès-verbaux, rapports, mémoires, et projets délibérations. 1ETP 35 - 58

1879-1983

Il s'agit de minutes signées et rassemblées dans des registres-classeurs.

27 juin-5 décembre 1879.	1ETP 35
10 janvier-10 décembre 1880	
14 janvier-8 décembre 1881	
19 janvier-7 décembre 1882.	
18 janvier-13 décembre 1883.	1ETP 36
17 janvier-4 décembre 1884.	
8 janvier-17 décembre 1885.	
14 janvier-18 décembre 1886.	
13 janvier-5 novembre 1887.	1ETP 37
26 janvier-27 décembre 1888.	
24 janvier-29 décembre 1889.	
30 janvier-27 novembre 1890.	
29 janvier-10 décembre 1891.	1ETP 38
28 janvier-1er décembre 1892.	
2 février-19 décembre 1893.	
23 janvier-18 décembre 1894.	
22 janvier-17 décembre 1895.	1ETP 39
28 janvier-22 décembre 1896.	
26 janvier-30 novembre 1897.	
25 janvier-1er décembre 1898.	
26 janvier-21 décembre 1899.	1ETP 40
25 janvier-22 novembre 1900.	
31 janvier-24 octobre 1901.	
30 janvier 1901-20 novembre 1902.	
29 janvier-10 décembre 1903.	
28 janvier-8 décembre 1904.	1ETP 41
26 janvier-14 décembre 1905.	
25 janvier-20 décembre 1906	
31 janvier-5 décembre 1907.	
23 janvier 1908-11 février 1909.	
25 mars 1909-27 janvier 1910.	1ETP 42
24 février-15 décembre 1910.	
2 février-7 décembre 1911.	
25 janvier 1912-29 janvier 1913.	

30 janvier-26 décembre 1913. 5 février-5 décembre 1914 20 janvier-18 novembre 1915 20 janvier-28 novembre 1916.	1ETP 43
18 janvier-29 novembre 1917. 24 janvier-21 novembre 1918 21 janvier-4 décembre 1919 5 février-2 décembre 1920.	1ETP 44
2 février-15 décembre 1921. 12 janvier-7 décembre 1922. 5 février-19 octobre 1923. 14 janvier-15 décembre 1924.	1ETP 45
13 février-30 novembre 1925. 15 février-13 novembre 1926. 31 janvier-28 novembre 1927. 30 janvier-21 novembre 1928. 11 février-16 décembre 1929.	1ETP 46
3 février-24 novembre 1930. 16 février-28 novembre 1931. Comprend notamment 9 photographies en noir et blanc relatives à la construction d'un parking rue Servan (1931). 6 février-4 novembre 1932. 30 janvier-21 novembre 1933.	1ETP 47
15 janvier-5 décembre 1934. 13 février-19 décembre 1935. 27 janvier-21 décembre 1936. 8 février-28 octobre 1937.	1ETP 48
7 février-19 décembre 1938. 6 février-30 novembre 1939. 15 février-10 décembre 1940. 24 février-25 novembre 1941. 27 février-18 décembre 1942.	1ETP 49
23 février 1942-12 novembre 1945. 27 février 1946-14 novembre 1947. 28 janvier-20 décembre 1948.	1ETP 50
23 février-19 décembre 1949. 23 février-11 décembre 1950. 24 janvier-4 décembre 1951. 7 février-26 novembre 1952.	1ETP 51

13 janvier-17 novembre 1953. 3 février-23 novembre 1954 25 janvier-24 novembre 1955 12 janvier-5 décembre 1956.	1ETP 52
19 février-3 décembre 1958. 18 février-2 décembre 1959. 29 février-26 octobre 1960. 15 février-29 mai 1961.	1ETP 53
23 mai-17 octobre 1962. 13 février-16 décembre 1963 4 mars-21 octobre 1964 24 février-20 octobre 1965.	1ETP 54
30 mars-26 octobre 1966. 19 avril-25 octobre 1967. 7 mai-30 octobre 1968. 12 mars-22 octobre 1969.	1ETP 55
13 mai-6 octobre 1970. 27 janvier-12 octobre 1971 21 février-10 octobre 1972 11 mai-22 octobre 1973.	1ETP 56
27 mai-15 octobre 1974. 22 mai-14 octobre 1975. 6 décembre 1976-10 novembre 1977. 9 mai 1978-29 novembre 1979.	1ETP 57
10 juillet 1980-14 décembre 1981. 10 mars 1982-29 novembre 1983.	1ETP 58
Ordres du jour, communiqués, mémoires et projets de délibérations. 1984-1987 9 mai-27 novembre 1984 ; 20 mars 1986-19 mars 1987.	1ETP 58
Avis et délibérations. 1984-1988 9 mai 1984-21 décembre 1988. Il s'agit des originaux des avis du conseil de surveillance conservés dans un classeur.	1ETP 68

DIRECTION.

**Archives.**

**1777-2001**

Extraits sommaires des documents déposés aux archives pourvus d'un index thématique. 1ETP 1

1777-1927

Registres documentaires avec index thématique classés par ordre alphabétique.

Répertoire des archives. 1ETP 2 - 9

1777-1952

Concerne notamment les organes décisionnels, le personnel, les activités de cautionnement et les bâtiments.

1777-1793. 1ETP 2

1796-1848. 1ETP 3

1849-1881. 1ETP 4

1882-1907. 1ETP 5

1907-1917. 1ETP 6

1917-1928. 1ETP 7

1928-1941. 1ETP 8

1941-1952. 1ETP 9

Création de l'établissement, recherche effectuée aux Archives nationales par Olivier Dacade pour le Crédit municipal : ektakromes et reproductions photographiques réalisés en mars 2001 de l'original des lettres patentes en date du 9 décembre 1777 (enregistrées au Parlement de Paris le 12 décembre suivant) portant création du Mont-de-Piété de Paris, photocopies des lettres patentes imprimées, compte-rendu, facture, correspondance.<sup>41</sup> 1ETP 69

1777-2001

Les reproductions des lettres patentes originales ont été réalisées par le photographe Philippe Sebert.

---

<sup>41</sup> Une autorisation est susceptible d'être demandée aux Archives nationales et le nom de ce photographe doit être mentionné pour toute reproduction ou réutilisation de ces clichés.

## **Décisions générales.**

**1900-1970**

Registre de transcriptions de circulaires ministérielles, d'arrêtés préfectoraux, d'ordres de service et de notes de services. 1ETP 235

**1900-1913**

Concerne principalement les affaires suivantes : fixation des taux d'intérêt et droits des prêteurs, fixation du taux du droit d'appréciation et du droit pour les vacations et frais de ventes, admissions à la retraite, demandes de congés des employés, situations particulières de certains employés (appelés), anonymat des acheteurs pour les rachats de gages, circulation des appareils de distillation, réglementation des périodes spéciales de travail (service du midi, service du dimanche).

Recueils d'arrêtés, d'ordres de direction, de notes de service. 1ETP 236

**1955-1970**

## **Arrêtés du Directeur.**

**1925-1941**

Ces registres concernent principalement la gestion du personnel (secours accordés à des employés du Mont-de-Piété, indemnités, nominations de membres au Comité consultatif, allocations, peines disciplinaires, radiation, congés maternité ou d'allaitement). Ils concernent aussi les opérations comptables et financières (liquidations de boni, délivrance de chèques, virements et mandats de la Banque de France, fixation des taux maxima des intérêts de l'emprunt, fixation des taux maxima des intérêts des avances sur gages corporels, fixation du taux maximum des intérêts des avances sur valeurs mobilières).

1925-1928. 1ETP 216

1929-1932. 1ETP 217

1933-1936. 1ETP 218

1937-1941. 1ETP 219

## **Ordres de direction.**

**1910-1990**

Ces registres concernent principalement les objets suivants : retenues des durées de jours des employés, nominations et désignations d'employés, réglementation des heures supplémentaires, rétribution des journées d'absence du personnel, tableau de classement du personnel, réglementation du cautionnement, dégagements corporels et reconnaissances, attributions de jours de congés, horaires d'ouverture et de fermeture des services ou des agences, jours fériés, dates de réunions pour les commissions administratives paritaires, placement des gages dans les magasins, taux des droits sur gages corporels, droits de timbres, avances sur valeurs mobilières, montant des prêts sur tableaux, affectation des employés. Comprend également des notes de service à partir de 1987.

1910-1922. 1ETP 220

1923-1927. 1ETP 221

1928-1931. 1ETP 222

1932-1935.	1ETP 223
1936-1939.	1ETP 224
1940-1943.	1ETP 225
1944-1947.	1ETP 226
1948-1952.	1ETP 227
1953-1956.	1ETP 228
1957-1960.	1ETP 229
1961-1968.	1ETP 230
1964-1973.	1ETP 235
1974-1984, 1987-1990.	1ETP 235
Lacunaire à partir de 1983. Les documents sont reliés uniquement jusqu'à 1982 inclus.	

### **Ordres de service.**

#### **1823-1917**

Ces registres concernent principalement les objets suivants : congés, retenues sur traitements, amendes infligées aux employés, désignations d'employés (gagistes auxiliaires), mutations dans le personnel des bureaux auxiliaires, fermetures de bureaux auxiliaires.

1823-1875.	1ETP 231
1875-1882.	1ETP 232
1882-1900.	1ETP 233
1900-1917.	1ETP 234

### **Rapports au directeur.**

#### **1931-1963**

1931-1951.	1ETP 237
1952-1958.	1ETP 238
1959-1963.	1ETP 239

**Registre des affaires soumises à l'approbation préfectorale (ordre chronologique).** 1ETP 215

**1875-1933**

Ce registre tenu dans le cadre du contrôle de légalité, concerne principalement les objets suivants : secours aux veuves d'employés, nominations, renouvellements de polices d'assurances, pensions, promotions de classes, admissions à la retraite, remboursements de cautionnements, demandes de crédits, fixations des intérêts et droits, envois des procès-verbaux d'adjudication pour entretien et fournitures, travaux, démolitions.

**GESTION DES AFFAIRES COURANTES.**

**Correspondance administrative.**

**1664-1980**

Administration nationale.

1ETP 630

1854-1976

Ministères.

1854-1976

Ministère de l'Intérieur : circulaires, notes, correspondance.

1854-1919

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale ; Ministère du Travail ; Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ; Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales : textes officiels, extraits de délibérations, rapports, notes, états, correspondance.

1918-1931

Concerne notamment le rattachement des caisses de crédit municipal et l'enquête auprès des caisses de crédit municipal et monts-de-piété français.

Ministère de l'Economie et des Finances : projets de décrets et d'arrêtés, extrait de délibération du Conseil municipal, notes, correspondance.

1973-1975

Concerne notamment le taux des prêts et le statut du personnel.

Cour des comptes : textes officiels, rapports, notes, états, correspondance.

1970-1976

Administration préfectorale et départementale.

1664-1980

Assistance publique : textes officiels, arrêtés préfectoraux, avis du conseil de surveillance, extraits du Bulletin municipal officiel, rapports, notes, états statistiques, articles de presse, correspondance.

1664-1965

1664-1883.

1ETP 631

Concerne notamment l'emprunt d'1 million par les hospices (1831-1837), le projet de décret relatif à la séparation des intérêts de l'Administration de l'Assistance publique avec ceux du Mont-de-Piété (1881).

1884-1965.

1ETP 632

Comprend notamment un annuaire du conseil de surveillance (année 1929-1930).

Préfecture de la Seine puis de Paris : textes officiels, rapports, notes de service, affiches, formulaires, correspondance.

1940-1976

A noter : lacunes 1952-1960, 1972-1975.

1940-1951.

1ETP 624

1961-1968.

1ETP 625

1969-1971.

1ETP 626

1976.

1ETP 627

Ville de Paris : textes officiels, notes de service, articles de presse, formulaires, correspondance.

1ETP 627

1978-1980

Conseil général du département de la Seine.

1ETP 629

1881-1932

Comptes rendus de séances.

1881

Fonctionnement et préparation des séances : textes officiels, extraits du Bulletin municipal officiel, rapports, notes.

1911-1932

Conseil municipal de Paris.

1878-1969

Comptes rendus et procès-verbaux de séances.

1ETP 627

1878-1880

Fonctionnement et préparation des séances : textes officiels, extraits du Bulletin municipal officiel, rapports et annexes, notes.

1879-1969

Comprend un plan de la salle des séances (s.d., vers 1880).

Rapports d'activités et documents annexes.

1884-1958

1884-1929.

1ETP 627

1958.

1958

1ETP 628

Vœux du conseil : extraits des registres de procès-verbaux de séances, rapports, notes.

1911-1918

### **Chrono courrier.**

**1618-1986**

Première et deuxième séries (1618, 1621, 1626, 1627, 1637, 1651, 1757, 1777-an III/1795).

1618-1795

A l'origine, les pièces d'archives ont été numérotées au sein d'une première série organique de 1 à 1616, dans un ordre non strictement chronologique. Des pièces non numérotées ont fait l'objet de réintégrations à posteriori. Par ailleurs quelques pièces numérotées provenant d'une deuxième série ont été intégrées dans un souci de cohérence chronologique. Ces dossiers comprennent principalement des actes de cautionnement, des procès-verbaux d'arrêtés de comptes, des mémoires et de la correspondance.

9 janvier 1618, 13 mai 1621, 6 mars 1626, 30 juillet 1627, 9 avril et 30 juillet 1637, 26 janvier 1651, 24 janvier 1757, 1777-1780.

1ETP 69

1618-1780

Concerne notamment la réglementation par le Parlement et la réglementation des activités des commissionnaires, l'organisation du Mont-de-Piété, l'administration par le Bureau de l'Hôpital général, le cautionnement en biens immeubles et en espèces et le dépôt de boni et d'espèces. Concerne également l'établissement de Monts-de-Piété dans les Pays-Bas (1618, 1621, 1627, 1651, 1757). Comprend notamment une lettre d'attribution des locaux rue des Blancs Manteaux aux administrateurs du Mont-de-Piété (7 avril 1778) et un règlement d'administration (20 février 1779). Comprend également les documents numérotés 8474 à 8476, 8478, 8479, 13316 provenant de la 2e série, articles 135 et 159, dont un édit du roi portant création des offices de commissaires receveurs [...] et l'établissement d'un Mont-de-Piété en chacune des dites villes et justices royales (6 mars 1626, pièce extraite du dossier n° 13316) et regroupés pour des raisons de cohérence chronologique

- 1779-1780. 1ETP 70  
Concerne notamment le cautionnement en biens immeubles et espèces (1779-1780). Comprend également 2 arrêts de la Cour du Parlement (6 septembre 1779 et 7 mars 1780, pièces extraites du dossier n° 8474) provenant de la 2e série (article 135) et regroupés pour des raisons de cohérence chronologique.
1781. 1ETP 71  
Concerne notamment le cautionnement en biens immeubles et espèces. Comprend également 2 ordonnances de Calonne (28 juillet et 15 août 1781, pièces n° 8479) provenant de la 2e série (article 135) et regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 1782-1783. 1ETP 72  
Concerne notamment le contrôle du budget, le cautionnement en biens immeubles et espèces ; les opérations financières. Comprend également un arrêt de la Cour du Parlement (25 mars 1782, pièce n° 8473) provenant de la 2e série (article 135) et regroupé pour des raisons de cohérence chronologique.
- 1784-1786. 1ETP 73  
Concerne notamment la réglementation des ventes et des opérations financières ; le cautionnement en biens immeubles et espèces ; les bâtiments et les opérations immobilières.
1787. 1ETP 74  
Concerne le cautionnement en biens immeubles et espèces ; les ventes et opérations financières.
- 1788-an III/1795. 1ETP 75  
Concerne notamment le cautionnement en biens immeubles et espèces ; les opérations financières et le contrôle du Mont-de-Piété par les autorités révolutionnaires. Comprend également deux proclamations du Roi (9 octobre 1789, pièces n° 8472 et 13316), quatre assignats du Mont-de-Piété de Rome (1792,1793, pièces n° 8477) et un plan de réorganisation du Mont-de-Piété (mai 1793, pièce n° 8952) provenant de la 2e série et regroupés pour des raisons de cohérence chronologique<sup>42</sup>.

---

<sup>42</sup> Les pièces n° 8472 et 8477 sont issues de l'article 135. Les pièces n° 8952 et 13316 sont issues respectivement des articles 138 et 159.

- Deuxième série (27 prairial an V/15 juin 1797-27 juin 1986). 1ETP 76 - 214  
1797-1986
- Les pièces d'archives ont été numérotées de 1 à 41906 dans un ordre non-strictement chronologique<sup>43</sup>. Cette deuxième série concerne les relations avec les autorités, les opérations financières et budgétaires, la gestion des bâtiments, la gestion du personnel et les secours financiers apportés aux veuves des employés. Ces dossiers comprennent principalement des textes officiels, des arrêtés, des délibérations, des procès-verbaux, des mémoires, des rapports, des notes de service, des actes de cautionnement, des comptes budgétaires, des pièces justificatives de comptabilité, des contrats et de la correspondance. D'une manière moins systématique ils peuvent comprendre également d'autres catégories de documents comme des plans ou des brochures.
- 27 Prairial an V/15 juin 1797- 5 Pluviôse an VII/ 24 février 1799 1ETP 76  
Pièces d'archives n° 1 à 200. Comprend notamment un plan d'administration relatif à la restauration du Mont-de-Piété (26 mars 1797, pièce n° 9), le procès-verbal de prestation de "Serment de haine à la royauté" des employés (24 février 1799, pièce n° 200) et un mémoire des employés du Mont-de Piété relatif à la modicité de leur traitement (s.d., pièce n° 176).
- 7 Pluviôse an VII/26 février 1799-15 Frimaire an IX/6 décembre 1800 1ETP 77  
Pièces d'archives n° 201 à 358. Comprend notamment un inventaire du mobilier du Mont-de-Piété (6 décembre 1799, pièce n° 358).
- 22 Floréal an IX/12 mai 1801-28 Pluviôse an XI /17 février 1803 1ETP 78  
Pièces d'archives n° 359 à 414, 416 à 435, 13316. Comprend notamment une brochure politique relative à l'usure et au prêt sur gages (4 mars 1802, pièce n° 399). Comprend également 2 documents extraits du dossier n° 13316 provenant de l'article 159 et regroupés pour des raisons de cohérence chronologique.
- 19 Ventôse an XI/10 mars 1803-2 Nivôse an XIV/23 décembre 1805 1ETP 79  
Pièces d'archives n° 436 à 548, 13316. Comprend notamment une copie d'un décret impérial pour payer à M. Lenoir ancien lieutenant de police de Paris une gratification annuelle et viagère de 4000 francs (7 octobre 1804, pièce n° 512). Comprend également 9 documents extraits du dossier n° 13316 provenant de l'article 159 et regroupés pour des raisons de cohérence chronologique.

---

<sup>43</sup> Quelques pièces antérieures à 1789 ont fait l'objet d'une réintégration au sein de la première série, dans un souci de cohérence chronologique.

4 janvier 1806 -1er juin 1807.

1ETP 80

Pièces d'archives n° 549 à 655, 13316. Comprend notamment un avis du Conseil d'Etat relatif à la liquidation des dettes du Mont-de-Piété (27 juillet 1805, pièce n° 551) et un décret impérial relatif à l'organisation du Mont-de-Piété (27 juillet 1805, pièce n° 550). Comprend aussi un arrêté du ministre de l'Intérieur relatif à l'établissement d'une succursale rue des Petits Augustins (4 avril 1807, pièce n° 636) et un document extrait du dossier n° 13316 provenant de l'article 159, regroupé pour des raisons de cohérence chronologique.

22 juin 1807-18 octobre 1813.

1ETP 81

Pièces d'archives n° 656 à 909, 8588bis, 13316. Comprend notamment un décret impérial relatif à la construction de la succursale de la rue des Petits-Augustins (10 février 1811, pièce n° 770). Comprend aussi un rapport de M. Viel relatif au mauvais état des murs de l'égout public traversant le terrain sur lequel est construite la succursale de la rue des Petits-Augustins (3 février 1812, pièce n° 810) et deux documents extraits des dossiers n° 8588bis et 13316 provenant des articles 135 et 159, regroupés pour des raisons de cohérence chronologique.

8 novembre 1813-16 février 1818.

1ETP 82

Pièces d'archives n° 940 à 1179, 8588bis, 9206, 9207, 13316. Comprend notamment deux lettres relatives à la condamnation de prêteurs sur gages (6 janvier 1817 et 23 octobre 1818, pièce n° 1175) et un devis des ouvrages de maçonnerie prévus dans le Jardin du Musée des Monuments français, relatif au monument d'Héloïse et d'Abélard d'après les ordres du ministre de l'Intérieur sous la direction de l'architecte Charles-François Viel (en exécution d'une délibération du 26 décembre 1814, pièce n° 1028). Comprend également deux documents extraits des dossiers n° 8588bis et 13316, provenant des articles 135 et 159 ; huit documents relatifs à la démolition puis à la reconstruction du tombeau d'Héloïse et d'Abélard (1815, 1816) et une copie de lettre de l'architecte Viel relatif à un mur de clôture jouxtant l'église des Blancs-Manteaux (1817), pièces n° 9206 et 9207 provenant de l'article 139. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.

30 mars 1818-14 mai 1823.

1ETP 83

Pièces d'archives n° 1180 à 1483, 9207. Comprend notamment une lettre préfectorale relative à l'éventuelle cession d'une portion de terrain dépendant de l'ancien Musée des Monuments français au profit de la succursale du Mont-de-Piété située rue des Petits-Augustins (10 août 1818, pièce n° 1223). Comprend également 2 documents relatifs à la maison de M. Gravet 25 rue des Blancs-Manteaux (1823, s.d., pièces n° 9207) provenant de l'article 139, regroupés pour des raisons de cohérence chronologique.

4 juin 1823-9 juillet 1828.

1ETP 84

Pièces d'archives n° 1484 à 1808, 8588bis, 8761. Comprend notamment un bordereau général des sommes de boni et excédents de prêts acquis aux hospices civil par la prescription de trois ans, sur les engagements de l'année 1821 (5 septembre 1826, pièce n° 1670). Comprend aussi un relevé des sommes de boni portées aux comptes faits avec les commissionnaires au Mont-de-Piété (5 septembre 1826, pièce n° 1671) et deux reconnaissances extraites des dossiers n° 8588bis et 8761, provenant des articles 135 et 136, regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.

- 8 octobre 1828-14 mars 1832. 1ETP 85  
Pièces d'archives n° 1809 à 2032. Comprend une lettre du Préfet relative à l'affaire Péligré (22 février 1832, pièce n° 2026).<sup>44</sup>.
- 1er avril 1832-19 juin 1833. 1ETP 86  
Pièces d'archives n° 2033 à 2164. Comprend notamment une lettre du Préfet de la Seine allouant une indemnité d'habillement aux employés gardes nationaux (28 mai 1833, pièce n° 2158).
- 3 janvier 1833-6 août 1834. 1ETP 87  
Pièces d'archives n° 2165 à 2267, 8076. Comprend notamment un rapport du directeur relatif à l'agrandissement de la succursale du Mont-de-Piété (28 mai 1834, pièce n° 2253) et un extrait de la Gazette des tribunaux (12 février 1834, pièce n° 8076) provenant de l'article 132, regroupé pour des raisons de cohérence chronologique.
- 6 août 1834-13 avril 1836. 1ETP 88  
Pièces d'archives n° 2268 à 2385. Comprend notamment un rapport relatif au mode de présentation et de nomination du personnel du Mont-de-Piété (11 février 1834, pièce n° 2310). Comprend aussi une note d'information (2 mars 1835) et un arrêté de la Cour des Comptes (16 et 18 avril 1835) prononçant le séquestre des biens de M. Péligré (3 juin 1835, pièces n° 2331).
- 13 avril 1836-1er février 1837. 1ETP 89  
Pièces d'archives n° 2386 à 2459. Comprend notamment une lettre du directeur des Bâtiments et Travaux publics relative à la construction d'un mur séparatif entre l'Ecole des Beaux-Arts et le Mont-de-Piété (11 mai 1836, pièce n° 2390) ; un arrêt de la Cour des Comptes (11 mai 1836, pièce n° 2401), un mémoire du directeur et un avis du comité consultatif (3 août 1836, pièce n° 2403) sur la situation de M. Baron ancien directeur du Mont-de-Piété .
- 29 mars 1837- 20 juin 1838. 1ETP 90  
Pièces d'archives n° 2460 à 2564, 8761. Comprend notamment un arrêté de nomination de Jules Delaroche comme directeur du Mont-de-Piété (27 novembre 1837, pièce n° 2516), une lettre du Préfet relative à l'établissement d'un corps de garde de sapeurs-pompiers à la succursale (20 avril 1838, pièce n° 2545) et une copie de l'ordonnance royale relative à l'organisation du personnel du Mont-de-Piété (19 mai 1838, pièce n° 2559). Comprend également une reconnaissance extraite du dossier n° 8761, provenant de l'article 136, regroupée pour des raisons de cohérence chronologique.

---

<sup>44</sup> Cet ancien fonctionnaire s'était approprié des objets appartenant au Mont-de-Piété.

- 11 juillet 1838 - 12 juin 1839. 1ETP 91  
Pièces d'archives n° 2565 à 2706. Comprend notamment un état nominatif (s.d.) et une lettre (12 octobre 1838) relatifs aux gendarmes qui se sont distingués pour éteindre l'incendie dans la forêt d'Esclans (Var) appartenant à l'administration du Mont-de-Piété (pièces n° 2598). Comprend aussi une délibération relative aux dépenses consécutives à l'incendie et à l'autorisation de vendre des arbres atteints par le feu (19 décembre 1838, pièces n° 2623 et 2624).
- 12 juin 1839 -11 mars 1840. 1ETP 92  
Pièces d'archives n° 2707 à 2791. Comprend notamment arrêté préfectoral relatif aux travaux à effectuer suite aux troubles des 12 et 13 mai 1839, (30 décembre 1840, pièce n° 2774).
- 11 mars 1840-30 août 1840. 1ETP 93  
Pièces d'archives n° 2792 à 2864. Comprend notamment un rapport du directeur sur les propositions des compagnies d'assurance pour protéger les objets contenus dans les magasins de l'établissement contre les incendies (24 juin 1840, pièce n° 2835).
- 19 août 1840-21 juillet 1841. 1ETP 94  
Pièces d'archives n° 2865 à 2986. Comprend notamment un rapport du directeur relatif aux propositions des compagnies d'assurances pour assurer le Mont-de-piété contre l'incendie (24 juin 1840, pièce n° 2900), un rapport du directeur relatif à la proposition du maire de la commune de Callas (Var) afin d'obtenir la cession de 128 mètres carrés de terrain pour la confection d'un chemin de grande communication (13 janvier 1841, pièce n° 2915) et un rapport du directeur relatif à l'établissement d'un corps de garde pour la garde municipale à la succursale (24 mars 1841, pièce n° 2938).
- 4 août 1841-16 mars 1842. 1ETP 95  
1841-1842  
Pièces d'archives n° 2987 à 3054. Comprend notamment une lettre du Préfet de la Seine relative aux modalités de réception des dépêches des services extérieurs (2 février 1842), pièce n° 3050.
- 16 mars-9 novembre 1842. 1ETP 96  
Pièces d'archives n° 3055 à 3139, 8202. Comprend notamment un rapport du directeur relatif à la construction d'une borne-fontaine à la cour de la succursale (6 juillet 1842, pièce n° 3107), un rapport du directeur relatif à la modification du règlement des pensions des employés du Mont-de-Piété (6 juillet 1842, pièce n° 3109) et une délibération relative à la proposition du Baron d'Esclans d'acquérir les propriétés du Mont-de-Piété situées dans le Var (2 novembre 1842, pièce n° 3131). Comprend également deux lettres de Denormandie (12 juin 1841 et 7 mai 1842) et deux pièces de procédure (s.d.) relatives aux ornements de la chapelle de Napoléon à Longwood, provenant de l'article 133, regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 9 novembre 1842-10 mai 1843. 1ETP 97  
Pièces d'archives n° 3140 à 3220. Comprend notamment une délibération relative à la restitution à M. Baron fils de la portion du fermage des chênes à liège de la Maurette (Var) (22 février 1843, pièce n° 3183).

- 10 mai-24 août 1843. 1ETP 98  
Pièces d'archives n° 3221 à 3298, 8139. Comprend notamment un arrêté du conseil d'administration relative aux honoraires dûs à M. second notaire à Draguignan (7 juin 1843), pièce n° 3240. Comprend également une lettre du ministre de l'intérieur relative aux limites d'intervention du conseil municipal dans la gestion du Mont-de-Piété de Paris (22 juillet 1843, pièce n° 8139), regroupée pour des raisons de cohérence chronologique.
- 8 novembre 1843-14 février 1844. 1ETP 99  
Pièces d'archives n° 3299 à 3359. Comprend notamment les réclamations de la Veuve Liot et du sieur Williams (22 novembre 1843, pièce n° 3322), un rapport relatif à l'affaire Liot et Bourras (22 novembre 1843, pièce n° 3323)<sup>45</sup> et une ordonnance royale fixant à 15 mois la durée de l'exercice pour la Ville et les établissements de bienfaisance (17 janvier 1844, pièce n° 3357).
- 14 février-6 novembre 1844. 1ETP 100  
Pièces d'archives n° 3360 à 3439. Comprend notamment un contrat de transport de bail par le Mont-de-Piété à M. Ourback de l'écrin appartenant aux époux Texier (22 juin 1844, pièce n° 3405 bis).
- 6 novembre 1844-9 avril 1845. 1ETP 101  
Pièces d'archives n° 3440 à 3510. Comprend notamment un rapport du directeur au sujet d'une plainte pour escroquerie déposée par M. Walter (20 novembre 1844, pièce n° 3453), un arrêté préfectoral relatif à un marché pour l'éclairage à l'huile du Mont-de-Piété et des succursales (5 décembre 1844, pièce n° 3463) et un rapport du directeur relatif à la liquidation du bureau Bizet (31 mars 1845, pièce n° 3505)<sup>46</sup>.
- 9 avril-30 juillet 1845. 1ETP 102  
Pièces d'archives n° 3511 à 3560. Comprend notamment un arrêté ministériel relatif à la révocation du sieur Bizet commissionnaire du Mont-de-Piété (18 avril 1845, pièce n° 3519), un rapport du directeur relatif à la pétition des employés sur les pensions de retraite (2 juillet 1845, pièce n° 3542) et un rapport du directeur relatif à la contestation de la distribution du prix des propriétés (30 juillet 1845, pièce n° 3551).
- 13 août-8 octobre 1845. 1ETP 103  
Pièces d'archives n° 3561 à 3595. Comprend notamment une lettre du Président du Comité central pour le Mont Carmel et les Chrétiens d'Orient (18 septembre 1845) et quatre documents annexes (1845) : brochure, tracts, estampe (pièces n° 3578).
- 6 septembre 1845-1er avril 1846. 1ETP 104  
Pièces d'archives n° 3596 à 3696. Comprend notamment un arrêté ministériel relatif à la nomination de M. Sauvée comme directeur du Mont-de-Piété (24 novembre 1845, pièce n° 3617).

---

<sup>45</sup> Les employés du Mont-de-Piété Liot et Bourras se seraient rendus coupables de manœuvres frauduleuses et de vols.

<sup>46</sup> Le commissionnaire Bizet s'était rendu "coupable de complicité de détournements frauduleux accomplis par un sieur Viennot au préjudice de divers joailliers" et avait été condamné par un tribunal correctionnel à une peine de six mois de prison.

- 1er avril-5 décembre 1846. 1ETP 105  
Pièces d'archives n° 3697 à 3825. Comprend notamment un dossier (n° 3804) relatif à la construction d'un appareil hydraulique. 4 plans (2 vues d'ensemble, 1 élévation-coupe, 1 plan technique aquarellé) ont été extraits du dossier. Ils sont conservés sous la cote 1ETP 105 (1) à 1ETP 105 (4)
- 10 décembre 1846-23 juin 1847. 1ETP 106  
Pièces d'archives n° 3826 à 3980. Comprend notamment un rapport du Directeur relatif à un projet d'appareil hydraulique destiné à la lutte contre l'incendie (3 mars 1847, pièce n° 3885).
- 23 juin 1847-15 avril 1848. 1ETP 107  
Pièces d'archives n° 3981 à 4145. Comprend notamment un arrêté du commissaire du gouvernement relatif à l'admission à la retraite de M. Sauvée directeur du Mont-de-Piété (3 avril 1848, pièce n° 4135).
- 15 avril-9 août 1848. 1ETP 108  
Pièces d'archives n° 4146 à 4250. Comprend notamment un rapport du chef des magasins relatif à des pistolets cassés (6 juillet 1848, pièce n° 4241) et une lettre du président du conseil d'administration relative à l'autorisation de payer les frais de nourriture des hommes de garde au Mont-de-Piété pendant l'insurrection (7 juillet 1848, pièce n° 4220).
- 13 septembre 1848-30 mai 1849. 1ETP 109  
Pièces d'archives n° 4251 à 4420. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à un marché passé entre le Crédit municipal et Charles Duperier pour la confection de neuf uniformes de gagistes (13 mars 1849, pièce n° 4345) et un arrêté préfectoral relatif au dégagement de diverses pièces d'argenterie engagées par Calvo au préjudice de Lord Seymour (19 janvier 1849, pièce n° 4286).
- 24 mai-9 novembre 1849. 1ETP 110  
Pièces d'archives n° 4421 à 4550. Comprend notamment un arrêté préfectoral nommant Paul Buchot contrôleur du droit des indigents<sup>47</sup> (5 octobre 1849, pièce n° 4519) et une délibération relative à un projet pour substituer l'éclairage au gaz à l'éclairage à l'huile (25 septembre 1849, pièce n° 4497).
- 21 novembre 1849-23 avril 1850. 1ETP 111  
Pièces d'archives n° 4551 à 4665. Comprend notamment une délibération relative au paiement de travaux supplémentaires pour l'éclairage au gaz (16 mars 1850, pièce n° 4636).
- 19 avril-7 décembre 1850. 1ETP 112  
Pièces d'archives n° 4666 à 4790. Comprend notamment une délibération du Conseil d'administration relative aux travaux de réparation au mur mitoyen avec l'église (4 juillet 1850, pièce n° 4691) et une délibération relative à la reconstruction de la deuxième partie de l'escalier de la cour rue de Paradis (4 juillet 1850, pièce n° 4692).

---

<sup>47</sup> Le droit des pauvres ou droit des indigents était un impôt prélevé sur les recettes des spectacles en faveur de l'Assistance Publique.

- 28 décembre 1850-22 novembre 1851. 1ETP 113  
Pièces d'archives n° 4791 à 4950, 8760. Comprend notamment un arrêté préfectoral portant approbation d'un marché pour la fourniture de vestes aux gagistes (28 février 1851, pièce n° 4851). Comprend également une instruction (30 août 1851, pièce n° 8760) provenant de l'article 136, regroupée pour des raisons de cohérence chronologique.
- 29 novembre 1851-22 novembre 1852. 1ETP 114  
Pièces d'archives n° 4151 à 5100. Comprend notamment une décision ministérielle fixant le traitement annuel du directeur de l'établissement à 12 000 francs (10 décembre 1851, pièce n° 4968) et un arrêté préfectoral relatif à l'éclairage au gaz se substituant à l'illumination avec des lampions (26 janvier 1852, pièce n° 5040).
- 26 novembre 1852-31 mai 1854. 1ETP 115  
Pièces d'archives n° 5101 à 5280, 8077. Comprend notamment un marché relatif à la fourniture de reliures boîtes et enveloppes nécessaires (25 janvier 1854, pièce n° 5233). Comprend également une lettre et un rapport de Denormandie, avoué de première instance (1853, pièce n° 8077) provenant de l'article 132, regroupés pour des raisons de cohérence chronologique.
- 22 janvier 1856-19 septembre 1857. 1ETP 117  
Pièces d'archives n° 5461 à 5630. Comprend notamment un procès-verbal de prestation de serment politique de divers employés du Mont-de-Piété (12 février 1857, pièce n° 5566).
- 19 septembre 1857-28 décembre 1858. 1ETP 118  
Pièces d'archives n° 5631 à 5740, 8138, 8203. Comprend notamment un procès-verbal de prestation de serment politique (23 juillet 1856, pièce n° 5507). Comprend également 1 document imprimé portant réfutation de la supplique adressée le 30 novembre 1858 par les commissaires-priseurs du Mont-de-Piété au ministre de l'intérieur (pièce n° 8203) provenant de l'article 133 et 4 documents relatifs à l'agrandissement des magasins (pièces extraites du dossier n° 8138) provenant de l'article 132. Ces pièces ont été regroupés pour des raisons de cohérence chronologique.
- 30 décembre 1858-27 juin 1860. 1ETP 119  
Pièces d'archives n° 5741 à 5880, 7848, 8138, 8761. Comprend notamment une lettre du directeur de l'Assistance publique adressée au directeur du Mont-de-Piété et relative à l'affectation de l'hospice des Ménages (ou Petits-Ménages) aux ventes publiques (1er octobre 1859, pièce n° 5815) et une lettre préfectorale relative à l'aménagement de magasins provisoires au chef-lieu et à la succursale pour y entreposer les matelas (31 octobre 1859, pièce n° 5817). Comprend également un rapport de la commission chargée de l'examen de la requête des commissaires-priseurs appréciateurs concernant la liquidation du prêt dans les bureaux auxiliaires (1860, pièce n° 7848) provenant de l'article 130, trois documents relatifs à la construction de nouveaux magasins (1859, 1860, pièces extraites du dossier n° 8138) provenant de l'article 132 et une reconnaissance extraite du dossier n° 8761, provenant de l'article 136. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.

- 30 juin 1860-10 janvier 1862. 1ETP 120  
Pièces d'archives n° 5881 à 6010, 8078, 8138, 8588bis, 8761. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à la fourniture de papier filigrané (30 juin 1860, pièce n° 5882). Comprend également une lettre du directeur de l'Assistance publique relative à la construction des nouveaux magasins (7 mai 1861, pièce extraite du dossier n° 8138), un exemplaire du journal des Tribunaux, le Droit (1861, pièce n° 8078) provenant de l'article 132 et trois reconnaissances extraites des dossiers n° 8588bis et 8761 provenant des articles 135 et 136. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 14 janvier 1862-19 octobre 1863. 1ETP 121  
Pièces d'archives n° 6011 à 6170, 8079, 8138. Comprend notamment une lettre du directeur du Mont-de-Piété relative aux travaux à exécuter dans les magasins de la 8<sup>e</sup> division, ancienne succursale (18 mai 1863, pièce n° 6133). Cet article comprend également deux lettres du directeur de l'Assistance publique et une note relatives à la construction des magasins dans l'enclos de la Roquette (24 avril, 24 et 27 mai 1862, pièces extraites du dossier n° 8138) et une ordonnance de référé (5 novembre 1862, pièce n° 8079) provenant de l'article 132, regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 23 octobre 1863-7 août 1865. 1ETP 122  
Pièces d'archives n° 6171 à 6350, 8761. Comprend notamment un arrêté du directeur du Mont-de-Piété relatif aux travaux d'appropriation à exécuter dans les magasins du chef-lieu (27 février 1864, pièce n° 6203) et un arrêté relatif aux honoraires à Maître G. Chaix d'Est-Ange pour la défense du Mont-de-Piété dans l'affaire Wittersheim, adjudicataire de travaux d'impression (2 juillet 1864, pièce n° 6244). Comprend également trois reconnaissances extraites du dossier n° 8761, provenant de l'article 136, regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 11 août 1865-24 juillet 1867. 1ETP 123  
Pièces d'archives n° 6351 à 6500, 8469, 8588bis, 8761. Comprend notamment un arrêté du directeur du Mont-de-Piété concernant les travaux d'appropriation à exécuter dans le magasin des bijoux du chef-lieu (14 décembre 1865, pièce 6360). Comprend également un rapport relatif à l'utilité du maintien des monts-de-piété émanant de la commission administrative du Mont-de-Piété de Liège (1867, pièce n° 8469) provenant de l'article 134 et deux reconnaissances extraites des dossiers n° 8588bis et 8761 provenant des articles 135 et 136. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 25 juillet 1867-28 août 1869. 1ETP 124  
notamment une prestation de serment politique (3 août 1869, pièce n° 6674). Cet article comprend également trois documents imprimés (s.d., 1869, pièces n° 8080, 8467 et 8468) provenant des articles 132 et 134 et deux reconnaissances extraites du dossier n° 8761 provenant de l'article 136. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.

- 6 septembre 1869-11 octobre 1871. 1ETP 125  
Pièces d'archives n° 6681 à 6800, 8341, 8761. Comprend notamment une cravate du drapeau arboré par la Commune sur la façade de la 1ère succursale, 16 rue Bonaparte, et renversé le 24 mai 1871 au moment du passage de l'armée (pièce n° 8341), provenant de l'article 134 et deux reconnaissances extraites du dossier n° 8761 provenant de l'article 136. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 12 octobre 1871-28 octobre 1873. 1ETP 126  
Pièces d'archives n° 6801 à 7000. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à la révocation de l'expéditionnaire Camille Félix Dormoy et du gagiste Joseph Auguste Cozette (23 août 1872, pièce n° 6903) et un arrêté du ministre de l'Intérieur nommant différents membres du Conseil de surveillance dont Richard Robert O' Reilly, ancien maire du 10e arrondissement (22 décembre 1871, pièce n° 6811).
- 29 octobre 1873 - 3 novembre 1875. 1ETP 127  
Pièces d'archives n° 7001 à 7200, 8081, 8140, 8141, 8204. Comprend notamment un avis du conseil de surveillance portant autorisation de dégagement sans droits et intérêts des matelas déposés au Mont-de-Piété (21 février 1874, pièce n° 7032) et une lettre du chef de cabinet du Préfet, adressée au directeur du Mont-de-Piété, relative à la loterie organisée pour les Alsaciens-lorrains (27 avril 1874, pièce n° 7170). Comprend également une note relative aux bons d'emprunt (14 novembre 1875), deux exemplaires du journal Le Droit (11-12 mai 1874, 9 juin 1875), pièces n° 8141, un rapport de commission (18 mars 1875, pièce n° 8081) provenant de l'article 132 ; un arrêt de la cour de Rouen relative à l'affaire contentieuse contre Me Devin syndic de la faillite Souvigny (29 juillet 1875, pièce n° 8204) provenant de l'article 133. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 3 novembre 1875-3 janvier 1878. 1ETP 128  
Pièces d'archives n° 7201 à 7400, 7849, 7850. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à la construction d'une chambre de sûreté pour les objets précieux (25 décembre 1875, pièce n° 7253), un projet de réorganisation du Mont-de-Piété de Paris (1er mai 1876, pièce n° 7257 bis). Comprend également un rapport au préfet sur la responsabilité des commissaires-priseurs (15 février 1876, pièce n° 7849), un rapport d'observations sur la proposition de loi relative à la réorganisation des Monts-de-Piété (1er mai 1876, pièce n° 7850) provenant de l'article 130 et trois documents imprimés (1876, n° 8082 à 8084) provenant de l'article 132. Ces pièces ont été regroupées pour des raisons de cohérence chronologique.
- 12 janvier 1878-6 février 1880. 1ETP 129  
Pièces d'archives n° 7503 à 7640, 8085, 8086, 8141bis, 8205. Comprend notamment un procès-verbal d'adjudication relatif aux travaux à exécuter pour la construction d'un corps de bâtiment 55 rue des Francs-Bourgeois (14 mars 1879, pièce n° 7516). Cet article comprend également un rapport d'observations relatives à l'Assistance publique et au Mont-de-Piété (1878, pièce n° 8205) provenant de l'article 133) et trois documents (1878, 1879 pièces n° 8085, 8086, 8141bis) provenant de l'article 132). Ces pièces ont été regroupées pour des raisons d'ordre chronologique.

- 7 février 1880-31 décembre 1881. 1ETP 130  
Pièces d'archives n° 7641 à 7847, 7850, 8087 à 8093. Comprend notamment un arrêté préfectoral autorisant l'exécution des travaux pour la construction d'un magasin à bijoux au chef-lieu (14 mai 1880, pièce n° 7662). Cet article comprend également huit documents (1880, 1881, pièces n° 8087 à 8093) dont une note du directeur de la Bibliothèque et collections historiques de la Ville relative à une tour de l'enceinte de Philippe Auguste (14 avril 1880, pièce n° 8093). Ces pièces proviennent de l'article 132 et ont été regroupées pour des raisons d'ordre chronologique.
- 1er janvier 1882-5 juillet 1883. 1ETP 131  
Pièces d'archives n° 7851 à 8020, 8207. Comprend notamment un arrêté préfectoral portant nomination d'une commission chargée d'examiner le compte à établir entre l'Assistance publique et le Mont-de-Piété et le projet relatif à la séparation des deux administrations (19 janvier 1883, pièce n° 7973). Comprend également un projet de monte-charge pour le chef-lieu de l'établissement (1882, dossier numéroté n° 8207), provenant de l'article 133, regroupé pour des raisons de cohérence chronologique. A noter : 4 plans techniques.
- 5 juillet 1883-24 décembre 1884. 1ETP 132  
Pièces d'archives n° 8021 à 8075, 8094 à 8137, 8142 à 8190. Comprend notamment une proposition de loi portant modification à l'organisation des monts-de-piété (5 février 1884, pièce n° 8142), une délibération du Conseil municipal de Paris relative à l'ouverture de crédits pour la création d'une étuve d'essai à usage de désinfection des matelas et objets de literie (9 juillet 1884, pièce n° 8155), un exemplaire du Journal des Tribunaux, Le Droit, contenant un arrêt de la Cour de Cassation relatif à l'Affaire Havard (17-18 novembre 1884, pièce 8162)<sup>48</sup> et un rapport au conseil de surveillance relatif au trafic des reconnaissances (25 octobre 1884, pièce n° 8178).
- 24 décembre 1884- 21 décembre 1885. 1ETP 133  
Pièces d'archives n° 8191 à 8201, 8203, 8206, 8208 à 8325. Comprend notamment un procès-verbal d'adjudication des travaux à exécuter pour la restauration de la tour de Philippe Auguste (20 août 1885, pièce n° 8280), un extrait du registre des procès-verbaux des séances du Conseil municipal de Paris relatif au différend existant entre l'Assistance publique et le Mont-de-Piété (30 novembre 1885, pièce n° 8320) et un arrêté préfectoral autorisant la restauration de la tour de Philippe Auguste (20 août 1885, pièce n° 8297).
- 24 décembre 1885-31 décembre 1886. 1ETP 134  
Pièces d'archives n° 8326 à 8340, 8342 à 8366. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à la construction d'un nouveau bâtiment au chef-lieu et à la restauration de la tour Philippe Auguste (14 septembre 1886, pièce n° 8436), une lettre de l'ambassadeur de France à Berlin (12 novembre 1886) accompagnée du règlement du Mont-de-Piété de Berlin (texte en allemand), pièces n° 8442.

---

<sup>48</sup> L'affaire Havard portait sur des objets volés puis reçus par le Mont-de-Piété à reçu. La transaction aurait été effectuée par des commissionnaires douteux.

- 1er janvier 1887-31 décembre 1887. 1ETP 135  
Pièces d'archives n° 8470 à 8471, 8480 à 8630. Comprend notamment un contrat d'abonnement passé entre l'administration du Mont-de-Piété et la Société générale des téléphones (7 décembre 1887, pièce n° 8587), une brochure relative aux opérations de dégagements gratuits (1887, pièce n° 8470) et une brochure rédigée par L. de La Brière et relative à Jean-Charles-Pierre Lenoir, ancien lieutenant-général de police et fondateur du Mont-de-Piété (1887, pièce n° 8471).
- 4 janvier 1888-28 février 1889 1ETP 136  
Pièces d'archives n° 8631 à 8759, 8762 à 8825. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à l'acquisition de divers terrains pour la construction des bureaux auxiliaires E, F, N, R, S (23 août 1888, pièce n° 8762).
- 28 février 1889 -31 décembre 1889. 1ETP 137  
Pièces d'archives n° 8826 à 8951. Comprend notamment un arrêté préfectoral autorisant les travaux pour la construction du bureau auxiliaire M rue Etienne Marcel (9 mai 1889, pièce n° 8858).
- 1er janvier 1890 -18 février 1891. 1ETP 138  
Pièces d'archives n° 8953 à 9100. Comprend notamment un arrêté du directeur du Mont-de-Piété relatif au cadre normal des employés (6 janvier 1890) accompagné du tableau récapitulatif des emplois (6 février 1890), pièces n° 8966<sup>49</sup>.
- 21 février 1891-31 décembre 1892. 1ETP 139  
Pièces d'archives n° 9101 à 9205, 9208 à 9344. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à l'acquisition d'un immeuble 17 rue de Vienne pour l'installation du Bureau auxiliaire A (17 novembre 1892, pièce n° 9317).
- 1er janvier 1893-31 mars 1894. 1ETP 140  
Pièces d'archives n° 9345 à 9505. Comprend notamment 17 avenants aux polices d'assurances concernant les numéros 14, 20, et 22 rue des Blancs-Manteaux et la 1ere succursale (30 septembre au 8 novembre 1893, pièce n° 9443).
- 27 mars 1894-31 décembre 1895. 1ETP 141  
Pièces d'archives n° 9506 à 9697. Comprend notamment un arrêté préfectoral autorisant la construction d'un calorifère à basse pression destiné au chauffage de divers locaux de la 2e succursale située 2 rue Servan (7 août 1894, pièce n° 9596).
- 1er janvier 1896-30 septembre 1897. 1ETP 142  
Pièces d'archives n° 9698 à 9892. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à la construction du bureau C, rue Milton (14 novembre 1896, pièce n° 9798).

---

<sup>49</sup> L'effectif total s'élève à 496 employés.

- 1er octobre 1897- 31 décembre 1898. 1ETP 143  
Pièces d'archives n° 9893 à 10059. Comprend notamment une étude intitulée "Economie sociale" par M. Beauregard professeur au Conservatoire national des arts et métiers et relative à la caisse de retraite des employés du Mont-de-Piété (28 novembre 1897, pièce n° 9938).
- 6 janvier 1899-20 septembre 1900. 1ETP 144  
Pièces d'archives n° 10060 à 10227. Comprend notamment un arrêté du directeur du Mont-de-Piété portant admission au nantissement des obligations émises ou à émettre par le gouvernement général d'Indochine (14 avril 1899, pièce n° 10090).
- 29 septembre 1900-9 avril 1902. 1ETP 145  
Pièces d'archives n° 10228 à 10394. Comprend notamment un arrêté préfectoral portant modification des armoiries de la Ville de Paris (18 décembre 1900, pièce n° 10241), un arrêté préfectoral relatif à la prolongation du bail du local occupé par le bureau auxiliaire X 58 avenue Philippe Auguste (6 mars 1901, pièce n° 10283) et une note du secrétaire général de la préfecture adressée au directeur du Mont-de-Piété (14 juin 1901) accompagnée d'un exemplaire des armoiries de la Ville de Paris (en coul., par Devambe), pièces n° 10312.
- 3 avril 1902-24 octobre 1903. 1ETP 146  
Pièces d'archives n° 10395 à 10562. Comprend notamment un bon de caisse de l'année 1874 transmis le 24 juin 1903 par le Préfet de police au directeur du Mont-de-Piété, pièce n° 10536. Comprend également des récépissés de brevets de pension de Jean-Emile Collet (29 juillet 1903, pièce n° 10556), et de l'orpheline Joséphine Louise Cozette (29 juillet 1903, pièce n° 10557).
- 28 octobre 1903 - 29 septembre 1905. 1ETP 147  
Pièces d'archives n° 10563 à 10773. Comprend notamment un arrêté préfectoral relatif à l'agrandissement des bureaux de la 3e succursale rue Capron et à la construction d'une nouvelle salle de ventes (27 mai 1905, pièce n° 10745).
- 7 octobre 1905-25 mars 1907. 1ETP 148  
Pièces d'archives n° 10774 à 10931. Comprend notamment une note d'information du Président du Conseil, ministre de l'intérieur au Préfet de la Seine relative au prélèvement de 1% en faveur des asiles nationaux (9 décembre 1906, pièce n° 10907).
- 27 mars 1907-27 octobre 1908, [4 mars 1910]. 1ETP 149  
Pièces d'archives n° 10932 à 11132. Comprend notamment un dossier relatif à la convention passée entre le sultan du Maroc et le Mont-de-Piété pour un emprunt (12 décembre 1907 au 4 mars 1910, dossier n° 11025)<sup>50</sup>.

---

<sup>50</sup> Ce nantissement concerne des bijoux.

- 2 novembre 1908-17 décembre 1909. 1ETP 150  
Pièces d'archives n° 11133 à 11290. Comprend notamment trois lettres préfectorales relatives à l'approbation des statuts de la Caisse d'épargne des employés du Crédit municipal (9 avril 1909, pièce n° 11186), à l'autorisation des fonctionnaires du Mont-de-Piété à adhérer à une association de cautionnement mutuel (19 avril 1909, pièce n° 11190) et à la dévolution des biens ecclésiastiques (8 juin 1909, pièce n° 11217bis). Comprend aussi une circulaire du Préfet relative aux fonctionnaires se livrant à des opérations commerciales (23 octobre 1909, pièce n° 11266).
- 17 décembre 1909-31 décembre 1910 1ETP 151  
Pièces d'archives n° 11291 à 11494. Comprend notamment un extrait du registre des procès-verbaux du Conseil municipal de Paris concernant un vœu relatif à la suppression du trafic habituel des reconnaissances et à l'adoption du projet relatif à la réforme de la prise des gages (30 décembre 1909, pièce n° 11313).
- 4 janvier 1911-16 février 1912. 1ETP 152  
Pièces d'archives n° 11495 à 11708. Comprend notamment un arrêté préfectoral portant règlement organique du personnel administratif du Mont-de-Piété (30 août 1911, pièce n° 11623).
- 7 février 1912 - 5 novembre 1913. 1ETP 153  
Pièces d'archives n° 11709 à 12020. Comprend notamment une note du chef du cabinet du Préfet relatif au fonctionnement des services publics en cas de mobilisation (17 avril 1912, pièce n° 11750 bis) et un arrêté préfectoral fixant la composition du Conseil de discipline de la Préfecture de la Seine (5 février 1913, pièce n° 11890 bis).
- 5 novembre 1913-31 décembre 1914. 1ETP 154  
Pièces d'archives n° 12021 à 12270. Comprend notamment deux arrêtés préfectoraux portant approbation de marchés de gré à gré pour la fourniture des boîtes à bijoux nécessaires à l'Administration pendant cinq années (15 juin 1914, pièce n° 12177) et pour la fourniture des effets de literie nécessaires aux postes militaires du Mont-de-Piété (21 novembre 1914, pièce n° 12239). Comprend aussi un arrêté préfectoral relatif à l'allocation due aux femmes et orphelins des employés morts sous les drapeaux (4 novembre 1914, pièce n° 12216).
- 1er janvier -31 décembre 1915. 1ETP 155  
Pièces d'archives n° 12271-12459. Comprend notamment des états préparatoires ayant servi au récolement des archives le 31 mars 1915 (pièce n° 12369) et un récolement des pièces d'archives (20 juillet 1915, pièce n° 12369 bis), une note de la Préfecture de la Seine adressée au directeur du Mont-de-Piété relative aux emplois réservés aux mutilés de la Guerre, à leurs femmes et aux veuves de militaires tués à l'ennemi (30 août 1915, pièce n° 12393) et une note du préfet relative au traitement civil des employés mobilisés comme officiers et placés dans la position de congé à demi-solde (14 décembre 1915, pièce n° 12445).

- 1er janvier 1916-31 décembre 1916. 1ETP 156  
Pièces d'archives n° 12460 à 12715. Comprend notamment une note préfectorale relative à la rémunération des employés mobilisés affectés à des établissements travaillant pour la Défense nationale (2 mars 1916, pièce n° 12544) et une note ministérielle relative au paiement des traitements ou salaires des mobilisés signalés comme disparus (13 avril 1916, pièce n° 12554).
- 21 décembre 1916-27 mai 1918. 1ETP 157  
Pièces d'archives n° 12716 à 13000. Comprend notamment un arrêté préfectoral portant suppléments temporaires de traitement ou salaire aux employés, agents et ouvriers de la préfecture de la Seine mobilisés (10 janvier 1918, pièce n° 12955).
- 27 mai 1918-19 mars 1919. 1ETP 158  
Pièces d'archives n° 13001 à 13219. Comprend notamment un rapport relatif à la réorganisation financière du Mont-de-Piété et à l'assimilation de son personnel au personnel municipal (11 juillet 1918, pièce n° 13093), un avis de l'Inspection générale des services administratifs relatif à la réglementation des monts-de-piété (20 septembre 1918, pièce n° 13091), un arrêté du Directeur concernant la nouvelle dénomination du Mont-de-Piété de Paris au titre de Caisse de Crédit Municipal de Paris (3 décembre 1918, pièce n° 13137) et un arrêté préfectoral relatif aux agents victimes des bombardements (10 mars 1919, pièce n° 13217).
- 19 mars 1919-15 mars 1920. 1ETP 159  
Pièces d'archives n° 13220 à 13481. Comprend notamment deux rapports du député André Renard (19 juin 1919) et du sénateur Laurent-Thiéry (23 septembre 1919) relatifs à l'exonération des intérêts des emprunts contractés par les Monts-de-Piété et des intérêts des prêts sur gages consentis par ces établissements de l'impôt sur le revenu, pièces n° 13363.
- 9 février 1920-31 décembre 1920. 1ETP 160  
Pièces d'archives n° 13482 à 13680. Comprend notamment un arrêté du Directeur du Mont-de-Piété relatif aux retenues à exercer sur les allocations des veuves de guerre (30 juillet 1920, pièce n° 13578), un arrêté préfectoral relatif au cadre des dames dactylographes (30 juillet 1920, pièce n° 13590 bis) et une lettre du secrétaire général de la Préfecture relative à une demande d'extension des facultés de placement de fonds en bons d'obligations à court terme de la Ville et du Département (17 novembre 1920, pièce n° 13642).
- 10 janvier 1921-30 mai 1921. 1ETP 161  
Pièces d'archives n° 13681 à 13800. Comprend notamment une lettre de Louis Richard, huissier du Trésor public relative au séquestre des biens allemands détenus par la Caisse de Crédit municipal (24 mai 1921, pièce n° 13794).

- 23 mai 1921-25 janvier 1922. 1ETP 162  
Pièces d'archives n° 13801 à 14100. Comprend notamment la liste nominative des candidats déclarés admissibles à l'emploi de facteurs et garçons de recettes à la suite de l'examen du 13 novembre 1921 (17 novembre 1921, pièce n° 13990) et un extrait du registre des procès-verbaux des séances du Conseil municipal de la Ville de Paris relatif au placement des disponibilités de la Caisse de Crédit municipal en bons de la Ville et du Département (31 décembre 1921, pièce n° 14100).
- 25 janvier 1922-28 septembre 1922. 1ETP 163  
Pièces d'archives n° 14101 à 14370. Comprend notamment une lettre du secrétaire général de la Préfecture relative au mode de liquidation des objets déposés par les ressortissants autrichiens (28 janvier 1922, pièce n° 14117) et une note du secrétaire général de la Préfecture relative à une enquête sur les institutions d'assistance (18 août 1922, pièce n° 14339).
- 23 septembre 1922-13 mars 1923. 1ETP 164  
Pièces d'archives n° 14371 à 14581. Comprend notamment une lettre du secrétaire général de la Banque de France au caissier central du Crédit Municipal de Paris relative à l'escompte des bons du Trésor par la Banque de France (14 décembre 1922, pièce n° 14486).
- 10 mars 1923-1er août 1923. 1ETP 165  
Pièces d'archives n° 14582 à 14800. Comprend notamment un avis du comité consultatif de la Préfecture de la Seine relatif à un projet de contrat de séparation des intérêts du Crédit municipal et de l'Assistance publique (5 mars 1923, pièce n° 14689) et une note préfectorale adressée au directeur du Crédit municipal concernant l'envoi de 50 exemplaires d'affiches relatives aux dangers de la syphilis (19 juillet 1923, dossier n° 14773). Ce dossier comprend également un exemplaire de l'affiche et un papillon d'information indiquant la liste des établissements de consultation gratuite.
- 1er août 1923-4 février 1924. 1ETP 166  
Pièces d'archives n° 14801 à 15000. Comprend notamment une note de la Préfecture de la Seine relative à l'impôt sur les pensions et rentes viagères (17 janvier 1924, pièce n° 14976).
- 7 février 1924-11 octobre 1924. 1ETP 167  
Pièces d'archives n° 15001 à 15250. Comprend notamment une copie de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1924 relatif aux bonifications d'ancienneté pour services militaires prévues en application de la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée (pièce n° 15007), une note de service du secrétaire général de la Préfecture de la Seine (31 juillet 1924) accompagnée du décret du 14 février 1924 complétant les armoiries de la Ville de Paris (avec ajout de la Croix de guerre) et d'un exemplaire, imp. en coul. (pièces n° 15197) et une lettre du secrétaire général de la Préfecture de la Seine relative au congrès de la Ligue nationale des Droits de l'Homme et du Citoyen (2 octobre 1924, pièce n° 15235)<sup>51</sup>.

---

<sup>51</sup> Le Congrès de Marseille s'est tenu les 27, 28 et 29 décembre 1924.

- 25 septembre 1924-9 juillet 1925. 1ETP 168  
Pièces d'archives n° 15251 à 15500. Comprend notamment une lettre du directeur du Crédit municipal au Préfet de la Seine relative à l'achat d'un coffre-fort à une vente publique (25 mai 1925, pièce n° 15477).
- 8 juillet 1925-9 avril 1926. 1ETP 169  
Pièces d'archives n° 15501 à 15750. Comprend notamment une décision du Préfet de la Seine relative à la réorganisation du service de la publicité sur les dépendances du domaine municipal (21 janvier 1926, pièce n° 15687).
- 14 décembre 1926-19 janvier 1927. 1ETP 170  
Pièces d'archives n° 15751 à 16000. Comprend notamment un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif au mode d'accession des agents retraités à l'honorariat (16 novembre 1926, pièce n° 15949) et deux lettres du directeur général de la Caisse autonome de gestion des bons de la Défense nationale d'exploitation industrielle des tabacs et d'amortissement de la Dette Publique au directeur du Crédit municipal relatives à la vente de bijoux et d'objets précieux déposés à titre de contribution volontaire (11 et 20 décembre 1926, pièces n° 15950).
- 26 janvier 1927- 3 août 1927. 1ETP 171  
Pièces d'archives n° 16001 à 16250. Comprend notamment deux arrêtés du directeur du Crédit municipal relatif aux tarifs de salaires applicables à partir du 1er juillet 1926 pour le personnel employé et ouvrier (20 janvier 1927, pièces n° 16043 et 16044) et une lettre du secrétaire général de la Préfecture relative à l'extension aux pupilles de la Seine de majoration de points accordée aux orphelins de guerre (8 juin 1927, pièce n° 16197)<sup>52</sup>.
- 4 août 1927-14 mars 1928. 1ETP 172  
Pièces d'archives n° 16251 à 16500. Comprend notamment une lettre du Ministère des Finances relative aux émissions de bons de la Défense nationale pour le mois de mars 1928 (18 février 1928, pièce n° 16462).
- 14 mars 1928-31 décembre 1928. 1ETP 173  
Pièces d'archives n° 16501 à 16750. Comprend notamment une lettre du directeur de l'Assistance publique à Paris adressée au directeur du Crédit municipal (13 avril 1928) et une notice sur l'orphelinat Gallien situé à Croissy-sur-Seine (pièces n° 16526) et une ampliation du rapport de l'inspecteur des Finances Jean Labie relatif au fonctionnement du Crédit municipal (avril-mai 1928, pièce n° 16615).
- 9 janvier 1929-1er octobre 1929. 1ETP 174  
Pièces d'archives n° 16751 à 17000. Comprend notamment un extrait du registre des procès-verbaux du conseil municipal relatif à un projet d'édification de magasins pour le service des prêts sur automobiles (27 décembre 1928), pièce n° 16764) et un arrêté préfectoral relatif à la liste du personnel désigné au titre des bonifications d'ancienneté pour services de guerre (13 juin 1929, pièce n° 16913).

---

<sup>52</sup> Le statut des pupilles de la Seine s'aligne sur celui des orphelins de la guerre. Ceux de moins de 21 ans pouvaient participer à des concours de l'administration de la Seine.

- 7 octobre 1929-15 juillet 1930. 1ETP 175  
Pièces d'archives n° 17001 à 17250. Comprend notamment une instruction du Ministère des Finances relative à l'attribution intégrale des taux de pensions de veuves et d'orphelins fixés par les lois du 31 mars 1919 et du 31 décembre 1928 (18 juin 1930, pièce n° 17230).
- 15 avril, 16 juillet 1930-16 avril 1931. 1ETP 176  
Pièces d'archives n° 17251 à 17500. Comprend notamment un cahier des conditions particulières relatif à l'édification de magasins d'automobiles à l'annexe rue Servan (15 avril 1930, pièce n° 17295) et une note du directeur du personnel de la préfecture de la Seine relative au versement des cotisations pour les agents âgés de 60 ans ou plus et les agents de nationalité étrangère non immatriculés aux assurances sociales (16 septembre 1930, pièce n° 17299).
- 15 avril 1931-14 janvier 1932. 1ETP 177  
Pièces d'archives n° 17501 à 17750. Comprend notamment une note de service du préfet de la Seine relative à l'application de la loi sur les assurances sociales (27 juin 1931, pièce n° 17573) et un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif à l'application de bonifications d'ancienneté pour services militaires (20 juillet 1931, pièce n° 17590).
- 15 janvier 1932-12 avril 1932. 1ETP 178  
Pièces d'archives n° 17751 à 18000. Comprend notamment une note du directeur du personnel de la préfecture de la Seine relative à une souscription en faveur des chômeurs (21 janvier 1932, pièce n° 17756), un arrêté du préfet de la Seine relatif au dépôt en compte courant des fonds reçus par le Comité départemental d'entraide aux chômeurs (2 février 1932, pièce n° 17772) et une note du préfet de la Seine au directeur du Crédit municipal (22 février 1932) accompagné d'un plan de mobilisation (28 janvier 1932), pièces n° 17792.
- 20 septembre 1932-1er mai 1933. 1ETP 179  
Pièces d'archives n° 18001 à 18250. Comprend notamment une lettre d'Emile Fabre, administrateur général de la Comédie Française relative aux intérêts des bons de caisse souscrits par la Comédie française (28 septembre 1932, pièce n° 18009).
- 3 mai 1933-2 janvier 1934. 1ETP 180  
Pièces d'archives n° 18251 à 18500. Comprend notamment un exemplaire de La Gazette des Tribunaux (28-29 juin 1933) avec un article relatif au jugement rendu par la Cour d'appel de Paris à l'issue de l'audience du 14 juin 1933 et à l'encontre de Cahen, Mikolaewski et Schiff pour le préjudice dont ils se sont rendus coupables vis-à-vis du Mont-de-Piété, pièce n° 18286 bis.<sup>53</sup>

---

<sup>53</sup> Les personnes accusées tenaient des maisons de prêts sur gages et se sont substituées au Crédit municipal dans des activités de prêt sur gages.

- 5 janvier 1934-29 décembre 1934. 1ETP 181  
Pièces d'archives n° 18501 à 18882. Comprend notamment une déposition de Paul Maze directeur du Crédit Municipal de Paris et président de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal et Monts-de-Piété français auditionné par la Commission d'enquête parlementaire relative aux affaires Stavisky (23 mai 1934, pièce n° 18656 bis) et une copie d'une lettre du ministre des Finances au Préfet de la Seine relative à la vente d'armes déposées en gage (5 décembre 1934, pièce n° 18864).
- 2 janvier 1935-18 septembre 1935. 1ETP 182  
Pièces d'archives n° 18883 à 19147. Comprend notamment un rapport de Louis Formery inspecteur des Finances relatif aux activités et au fonctionnement du Crédit Municipal de Paris (1er août 1934, pièce n° 18886 bis).
- 10 août 1935-12 octobre 1936. 1ETP 183  
Pièces d'archives n° 19148 à 19470. Comprend notamment la déposition de Paul Maze directeur du Crédit municipal auditionné par la Cour d'assises de la Seine, au cours de l'affaire Stavisky, à l'audience du 8 décembre 1935, pièce n° 19258. Comprend aussi deux arrêtés du directeur du Crédit municipal relatifs au paiement d'indemnités à des membres du conseil de surveillance du Mont-de-Piété qui se sont rendus au Congrès de Vienne en tant que délégués du Crédit Municipal de Paris (27 et 29 mai 1936, pièces n° 19363 et n° 19366)<sup>54</sup>.
- 15 octobre 1936-2 août 1937 1ETP 184  
Pièces d'archives n° 19471 à 19830. Comprend notamment un arrêté du directeur du Crédit Municipal de Paris (10 mai 1937) et une note du chef de cabinet du secrétaire général de la préfecture de la Seine (26 mai 1937) pour l'application de la semaine de quarante heures aux personnels du Crédit municipal, pièces n° 19736.
- 5 août 1937-25 juillet 1938. 1ETP 185  
Pièces d'archives n° 19831 à 20195. Comprend notamment un rapport de Paul Maze, avocat à la Cour de Paris et président de la Conférence permanente des caisses de Crédit municipal et Monts-de-Piété français relatif aux prêts susceptibles d'être consentis à des personnes morales (17 janvier 1938, pièce n° 20003).
- 2 août 1938- 25 août 1939. 1ETP 186  
Pièces d'archives n° 20196 à 20528. Comprend notamment un procès-verbal de réception des travaux de construction d'un abri contre les bombardements aériens dans l'immeuble sis au chef-lieu 14 rue des Blancs-Manteaux (26 avril 1939, pièce n° 20437) et une note d'information du ministère des Finances relative aux faux bons de la Défense Nationale mis en circulation (20 juillet 1939, pièce n° 20500).

---

<sup>54</sup> Le Congrès des Monts-de-Piété s'est tenu à Vienne, en Autriche, du 9 au 13 juin 1936.

31 août 1939-19 septembre 1940.

1ETP 187

Pièces d'archives n° 20529 à 20890. Comprend notamment deux arrêtés du directeur du Crédit Municipal de Paris relatifs à l'aménagement de locaux et le transfert des gages en province (31 août 1939, pièce n° 20529) et à la situation du personnel en temps de guerre (10 octobre 1939, pièce n° 20600). Comprend aussi la copie d'un ordre de réquisition du préfet de l'Yonne mettant à disposition du Crédit municipal le château de Montigny situé à Perreux dans l'Yonne (29 septembre et 12 octobre 1939, pièce n° 20568) et une note du directeur général du personnel de la Préfecture de la Seine relative à l'interdiction d'employer dans les administrations des personnes qui ne sont pas nées de père français (13 septembre 1940, pièce n° 20888). Comprend une correspondance de L. Sausse-Lozée avec le directeur du Crédit municipal accompagnée d'une brochure imprimée et illustrée (relative à Louis Mandrin).

5 juin 1940-12 avril 1941.

1ETP 188

Pièces d'archives n° 20891 à 21199. Comprend notamment un rapport relatif aux conditions d'évacuation des gages en juin 1940 et aux pertes qui en ont résulté (25 octobre 1940, dossier n° 20926) ; une note du secrétaire général de la Défense nationale à la Préfecture de la Seine relative à la réquisition pour les troupes d'occupation des matelas engagés au Crédit municipal (27 novembre 1940, pièce n° 21024) ; trois notes-circulaires du préfet de la Seine relatives au camouflage des bâtiments publics de l'administration dans le cadre du couvre-feu imposé par les autorités d'occupation (6 et 12 décembre 1940, pièces n° 20999, 21022 et 21023) ; deux notes du directeur général du personnel de la préfecture de la Seine relatives à la régularisation des avances pour les prisonniers de guerre et les mobilisés n'ayant plus donné de nouvelles (13 décembre 1940, pièce n° 21000) et au statut des fonctionnaires juifs "mis dans l'obligation de quitter leur emploi" (15 février 1941), pièce n° 21141). Comprend aussi un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif aux indemnités versées à une employée relevée de ses fonctions en application du statut des juifs (7 mars 1941, pièce n° 21155).

5 avril 1941-27 mai 1942.

1ETP 189

Pièces d'archives n° 21200 à 21657. Comprend notamment une note du préfet de la Seine relative à la propagande prohibée (9 juillet 1941, pièce n° 21331) et une note du directeur du personnel de la Préfecture de la Seine concernant les déclarations relatives aux sociétés secrètes souscrites par les agents temporaires (25 janvier 1942, pièce n° 21540).

27 mai 1942-2 août 1943.

1ETP 190

Pièces d'archives n° 21658 à 22084. Comprend notamment un arrêté modifié du directeur du Crédit municipal relatif à la situation des employés du Crédit municipal travaillant en Allemagne (4 juin et 21 juillet 1943, pièce n° 22071) et une lettre du préfet de la Seine (9 août 1943) accompagnée d'un courrier du commissaire général aux questions juives, portant sur l'application de l'arrêté du 11 mai 1943 relatif au prélèvement à opérer sur les biens appartenant aux Juifs (2 août 1943), pièces n° 22084.

- 4 août 1943-29 décembre 1944. 1ETP 191  
Pièces d'archives n° 22082 à 22533. Comprend notamment un ordre des autorités allemandes relatif à la réquisition de 80 bicyclettes auprès de la 2e succursale (22 août 1943, dossier n° 22419) et un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif au secours financier apporté à un employé, à titre de prisonnier (22 octobre 1943, pièce n° 22142).
- 2 janvier 1945-29 août 1946. 1ETP 192  
Pièces d'archives n° 22534 à 23151. Comprend notamment un rapport du chef des magasins du Crédit municipal accompagné d'un inventaire des fusils entreposés au château de Vincennes et relatif aux armes saisies par les autorités allemandes pendant la guerre (6 février 1945, pièce n° 22573), quatre arrêtés du préfet de la Seine relatifs à des sanctions rendues par la commission d'épuration envers des employés du Crédit municipal (5, 12 février 1945, pièces n° 22588 à 22591) et un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif à la situation des agents astreints au travail forcé, revenant d'Allemagne (3 juillet 1945, pièce n° 22740).
- 12 mai 1946-30 décembre 1947. 1ETP 193  
Pièces d'archives n° 23152 à 23759. Comprend notamment un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif aux emplois à réserver aux prisonniers et déportés (4 septembre 1946, pièce n° 23172).
- 2 janvier-31 décembre 1948. 1ETP 194  
Pièces d'archives n° 23760 à 24189. Comprend notamment une instruction imprimée du Ministère des Anciens combattants et victimes de guerre relative aux emplois réservés, aux invalides et veuves de guerre (29 janvier 1948, pièce n° 23974).
- 30 décembre 1948-30 décembre 1949. 1ETP 195  
Pièces d'archives n° 24190 à 24603. Comprend notamment un rapport de l'inspection générale des services de la préfecture de la Seine relatif au projet de regroupement des services du contrôle et de l'inspection du Crédit municipal (4 février 1949, pièce n° 24283).
- 3 janvier-30 décembre 1950. 1ETP 196  
Pièces d'archives n° 24604 à 25126. Comprend notamment une note concernant les réformes effectuées par le Crédit Municipal de Paris (janvier 1950, pièce n° 24734) et une note du directeur du Crédit Municipal de Paris relatif au statut de l'habillement des employés à partir de 1950 (22 décembre 1950, pièce n° 25099).
- 3 janvier-29 décembre 1951. 1ETP 197  
Pièces d'archives n° 25127 à 25727. Comprend notamment un arrêté du préfet de la Seine relatif aux agents occupant sans titre un local administratif (13 juin 1951, pièce n° 25404bis) et un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif aux conditions de nationalité à remplir pour accéder aux emplois (11 décembre 1951, pièce n° 25640).

- 1er janvier-31 décembre 1952. 1ETP 198  
Pièces d'archives n° 25728 à 26333. Comprend notamment un extrait du registre des délibérations du conseil municipal relatif à l'ouverture de crédits pour l'acquisition et l'aménagement de l'immeuble sis 62 rue Pierre-Charron, destiné à l'ouverture d'une nouvelle succursale (3 avril 1952, pièce n° 25932)<sup>55</sup>.
- 2 janvier-31 décembre 1953. 1ETP 199  
Pièces d'archives n° 26334 à 26874. Comprend notamment une note de service du directeur du personnel de la préfecture de la Seine relative aux bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la Résistance (30 juillet 1953, pièce n° 26667) et une décision provisoire de la direction de l'urbanisme au nom du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme et pour le préfet de la Seine relative à l'octroi de primes à la construction au Crédit Municipal de Paris, concernant l'immeuble 26 boulevard de Port Royal (23 septembre 1953, pièce n° 26864)<sup>56</sup>.
- 4 janvier-31 décembre 1954. 1ETP 200  
Pièces d'archives n° 26876 à 27502. Comprend notamment un arrêté du préfet de la Seine relatif à la création d'une cantine au sein du Crédit Municipal de Paris (24 avril 1954, pièce n° 27046).
- 4 janvier-31 décembre 1955. 1ETP 201  
Pièces d'archives n° 27504 à 28305. Comprend notamment une note du directeur du Crédit Municipal de Paris concernant la mise à jour du statut de l'habillement des employés (15 décembre 1955, pièce n° 28283).
- 3 janvier-30 juin 1956. 1ETP 202  
Pièces d'archives n° 28306 à 28718. Comprend notamment treize rapports de l'Inspection générale des Finances relatifs à la vérification des agences A, B, C, de la deuxième succursale et de plusieurs services du Crédit municipal (6 septembre 1955-3 avril 1956, pièces n° 28604).<sup>57</sup>
- 3 juillet 1956-30 mars 1957. 1ETP 203  
Pièces d'archives n° 28719 à 29300. Comprend notamment un procès-verbal de sortie réglementaire d'objets figurant à l'inventaire du mobilier (entrées du 31 décembre 1872 au 6 janvier 1951), non présentés lors du recensement de 1956 (31 octobre 1956, pièce n° 29016).
- 1er avril 1957-19 février 1958. 1ETP 204  
Pièces d'archives n° 29301 à 30049. Comprend notamment un arrêté du ministère des Finances relatif à la garantie de l'Etat concernant un emprunt de 300 millions de francs contracté par la Caisse de Crédit Municipal de Paris auprès de la Caisse des dépôts et Consignations (28 août 1957, pièce n° 29661).

---

<sup>55</sup> Il s'agit des locaux de l'agence C (dite agence de luxe) fermée au cours des années 1980.

<sup>56</sup> Cette décision d'octroi de primes concerne le bureau U, 26 boulevard de Port Royal.

<sup>57</sup> Ces rapports d'inspection comprennent les explications fournies sur les résultats de la vérification.

- 3 mars-31 décembre 1958. 1ETP 205  
Pièces d'archives n° 30050 à 30737. Comprend notamment un marché de gré à gré relatif à la fourniture de vêtements d'inspection, de bleus de travail et de blouses pour l'année 1958 (25 mars 1958, pièce n° 30111) et un extrait du registre des délibérations du conseil municipal portant un avis favorable à la cession à l'OPHLM de la Ville de Paris d'un terrain appartenant au Crédit municipal, sis rue Servan en vue de la construction de 56 logements à loyer modéré (3 juillet 1958, pièce n° 30376). .
- 2 janvier 1959-25 février 1960. 1ETP 206  
Pièces d'archives n° 30738 à 31650. Comprend notamment un extrait du registre des délibérations du conseil municipal relatif à la vente par adjudication d'immeubles appartenant à la Caisse de Crédit municipal, sis 13 rue de l'Equerre et 9bis rue Bellot, 19e arr. (25 juin 1959, pièce n° 31305) et un bail de location entre le Crédit Municipal de Paris et le Ministère du travail pour les locaux du bureau de main d'œuvre 25 rue Milton et 2 cité Milton, 9e arr. appartenant au Crédit municipal (31 décembre 1959, pièce n° 31633).
- 1er mars 1960-1er juin 1961. 1ETP 207  
Pièces d'archives n° 31651 à 32555. Comprend notamment une demande d'utilisation d'emplacements publicitaires dans le fonds des voitures de la banlieue ouest de la SNCF pour le mois d'avril 1960 (2 février 1960, pièce n° 31686) et un bail commercial avec la Société SOPRIN concernant des locaux de l'immeuble sis 62 rue Pierre Charron, 8e arr. appartenant au Crédit municipal (4 juillet 1960, pièce n° 31938).
- 2 juin 1961- 26 janvier 1962. 1ETP 208  
Pièces d'archives n° 32556 à 33584. Comprend un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif au statut des agents stagiaires (29 juin 1961, pièce n° 32718) et deux extraits du registre des délibérations du conseil municipal relatifs à la vente d'une part à la ville de Paris d'un immeuble situé 7 rue Duranti, 11e arr. et d'autre part au Ministère du travail de deux immeubles situés 50 bis rue de Malte, 11e arr. et 2 cité Charles Godon, 9e arr. (11 décembre 1961, pièces n° 33067 et 33068).
- 1er août 1962-31 octobre 1963. 1ETP 209  
Pièces d'archives n° 33585 à 34605. Comprend notamment un extrait du registre des délibérations du conseil municipal relatif à la vente à la ville de Paris d'un immeuble sis 32 rue Morand, 11e arr. (21 mars 1963, pièce n° 34158). Comprend aussi un marché passé entre le Crédit municipal et la Cie IBM pour la fourniture de cartes à statistiques (4 mai 1963, pièce n° 34382).
- 4 novembre 1963-31 décembre 1964. 1ETP 210  
Pièces d'archives n° 34606 à 35564. Comprend notamment un contrat d'acquisition par la ville de Paris d'un immeuble sis 32 rue Morand et 16 bis rue de l'Orillon, 11e arr. appartenant au Crédit municipal (31 décembre 1963, pièce n° 35034).

- 4 janvier 1965-28 février 1967. 1ETP 211  
Pièces d'archives n° 35565 à 39743<sup>58</sup>. Comprend notamment un rapport du service de l'inspection générale et études de la Préfecture de la Seine, relative à la suggestion de la Cour des comptes relative à la suppression de l'atelier d'imprimerie de la caisse de Crédit municipal et de divers emplois d'ouvriers relevant de cet établissement (11 janvier 1966, pièce n° 36057bis).
- 2 septembre 1976-28 août 1981. 1ETP 212  
Pièces d'archives n° 39744 à 40693<sup>59</sup>. Comprend notamment une convention signée entre la Ville de Paris et le Crédit Municipal de Paris relative à l'assistance de ses services d'organisation et d'informatique (17 janvier 1979, pièce n° 40226) et un arrêté du directeur du Crédit municipal relatif à l'organisation des commissions paritaires (21 octobre 1980, pièce n° 40523).
- 4 septembre 1981-16 août 1984. 1ETP 213  
Pièces d'archives n° 40694 à 41369. Comprend notamment une décision du directeur du Crédit municipal relatif à la participation du Crédit municipal aux fonds communs de placement de la Banque internationale de gestion et de trésorerie (15 mai 1984, pièce n° 41277).
- 3 septembre 1984-27 juin 1986. 1ETP 214  
Pièces d'archives n° 41370 à 41906. Comprend notamment une délibération du conseil de surveillance relatif à l'institution d'un comité technique paritaire au Crédit Municipal de Paris et à la fixation du nombre de ses membres (13 novembre 1985, pièce n° 41687).

### **Modèles d'imprimés du Mont-de-Piété.**

**1780-1819**

1780. 1ETP 480  
Les modèles d'imprimés suivants, conservés à titre de spécimens comprennent des informations nominatives : n° 3 (registre d'engagements), n° 4 (reconnaissance d'engagement), n° 5 (déclaration d'engagement), n° 16 (certificat de reconnaissance perdue), n° 17 (récépissé de caisse), n° 21 (quittances de rentes constituées), n° 22 (mandats pour frais de bureaux), n°44 (registre de nantissements pour les commissionnaires), n° 45 (registres des reconnaissances pour les commissionnaires).
1780. 1ETP 481  
Quand ils sont remplis, ces modèles d'imprimés, conservés à titre de spécimens, concernent principalement la journée du 31 août 1780. Les modèles d'imprimés suivants comprennent des informations nominatives : n°21 (quittances de rentes constituées), n°22 (mandats pour frais de bureau), n°34 (bulletin de vente), n°40 (compte journalier du directeur général), n°44 (registre de nantissements pour les commissionnaires), n°45 (registre des reconnaissances du commissionnaire), n°49 (tableau des commissionnaires), n°51 (table des noms des emprunteurs), n°52 (feuilles journalières des commissionnaires avec les noms des emprunteurs), n°60 (registre des débits), n°62 (registre d'entrée de fonds), n°64 (bordereau du garçon de caisse).

---

<sup>58</sup> Lacune : pièces n°36527 et 39743.

<sup>59</sup> Lacune : pièces n°40094 et 40693.

vers 1780-1819. 1ETP 482  
Tous les modèles d'imprimés sont vierges et peuvent comprendre l'indication "ne marche plus".

### RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE.

Réglementation : extraits du Journal Officiel, coupures de presse, copies de lois, d'ordonnances et de décrets. 1ETP 516

1777-1926

Concerne la réglementation relative aux pensions de retraite des employés, aux droits de timbre, à l'impôt sur le revenu, aux valeurs mobilières.

Projets de décrets à partir de 1847 et loi du 4 juillet 1851 relative à l'organisation des Monts-de-Piété (1847-1884) : rapports au directeur et aux sénateurs, notes de services, propositions de lois, amendements, textes de loi, correspondance<sup>60</sup>. 1ETP 515

1844-1884

Concerne des études, des enquêtes et les projets modificatifs de 1872 à 1884. Comprend également un rapport au conseil d'administration (26 décembre 1844).

Travaux d'organisation du Mont-de-Piété de Paris et liquidation des pensions : rapports, arrêté ministériel, délibération du conseil d'administration, correspondance.

1848, 1849

Concerne les travaux d'organisation pour un nouveau Mont-de-Piété, ainsi que la liquidation des pensions de 21 employés.

Réorganisation des services : arrêtés, ordres de direction, notes de service, tableaux. 1ETP 521

1918-1964

Concerne notamment la direction, l'attribution des services, la dénomination de services et d'établissements.

### **Application de la loi du 8 juin 1935<sup>61</sup>.**

**1935, 1936**

Décrets-lois du 9 juillet 1935 au 24 octobre 1935 : extraits du Journal Officiel et du Bulletin municipal officiel, notes de service. 1ETP 517

1935

Concerne les décrets-lois du 9 juillet 1935 au 24 octobre 1935.

Décrets-lois du 30 octobre 1935 : textes officiels. 1ETP 518

1935

Concerne notamment le décret relatif à l'organisation des caisses de crédit municipal et des monts-de-piété. Comprend notamment des exemplaires du Journal officiel du 31 octobre 1935.

<sup>60</sup> Cette réorganisation a eu lieu à la suite de la réorganisation du personnel du 17 juin 1848.

<sup>61</sup> Cette loi autorisait le gouvernement à prendre toutes dispositions pour défendre le franc.

Application du décret-loi du 30 octobre 1935 sur la réorganisation des caisses de crédit municipal et des monts-de-piété : extraits du Journal officiel, rapports, circulaires, notes, correspondance.

1ETP 518

1935, 1936

Concernes notamment la mise en place d'un règlement d'administration publique et la ratification du décret du 30 octobre 1935

### **Institution d'un règlement général.**

**1935-1938**

Comprend notamment des circulaires, des lettres et projets de règlements, de la correspondance avec les différentes caisses de crédit municipal, ainsi que le décret du 30 décembre 1936 portant règlement d'administration publique arrêtant le texte d'un règlement-type déterminant l'organisation des caisses de crédit municipal et monts-de-piété.

1935.

1ETP 519

1936.

1937, 1938, s.d.

1ETP 520

Mesures financières pour améliorer les ressources du Crédit municipal et d'adaptation en vue d'un conflit armé : questions écrites, rapports, mémoires du directeur, textes réglementaires, tableaux financiers, notes de service, correspondance.

1938, 1939

Examen d'un règlement particulier pour le Crédit Municipal de Paris : avant-projets, projets, extraits d'articles, rapports de conseillers municipaux, mémoires du directeur, notes.

1ETP 520

1941-1949

Projet de modification du règlement du 30 juin 1865 (s.d., après 1941).

1ETP 521

1941

Comprend notamment un texte annoté.

Réorganisation administrative de la ville de Paris et du département de la Seine : textes officiels, notes et correspondance.

1941, 1942

Révision du manuel de législation et d'administration du Crédit Municipal de Paris : extraits du projet de refonte du manuel.

1945-1949

Réorganisation de la Préfecture, du Département de la Seine, et de la Ville de Paris.

1948-1954

Comprend notamment un extrait du Bulletin municipal officiel, une annexe au procès-verbal de séance du Conseil de surveillance, et une circulaire comptable.

Projet de textes législatifs et règlementaires fixant le statut et l'organisation du crédit municipal : notes de service, textes adoptés par les différentes commissions, projets de statuts (1950-1953). 1ETP 521

1950-1954

Études préparatoires à la réorganisation administrative du Crédit municipal : articles de presse, extraits du Journal officiel, rapports.

1950-1955

Projets relatifs au statut, à l'organisation administrative et au régime financier des caisses de crédit municipal : circulaires, ordres de direction, notes de service. 1ETP 522

1952-1976

Comprend notamment différentes copies du projet de décret tendant à modifier l'organisation administrative et le régime financier des caisses de Crédit municipal.

#### CHEF-LIEU, SUCCURSALES, BUREAUX AUXILIAIRES DE PRÊT.

#### **Généralités.**

**1903-1980**

Travaux au chef-lieu et dans les autres établissements du Crédit municipal : rapports, mémoires, états prévisionnels des travaux à effectuer, plans, notes. 1ETP 661

1903-1980

Installations de cuisines : brochures publicitaires, plans, correspondance.

1955-1979

Concerne notamment la cantine 16 rue Forest.

Nettoyage et ramonage des conduits et carneaux : extraits du Bulletin municipal officiel, plans, devis, coupures de presse, brochures publicitaires.

1956-1980

Réparation du brûle-papiers et proposition d'installation d'un incinérateur de documents : devis, ordres de service.

1964-1978

Mesures de protection contre l'incendie : notes, états des extincteurs, textes officiels, documentation technique, correspondance. 1ETP 664

1964-1973

## **Chef-lieu.**

**1878-1980**

Mitoyenneté : avis du conseil de surveillance, rapports, notes, plans, correspondance. 1ETP 661

1878-1962

Comprend notamment un plan figurant le mur séparatif entre le chef-lieu et la propriété 59 rue des Francs-Bourgeois (1878), extrait et conservé à part sous la cote 1ETP 661 (1). Concerne également la réglementation en application de la loi du 17 mai 1960 en matière de mitoyenneté et les propriétés communales 23-25 rue Cassette et 73-75 avenue de Versailles.

Réfection de la couverture : rapports au directeur.

s.d. (ca. 1900)

Reconstruction de planchers : devis, plans, notes de service.

1956

Projet d'installation d'une cabine de transformation haute tension : plans, correspondance.

1969

Aménagement d'appartements : plans, devis.

1978, 1979

Aménagement d'un ascenseur normalisé au 57 rue des Francs-Bourgeois : devis, notes.

1979

Projets de travaux : plans.

s.d. (ca. 1970-1980)

## **Succursales et agences.**

**1847-1978**

Création et organisation des succursales : extraits de textes officiels et de délibérations, ordres de service, ordres de direction, rapports, notes, plans. 1ETP 522

1847-1952

Concerne notamment le personnel et les activités.

*Le Crédit Municipal de Paris créé en 1777 est l'une des plus anciennes institutions de la capitale mais aussi l'une des plus modernes...* Plaquette de présentation, ill., en coul., 4 p.

s.d. (ca. 1960)

Concerne notamment les activités du siège central et des agences.

1<sup>re</sup> succursale, 16 rue Bonaparte puis 15 rue du Regard-112 rue de Rennes puis Agence Rennes-Raspail.

1847-1888

Construction d'une nouvelle succursale et déplacement rue du Regard : rapports, extraits de délibérations, projet de loi, notes préfectorales, ordres de service, plans, affiche. 1ETP 523

1847-1888

Comprend également le projet d'établissement d'une deuxième succursale dans le quartier nord de Paris (1847).

Gestion des affaires courantes : extraits de délibérations, rapports, ordres de direction, notes, états, affiches.

1919-1974

Concerne notamment le personnel, les activités, les travaux, Comprend notamment une affiche relative à la suspension et à la reprise des activités du service des engagements (1961).

2<sup>e</sup> succursale, 2 rue Servan, puis 28-30 rue Servan puis 7 rue Duranti puis Agence Duranti.

1879-1975

Historique et organisation : procès-verbaux du Conseil de surveillance, ordres de direction, mémoires du directeur, notes de service, plans, photographies, affiches. 1ETP 524

1879-1956

Fonctionnement : arrêtés, états du personnel, rapports, ordres de direction, notes de service, articles de presse.

1879-1975

Gestion des magasins : ordres de direction, états statistiques, rapports.

1879-1930

Contentieux, affaire Shmid-Hatton : procès-verbaux du Conseil de surveillance, rapports, notes de service. 1ETP 524

1949-1968

Concerne des détournements de fonds sur un compte ouvert à l'agence Duranti.

3<sup>e</sup> succursale, 31 rue Capron puis 14-16 rue Forest puis Agence Forest, construction et fonctionnement : arrêtés, procès-verbaux du conseil de surveillance, mémoires du directeur, rapports, notes de service, articles de presse, plans, affiches.<sup>62</sup> 1ETP 525

1887-1978

---

<sup>62</sup> A partir de 1958, la 3e succursale est devenue l'agence Forest.

## Agences.

**1854-1981**

Agence A (Agence Victoire, 98bis rue de la Victoire) : extraits des procès-verbaux du Conseil de surveillance, rapports, ordres de direction, extraits du Bulletin municipal officiel, notes, affiches, articles de presse.<sup>63</sup> 1ETP 526

1958-1979

Concerne notamment l'affaire Verte relative à un déficit de caisses (1958-1962) et la suspension du fonctionnement du service des engagements de bijoux (1962).

Agence B (Agence Servan, 28 rue Servan) : rapports, ordres de direction, notes de service, articles de journaux<sup>64</sup>. 1ETP 525

1949-1962

Concerne notamment l'affaire Aubineau relative au découvert d'un compte de dépôt, les gages corporels, le transfert des gages et le rattachement du service des comptes de dépôts à la 2<sup>e</sup> succursale.

Agence C (Agence Pierre Charron, 62 rue Pierre Charron). 1ETP 527

1950-1981

Acquisition : avis et procès-verbaux du Conseil de surveillance, extraits des registres des délibérations du conseil municipal, extraits du Bulletin municipal officiel, notes, affiches.

1950-1951

Concerne l'acquisition d'un immeuble sis 62 rue Pierre Charron en vue de l'installation d'une succursale spécialisée dans les prêts sur bijoux et objets précieux.

Inauguration : listes des invités, cartons d'invitation, notes, articles de presse.

1951, 1952

Activités : ordres de direction, rapports, notes, états des prêts, articles de presse.

1952-1981

Plans.

1950, 1966, s.d.

---

<sup>63</sup> L'ancien Bureau G a pris la dénomination d'agence A à compter du 1er janvier 1949.

<sup>64</sup> L'ancien Bureau L a pris la dénomination d'agence B à compter du 1er janvier 1950.

## **Bureaux auxiliaires de prêt.**

**1839-1972**

Généralités.

1841-1936

Création et ouverture : rapports, notes, tableaux récapitulatifs, 1ETP 528  
plan.

1841-1920

Opérations d'engagements, de dégagements, de renouvellements, 1ETP 532  
sur valeurs mobilières et gages corporels : ordres de service,  
ordres de direction, états comparatifs, notes.

1842-1921

Attributions des commissionnaires et commissaires-priseurs :  
rapports, notes, états des dépenses

1843-1913

Organisation et fonctionnement des services : rapports, ordres de 1ETP 528  
direction, notes, ordres de service, tableaux récapitulatifs, affiche.

1875-1936

Personnel : arrêtés, ordres de direction, ordres de service,  
rapports, listes, notes.

1879-1931

Détournement et opérations frauduleuses : délibération du conseil 1ETP 532  
d'administration, procès-verbal, rôle, rapports, notes.

1850-1876

Concerne notamment l'affaire Tribelhorn, expéditionnaire au bureau  
auxiliaire M.

Modalités d'emballage et de déplacement des articles : ordres de  
service.

1886-1900

Concerne également un itinéraire des voitures à partir du 1er janvier  
1900.

Classement par bureau : procès-verbaux et avis du conseil de  
surveillance, arrêtés, rapports, mémoires du directeur, ordres de  
direction, ordres de service, baux, états des lieux, conventions, notes,  
plans, affiches, articles de presse.

1839-1972

Concerne l'historique ; la location, l'acquisition et le transfert des locaux ; la  
gestion des bureaux.

Bureaux auxiliaires A-D.

1ETP 529

1839-1936

Bureaux auxiliaires E-F.	1856-1946	1ETP 529
Concerne notamment une enquête administrative et judiciaire suite à la perte d'un sac de 25000 francs au bureau auxiliaire F (1935-1937).		
Bureau G.	1857-1954	1ETP 526
Concerne notamment le transfert et l'inauguration dans le local 98bis-100 rue de la Victoire et 20 rue Joubert (1932-1933) et sa transformation en Agence A (1949-1951).		
Bureau H.	1857-1938	1ETP 529
Bureaux auxiliaires I-M.	1857-1955	1ETP 530
Concerne notamment une affaire de chèques en blanc au bureau auxiliaire L (1949-1955).		
Bureaux auxiliaires N-T.	1857-1938	1ETP 531
Bureaux auxiliaires U-Z.	1859-1972	
Concerne notamment le cambriolage du bureau auxiliaire V (1939-1941).		

#### AFFAIRES JURIDIQUES.

##### **Comité consultatif.**

**1880-1951**

Séances. 1ETP 623  
1880-1935

Dossiers : ordres du jour, rapports, procès-verbaux, correspondance.

1880-1935

Registre de procès-verbaux. 1ETP 623  
1921-1935

Membres, frais et honoraires, consultations juridiques et renseignements : arrêtés préfectoraux, arrêtés du directeur du Crédit municipal, rapports, listes, articles de presse, extraits du recueil des actes administratifs et du Bulletin municipal officiel, notes.

1880-1951

### **Inspection administrative.**

**1846-1968**

Surveillance du Mont-de-piété et service de l'inspection. 1ETP 596  
1846-1968

Moralité des opérations : ordres de direction, ordres de service, rapports, modèles de fiches d'engagement, notes de service.  
1846-1968

Organisation du service de l'inspection : arrêtés, correspondance, notes de service.  
1872-1941

Inspection générale des services de la Préfecture de la Seine et des administrations annexes. 1ETP 623  
1923-1964

Enquête générale et propositions : ordres de direction, rapports, et notes de service.  
1923-1925

Rapport Cardot. 1ETP 302  
1964  
Concerne une enquête consécutive au refus d'approbation de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1960 portant fixation des effectifs des personnels d'encadrement.

Consultations juridiques : rapports. 1ETP 490  
1914-1948

### **Assurances.**

**1844-1924**

Réglementation et gestion des polices d'assurances : extraits du Bulletin municipal officiel ou de procès-verbaux de séances du conseil municipal, extraits de procès-verbaux du conseil de surveillance, décrets, arrêtés, rapports, mémoires, notes, projets de polices ou d'avenants, tableaux des primes. 1ETP 662  
1844-1922

Passation et suivi des contrats : arrêtés préfectoraux, procès-verbaux du conseil de surveillance, polices, avenants, tableaux récapitulatifs.  
1875-1924

Chef-lieu et succursales. 1ETP 663  
1875-1924

Nantissements.	1875-1914	1ETP 663
Gages et mobilier.	1914-1924	
Assurances "Bâtiments".	1881-1923	1ETP 664
Concerne le chef-lieu, les succursales, les bureaux auxiliaires, les immeubles 14 et 22 rue des Blancs-Manteaux. Concerne également le risque rue Servan.		
Bureaux auxiliaires, gages, mobilier, risques locatifs, recours de voisinage.	1906-1924	
Vols d'espèces et de gages.	1909-1924	
Accidents du travail.	1901-1923	
<b>Contentieux.</b>	<b>1831-1968</b>	
Commissionnaires et concurrence illicite.	1831-1953	
Plaintes et réclamations portées à l'encontre des commissionnaires : arrêtés, jugements, rapports, correspondance.	1831-1883	1ETP 589
Magasins généraux, réglementation des warrants <sup>65</sup> et procès pour concurrence : textes officiels, procès-verbaux du conseil de surveillance, statuts des Magasins généraux, pièces de procédure, jugements, arrêtés, rapports, notes de service, articles de presse, correspondance.	1858-1953	1ETP 619
Mauvais agissements de commissionnaires et correspondants, échanges avec les caisses de crédit municipal : copies de jugements, règlement des commissionnaires du Mont-de-piété de Nice, article de presse, correspondance.	1929-1939	1ETP 592

---

<sup>65</sup> Le "warrant" est le titre représentant un lot de marchandises placées dans un entrepôt public dit "magasin général". Cette opération est destinée à permettre la mise en gage de marchandises dans le cadre d'un contrat de crédit.

Affaire Bouvier, établissement illicite de prêts sur gages : 1ETP 593  
rapports, mémoires, procès-verbaux, jugements, notes, croquis,  
cartes postales illustrées, presse.

1929-1937

Affaire Habib : procès-verbaux du conseil de surveillance, arrêt de la 1ETP 558  
Cour d'appel, extraits du registre des engagements, extraits de  
catalogues, articles de presse, tableaux de détail de la vente des  
objets, correspondance<sup>66</sup>.

1913-1933

Affaire Hamelle<sup>67</sup>.

1891-1968

Présentation générale et réglementation : textes officiels, extraits 1ETP 621  
de jugements, ordres de direction, rapports, notes.

1891-1964

Suivi de l'affaire : extraits de procès-verbaux du conseil de  
surveillance, rapports, notes, états, relevés, articles de presse,  
correspondance.

1944-1964

Enquête interne : rapports, relevés des titres, bilans comptables,  
états des créances litigieuses, notes.

1954-1960

Action disciplinaire contre un employé du Crédit municipal  
(administrateur de 1ère classe) : projets de mémoire, arrêtés,  
tableaux d'avancement, notes, correspondance.

1956-1961

Concerne également son amnistie et son détachement à la Préfecture de  
la Seine.

Etablissements Henry Hamelle : rapports, note.

1ETP 622

1954-1955

Action en justice contre René Laniel : rapports, jugements, états,  
articles de presse, notes, correspondance.

1949-1968

---

<sup>66</sup> Concerne une collection de bijoux.

<sup>67</sup> Concerne un prêt sur valeurs mobilières. La faillite des établissements Henry Hamelle (matériel industriel) dirigée par René Laniel, sénateur de l'Orne, occasionna des créances litigieuses d'un montant de de 77 millions de francs pour le Crédit municipal.

## PERSONNEL ET COMMISSIONNAIRES.

### Gestion du personnel.

**1777-1956**

#### Immatriculation des employés.

1ETP 483

1777-1794

Ce registre a été commencé au 22 décembre 1777 et tenu à jours jusqu'à l'an II. Il indique les informations suivantes : noms, dates et lieux de naissance, cautionnements, fonctions successives. Il est pourvu d'une table alphabétique.

#### États des employés.

1794-1815

Ce registre comprend l'état des employés au 1er vendémiaire an III, l'état des chefs et employés (an 13-1815), l'état des garçons de bureau (an VII-1814). Les informations suivantes peuvent être mentionnées : nom, prénom, âge, lieu de naissance, demeure, date d'entrée, fonctions, traitement.

#### Gratifications.

1790-1792

Ces registres indiquent pour chaque employé sa date d'entrée, sa fonction, le montant annuel de ses appointements ou de ses gages, ses absences ou arrivées tardives, le montant des gratifications de l'année précédente, l'appréciation (dite note) du directeur général, le nom de la personne l'ayant recommandé, les propositions du directeur général et la décision du bureau.

1790.

1792.

#### Cautionnements d'espèces par les employés.

1ETP 484

1777-1796

Ce registre coté et paraphé le 15 mars 1778, mentionne les cautionnements à partir du 22 décembre 1777 et jusqu'au 2 pluviôse an 4 (le plat du registre indique "commencé le 13 avril 1778 et fini le 18 juin 1787"). Il est pourvu d'une table alphabétique.

#### Livre d'or signé par les employés pour le départ du directeur du Mont-de-Piété M. Cochut.

1ETP 521

1885

#### Suivi des membres du conseil de surveillance, du comité consultatif, des commissaires-priseurs appréciateurs et autres catégories de personnel associées au fonctionnement du Crédit municipal.

1920-1956

Ce registre établi par catégorie de métier vers 1920 et mis à jour jusqu'en 1956 environ, indique les dates de nomination et de renouvellement du personnel. Concerne notamment les notaires, les architectes, les médecins, les agents de change et d'assurance.

Généralités : arrêtés, décisions, rapports, déclarations, notes de service, fiches de renseignements, articles de presse, correspondance. 1921-1949 Concerne notamment des nominations, des réintégrations, la surveillance et les sanctions. Comprend notamment la carte d'identité professionnelle avec photographie de Roger Dumontier, sous-chef de bureau.	1ETP 616
Retenue de traitement des fonctionnaires détachés dans les services de la Ville de Paris et du Département de la Seine : arrêtés préfectoraux, notes. 1924	1ETP 521
Stage de formation de mécanographie : liste des candidates à l'emploi de dactylo-mécanographes, fiches d'émargement, lettre. 1925	
Situations des effectifs et états du personnel. 1926-1928	1ETP 607
Commissionnaires et correspondants. 1779-1970	
Généralités. 1779-1970	
Réglementation : extrait des registres du Parlement, extrait de délibération du conseil d'administration, projet d'arrêté, ordre de service, rapports, articles de presse. 1779-1881	1ETP 589
Revendications : mémoires, rapports. 1842-1851 Concerne notamment l'organisation syndicale et les observations des commissionnaires concernant les projets de réforme.	
Exercice de la profession de commissionnaire : textes officiels et réglementaires, extraits de délibération du conseil d'administration, jugements, articles de presse, correspondance. 1843-1970	
Suppression : rapports, mémoires, extraits de délibérations du conseil municipal, extraits du Bulletin municipal officiel, ordres de service, notes, correspondance. 1844-1906 Concerne également les pensions et indemnités.	
Statistiques : tableaux des opérations de dégagements et des sommes perçues par les commissionnaires. 1847-1886	

- Offres de service au Crédit Municipal de Paris en qualité de correspondants : correspondance. 1ETP 595  
1920-1932
- Démarcheurs, projet de création : projet d'arrêté, notes. . s.d. (ca. 1920)
- Échanges avec la Conférence permanente des caisses de crédit municipal et monts-de-piété français. 1912-1967
- Gestion des commissionnaires et correspondants (classement alphabétique par commune ou caisses de crédit municipal) : rapports, copies de jugements, notes, articles de presse, correspondance. 1ETP 595  
1912-1960
- Étude : copies de jugements, rapports, procès-verbaux et annexes. 1ETP 592  
1929-1936
- Offres et demandes de renseignements : fiches de renseignements, correspondance. 1929-1952
- Zones d'influence : circulaires, procès-verbaux, rapports, plans, tableaux de répartition, correspondance. 1ETP 594  
1929-1957
- Régime fiscal des commissionnaires : copies de textes réglementaires, copies de jugements, rapports, coupures de presse, correspondance. 1ETP 593  
1930-1935
- Projet de règlement-type relatif au régime des commissionnaires et correspondants : rapports, procès-verbaux, avant-projets et projets de règlement, formulaires, correspondance. 1931-1937
- Syndicat de correspondants, projet de création : rapports, correspondance. 1934, 1935
- Groupement de commissionnaires et correspondants, projet de création : procès-verbaux, rapports, notes, correspondance. 1934-1967
- Bureaux de commissionnaires intra et extra-muros des caisses de crédit municipal de province : listes, correspondance. 1937-1967

Dossiers nominatifs de commissionnaires : arrêtés, rapports, comptes rendus, mémoires, listes de candidats, ordres de service, états, relevés des sommes dues, copies de jugements, certificats, correspondance.

1830-1911

Concerne la nomination, le remplacement, la suspension, la destitution, la révocation de commissionnaires et la suppression de bureaux.

A-D.

1ETP 590

1830-1911

E-N.

1831-1889

Le dossier Frize comprend aussi une affiche (1837).

P-Z.

1ETP 591

1833-1888

#### MESURES EXCEPTIONNELLES ET FAITS DE GUERRE.

Révolution de 1848, constat d'état de la perte de 16 fusils de chasse suite aux évènements du 25 février 1848 : correspondance. 1ETP 605

1849

Concerne la révolution de 1848. Comprend deux lettres de la 7<sup>e</sup> légion de la garde nationale de Paris (juillet 1849) adressées au directeur du Mont-de-Piété, relatives à la réquisition de fusils enlevés par les insurgés au cours de la révolution de 1848. Comprend aussi un tableau de l'"état des 16 fusils de chasse" qui "ne sont point rentrés dans les magasins", "en vertu d'un ordre signé de Lamartine et Garnier Pagès, membres du gouvernement provisoire" (26 juillet 1849).

Guerre franco-allemande et Commune de Paris : rapports, états, articles de presse, certificats, affiches.

1870, 1871

Comprend notamment un rapport du cabinet du directeur (s.d., postérieur au 20 novembre 1870), un état des dégagements gratuits du Comité des dons anglais (25 avril 1871), un état des dégagements gratuits opérés pour le compte de la Commune de Paris (12-25 mai 1871).

Souscription en faveur de la construction d'un monument à la mémoire de Théophraste Renaudot : articles de presse, correspondance.

1892-1923

#### Première guerre mondiale.

1914-1929

Mesures prises au cours de la guerre : textes officiels, arrêtés, extraits du Bulletin municipal officiel, procès-verbaux et avis du conseil de surveillance, rapports, liste des mesures, effectifs du personnel, notes, articles de presse, affiche. 1ETP 605

1914-1919

- Gestion du personnel : textes officiels, extraits du Bulletin Municipal Officiel, statut du personnel du Mont-de-piété, état des employés mobilisés, ordres de service, notes, correspondance. 1ETP 605  
1914-1920  
Comprend notamment les statuts et un bulletin de l'Œuvre des Orphelins (1915, 1916).
- Reprise des ventes : textes officiels, extraits du Bulletin municipal officiel, procès-verbaux du conseil de surveillance, rôle exécutoire, articles de presse, catalogue, notes de service, correspondance. 1ETP 558  
1914-1929
- Dépôt annexe de Toulouse : textes officiels, jugements du tribunal des dommages de guerre de la Seine, arrêtés, avis du Conseil de surveillance, procès-verbaux et avis du conseil de surveillance, mémoires, états des employés, notes, articles de presse. 1ETP 605  
1918-1923  
Concerné l'achat de caisses, le transfert de gages et les dommages de guerre.
- Entre-deux-guerres. - Krach de Bayonne et affaire Stavisky : textes officiels, procès-verbaux de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal et monts-de-piété français, discours, rapports, notes, articles de presse, revues, correspondance. 1ETP 620  
1931-1937  
Comprend notamment les dépositions de Paul Maze, directeur du Crédit municipal, devant la Commission d'enquête parlementaire (1934) et devant la Cour d'assises de la Seine (1935).
- Deuxième guerre mondiale.**
- 1923-1951**
- Administration générale. 1939-1951
- Fonctionnement de l'établissement pendant le conflit : textes officiels, ordres de direction, rapports, notes, états statistiques, articles de presse. 1ETP 607  
1939-1944
- Réquisitions des automobiles, réglementation : textes officiels, notes. 1ETP 609  
1939
- Contrôle des opérations avec les ressortissants allemands et étrangers de nationalité indéterminée mais d'origine allemande : ordres de direction, certificat de soutien de famille, notes. 1ETP 617  
1939, 1940

Avis de ventes et reprise des ventes d'office : extraits du Bulletin municipal officiel, arrêtés, ordres de direction, rapports, notes, articles de presse.	1ETP 558
	1939-1946
Commerce de l'or, des métaux précieux et des métaux non ferreux.	1ETP 618
	1939-1949
Réglementation : textes officiels, ordres de direction, formulaires, notes.	
	1939-1949
Gages composés d'or, remise avec autorisation de transport de la Banque de France : états, correspondance.	
	1944-1948
Mise en application de l'ordonnance du 17 janvier 1945 déclaration des gages composés de matières d'or à l'Office des changes : états, correspondance.	
	1945-1947
Achat dans les ventes du Crédit municipal d'objets de literie et de vêtements destinés aux réfugiés et évacués : arrêtés, avis du conseil de surveillance, correspondance.	1ETP 617
	1940
Délégation générale du gouvernement français, établissement du rapport mensuel : notes, rapport.	1ETP 609
	1941
Contrôle des ventes et ventes aux enchères : textes officiels et réglementaires, rapport, notes de service, affiches.	1ETP 557
	1941-1946
Commerce des métaux précieux : textes réglementaires, rapports, correspondance, notes de service.	
	1941-1948
Suspension et sursis des ventes : textes officiels, ordres de direction, notes de service.	
	1944-1951

Défense passive et mobilisation.

1923-1944

Généralités.

1923-1944

Dispositions générales : textes officiels, ordres de direction, rapports, notes, brochure. 1ETP 607

1923-1940

Consignes concernant les infrastructures : textes officiels, rapports, notes, états.

1935-1940

Secret et censure, instructions : circulaires et notes.

1939

Mesures à prendre en cas d'attaques aériennes : textes officiels, ordres de directions, notes, cartes d'alertes, listes, brochures.

1939-1943

Nouvelles consignes et exécution des mesures : ordres de direction, compte rendu d'alertes, notices techniques, notes, tableaux des abris, articles de presse, brochures, affiches. 1ETP 609

1938-1944

Personnel.

1926-1940

Mobilisation.

1923-1940

Généralités : textes officiels, états, notes. 1ETP 607

1923-1940

Classement de personnel dans l'affectation spéciale : textes officiels, notes de service. 1ETP 608

1923-1940

Comité départemental de la mobilisation nationale : arrêté, rapports, états des besoins en personnel, correspondance. 1ETP 607

1927-1935

Plan partiel de mobilisation : instructions, notes de service, tableaux des effectifs, états de personnel. 1ETP 608

1931-1939

Propositions de dispersion des employés : ordres de direction, circulaires, fiches de dispersion, notes de service, tableaux statistiques.	1ETP 606
	1937-1939
Affectation de personnel à des centres de distribution de tickets de transport : ordres de direction, états des agents, notes, ordres de mission.	1ETP 608
	1938, 1939
Congés scolaires et professionnels : ordre de direction, instructions, listes des personnels, notes de service, ordres de mission.	
	1938-1940
Allocations aux familles et pensions militaires : textes officiels.	1ETP 607
	1940
Réquisitions et exercices : textes officiels, instructions, ordres de direction, rapports, notes, états du personnel, notices.	1ETP 608
	1935-1939
Concerne la formation du personnel, la distribution et le port des masques à gaz, les insignes distinctifs pour le personnel réquisitionné.	
Déclenchement des hostilités, personnel désireux de passer la nuit à l'administration : projet d'ordre de direction, listes.	1ETP 607
	1939
Exode.	
	1940
Personnel désireux de rester à Paris : note de service, listes.	1ETP 607
	1940
Situation du personnel : listes des employés, correspondance.	
	1940
Demandes d'allocation de réfugiés (Villefranche-de-Rouergue, département de l'Aveyron) : formulaires de demande, note.	1ETP 616
	1940

Annexe de Vichy, déplacement du personnel : arrêtés, rapports, notes de service, formulaires de demande de laissez-passer, ordres de mission, listes. 1ETP 616  
1940-1944

Création et fonctionnement d'annexes en province à Vichy (Allier), Montigny (Yonne) et Villefranche-de-Rouergue (Aveyron).  
1939-1943

Transfert des gages : textes officiels, avis du conseil de surveillance, arrêtés, ordre de réquisition, ordres de direction, rapports, notes, listes, télégrammes, ordres de mission, articles de presse, correspondance. 1ETP 609  
1939-1941

Personnels et véhicules affectés au transport des gages en province : notes de service, états, listes, déclarations.  
1940

Annexe de Vichy (Allier).  
1940-1943

Organisation et fonctionnement : textes officiels, arrêtés, ordres de direction, notes de service, états des engagements, articles de presse. 1ETP 616  
1940-1943

Création d'un service de renouvellements : ordres de direction, rapports, étude, notes.  
1940, 1941

Communications, postes, télégraphes et téléphone : ordres de direction, relevés de communications téléphoniques, télégrammes, notes, articles de presse, correspondance.  
1940-1943

Comprend également 5 pièces de monnaie destinées à l'envoi d'un télégramme.

Suivi des échanges : bordereaux des pièces transmises. 1ETP 615  
1940-1943

Dégagements : états des gages transférés et bordereaux d'envoi des extraits d'engagement, notes.  
1940-1943

Envois de fonds : états récapitulatifs, notes d'information.  
1940-1943

- Organisation des transferts entre les deux zones et assouplissement de la ligne de démarcation : extraits du Bulletin municipal officiel et du Journal officiel du Militärbefehlshaber, ordre de direction, mémoire du directeur, note, articles de presse. 1ETP 615  
1941, 1942
- Biens à maintenir à Vichy ou à réintégrer à Paris : ordre de direction, listes des gages, états des nantissements, notes, récépissés. 1ETP 616  
1942
- Liquidation : procès-verbal du conseil de surveillance, ordres de direction, notes. 1943
- Blocage des biens et saisie des biens juifs. 1939-1950
- Généralités : textes officiels, ordres de direction, rapports, notes, états, fiches de réclamations, articles de presse. 1ETP 613  
1940-1950  
Concernes notamment les rapports avec les autorités d'occupation, la réglementation relative aux juifs et aux biens des alliés ; les réquisitions (armes à feu, bicyclettes...) par les autorités allemandes et françaises.
- Réglementation : instructions, ordre de direction. 1ETP 612  
1939-1944
- Commissariat général au questions juives, requête de Mlle Esther : correspondance. 1ETP 614  
1944
- Répertoire nominatif d'engagements. 1ETP 318  
1944  
Comprend le nom, la désignation du gage (numéro), la référence de la liste, les dates d'envoi et de de retour, la mention de déblocage ou de maintien.

Dienststelle Westen<sup>68</sup>.

1941-1944

Contrôle des listes : listes contrôlées par la Dienststelle Westen, états des gages à bloquer, avis et fiches de contrôle d'identité, extraits du registre des engagements, notes, correspondance.

1944

Dégagements demandés pour des prêts de 1000 francs et au-dessus (modèle A ; chef-lieu, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> succursales).

1ETP 610

1944

Dégagements demandés pour des prêts inférieurs à 1000 francs (modèle B ; chef-lieu, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> succursales).

1944

Biens inventoriés au chef-lieu (modèles C. listes 1-10 CL) ; motocyclettes (modèle C, 2<sup>e</sup> succursale, listes 1, 3D).

1ETP 611

1944

Bicyclettes (listes 4-8), meubles (modèle C, listes 9-11, 13) et pianos stockées à la deuxième succursale :

1944

Automobiles (listes 1 et 2).

1ETP 612

1944

Dépôt des ventes et ventes requises (chef-lieu et 1<sup>ère</sup> succursale, modèles VA, VB et VR).

1ETP 611

1944

Doubles des listes fournies à la Dienststelle Westen (chef-lieu et succursales).

1944

Listes fournies à la Dienststelle Westen mais non contrôlées par ce service (chef-lieu et succursales, dégagements).

1939-1944

---

<sup>68</sup> Ce service d'état domicilié 54 avenue d'Iéna (16<sup>e</sup> arr.) créé à Paris au printemps 1942 était chargé, à l'ouest, de la récupération et du transfert des meubles et objets spoliés aux Juifs.

Blocage des gages.

1941-1944

Gestion et contentieux : textes officiels, ordres de direction, notes, états, fiches d'identité.

1941-1944

1ETP 612

Correspondance.

1942-1944

1ETP 611

Biens débloqués : états des gages, listes, fiches d'identité.

1944

1ETP 612

Devisenschutzkommando Frankreich.<sup>69</sup> - Contrôle des opérations sur gages d'or et diamants : circulaires, ordres de direction, notes, correspondance.

1940-1944

1ETP 614

**Libération et 4e République.**

**1944-1956**

Rétablissement de la légalité républicaine et mise en place de mesures d'épuration : textes officiels, ordre de direction, notes.

1944-1945

1ETP 617

Concerne également le blocage des biens ennemis.

Séquestre des biens ennemis : textes officiels, ordres de direction, rapports, états, relevés, notes.

1944-1950

1ETP 618

Concerne notamment le blocage et le déblocage des biens italiens.

Défense nationale : textes officiels, instructions, plans, notes.

1950-1956

1ETP 617

Comprend notamment un projet d'instruction provisoire relative au degré de résistance des abris pour la protection civile (1953).

---

<sup>69</sup> Cet organisme, domicilié 5 rue Pillet-Will (9e arr.) assumait dans la partie du territoire français occupée par les troupes allemandes le contrôle des devises.

## **FINANCES.**

### **BUDGETS ET COMPTES ADMINISTRATIFS.**

#### **Budgets.**

**1842-1976**

Ces documents sont présentés sous forme de tableaux récapitulant les dépenses et les recettes.

1842-1869.	1ETP 240
1870-1900.	1ETP 241
1901-1940.	1ETP 242
1941-1974, 1976. Lacune : année 1975.	1ETP 243
Chapitres additionnels au budget.	1ETP 252
	1919-1949
Budgets modificatifs.	1ETP 252
	1952-1970
Registre comprenant des exemplaires annotés.	

#### **Comptes administratifs.**

**1828-1971**

Ces documents sont présentés sous forme de tableaux récapitulant les dépenses et les recettes.

1828-1850.	1ETP 244
1851-1865.	1ETP 245
1866-1880.	1ETP 246
1881-1895.	1ETP 247
1896-1910.	1ETP 248
1911-1930.	1ETP 249
1931-1955.	1ETP 250
1956-1971.	1ETP 251

### **Rapports pour l'examen des comptes budgétaires du Crédit municipal.**

**1841-1939**

Ils concernent les projets de budgets, les comptes administratifs, et les comptes de gestion du caissier-comptable établis sous forme de rapports et structurés par année budgétaire.

1841.	1ETP 252
1887-1915.	
1934-1939.	

### **Inscription des crédits affectés aux subventions des budgets de la ville, du département et de l'Etat : tableaux des dépenses et recettes, propositions de budgets.**

**1919-1969**

1919-1932.	1ETP 596
1948-1955.	1ETP 597
1964-1969.	

## COMPTABILITÉ.

### **Livres comptables.**

**1920-1951**

Grand livre.	1ETP 317
--------------	----------

**1946-1951**

Ce registre présente sous forme de tableau les comptes mensuels et indique notamment les montants des prêts, des intérêts, des adjudications, des pertes, de l'or à la fonte et des bonis.

### **Registre-auxiliaire du grand livre-journal des magasins.**

**1944-1949**

Tableaux des objets engagés structurés en deux parties : "entrées" et "sorties". Lacunes : années 1946, 1948.

1944.	1ETP 313
1945. Lacune.	1ETP 314
1947.	1ETP 315
1949.	1ETP 316

Livres de détail des recettes et dépenses de la Caisse de Crédit municipal.

1920-1937

Ces registres annuels relatifs aux recettes et dépenses réalisées par le Crédit municipal sont classés par compte budgétaire. Le nom des gagistes est parfois mentionné.

1920.	1ETP 274
1921.	1ETP 275
1922.	1ETP 276
1923.	1ETP 277
1924.	1ETP 278
1925.	1ETP 279
1926.	1ETP 280
1927.	1ETP 281
1928.	1ETP 282
1929.	1ETP 283
1930.	1ETP 284
1931.	1ETP 285
1932.	1ETP 286
1933.	1ETP 287
1934.	1ETP 288
1935.	1ETP 289
1936.	1ETP 290
1937.	1ETP 291

Journal général.

1921-1946

Registre récapitulatif journalier des recettes et dépenses.

1921.	1ETP 262
1942.	
1 <sup>er</sup> semestre.	1ETP 263
2 <sup>e</sup> semestre	1ETP 264

1943.

1<sup>er</sup> semestre. 1ETP 265

2<sup>e</sup> semestre. 1ETP 266

1944.

1<sup>er</sup> semestre. 1ETP 267

2<sup>e</sup> semestre. 1ETP 268

1945.

1<sup>er</sup> semestre. 1ETP 269

2<sup>e</sup> semestre. 1ETP 270

1946.

1<sup>er</sup> semestre. 1ETP 271

2<sup>e</sup> semestre. 1ETP 272

## **Trésorerie.**

**1938-1980**

Relevé des opérations. 1ETP 260

1938-1948

Ces tableaux synoptiques présentent la situation bi-mensuelle de diverses opérations (opérations sur valeurs mobilières, opérations sur gages corporels, intérêts et droits).

Situations des prêts.

1938-1948

Ces tableaux synoptiques présentent la situation mensuelle du montant des capitaux prêtés et remboursés, des soldes en magasins, des intérêts et droits perçus, et du montant global des intérêts perçus.

Rapports du caissier central puis de l'agent comptable (à partir de novembre 1958).

1955-1960

Concerne des opérations de comptabilité adressées à différents membres du Crédit municipal (directeur, chefs d'agences et de succursales, chef du matériel, chef du service de comptabilité, chef du service des ventes).

1955.

1956-1959.

1960. 1ETP 260

Caisse

1941-1970

États de la caisse

1941-1972

Ces documents se présentent sous la forme de registres annuels jusqu'en 1970. Chaque registre comprend des tableaux de l'état statistique journalier de la caisse centrale, structurés en colonnes actif/passif, et signés de la main de l'agent comptable. Pour les années 1971 et 1972 il se présentent sous la forme de bordereau journalier intitulé "état de la caisse et situation sommaire" détaillant l'actif et le passif.

1941-1945. 1ETP 253

1946-1949. 1ETP 254

1950-1954. 1ETP 255

1955-1959. 1ETP 256

1960-1964. 1ETP 257

1965-1967. 1ETP 258

1968-1970. 1ETP 259

1971-1972. 1ETP 602

Comptes journaliers de la caisse.

1ETP 261

1943-1948

Ces registres annuels se présentent sous la forme de tableaux synoptiques récapitulant les engagements et les dégagements. Lacune : année 1946.

1943. 1ETP 261

1944. 1ETP 261

1945. 1ETP 261

1947. 1ETP 261

1948. 1ETP 261

Journal général de caisse.

1ETP 273

1945

Registre relatif aux recettes et dépenses journalières faites par le Crédit municipal.

Situations financières et de trésorerie : tableaux de trésorerie, rapports financiers, correspondance avec le Ministère des Finances, notes de service, articles de presse.

1965-1980

1965-1968. 1ETP 598

1969-1972. 1ETP 599

1973-1980. 1ETP 600

Prix de revient des opérations : rapports, tableaux comparatifs, notes de services. 1ETP 601

1952-1974

Comprend une étude concernant l'établissement d'une comptabilité des prix de revient (1952).

### EMPRUNTS ET DROITS.

Fixation des taux de l'intérêt des emprunts et des droits : procès-verbaux, avis et délibérations du conseil d'administration et du conseil de surveillance, arrêtés, mémoires, rapports, états statistiques, listes des valeurs mobilières, ordres de direction, correspondance.

1831-1981

Concerne notamment les droits de prêt, des avances, de prise et de vente.

1831-1861. 1ETP 563

1867-1924. 1ETP 564

1948-1952. 1ETP 565

1953-1957. 1ETP 566

1958-1961. 1ETP 567

1962-1967. 1ETP 568

1968-1981. 1ETP 569

Généralités : avis du conseil de surveillance, arrêtés, rapports, ordres de direction, mémoires, tableaux statistiques, notes, extraits du Bulletin municipal officiel, articles de presse. 1ETP 570

1877-1980

Concerne notamment l'abaissement de l'intérêt à percevoir sur les petits prêts, le droit de 5% pour frais de vente, la fixation d'un droit supplémentaire de vente, l'application du 2e droit fixe. Comprend notamment deux études relatives au réaménagement des taux et à des prêts spécifiques.

Participation aux émissions publiques de bons d'emprunts : textes officiels, extraits du Bulletin municipal officiel, extraits de délibérations du Conseil municipal de Paris, arrêtés, ordres de direction, rapports, articles de presse, affiches. 1ETP 602

1918-1954

Concernes les bons et obligations de la Défense nationale et ceux émis par la Ville de Paris, le Département de la Seine, les compagnies de chemins de fer, le Trésor public, Electricité de France, etc.

## EXONÉRATIONS FISCALES.

### Suppression de l'exonération des droits de timbre.

1777-1963

Droits de timbre et d'enregistrement : extraits et transcriptions de textes officiels et réglementaires, rapports, notes.

1777-1957

1777-1948.

1ETP 584

1938-1957.

1ETP 585

Application de l'article 72 de la loi de finances de 1933 : articles de presse, notes, correspondance avec les caisses de crédit municipal de métropole<sup>70</sup>.

1933, 1934

Réforme de 1963 : extraits de textes officiels et réglementaires, comptes rendus de réunions, tableaux budgétaires récapitulatifs, notes de service, correspondance.

1963

### Impôt sur le revenu : extraits de textes officiels et réglementaires, rapports, notes, correspondance.

1872-1953

Comptes de dépôts

1891-1953

1891-1928.

1ETP 586

1928-1931.

1931-1949.

Prêts et bons de caisse.

1872-1953

1ETP 587

---

<sup>70</sup> Loi relative à la suppression des droits de timbres et d'enregistrement.

**Autres taxes : extraits de textes officiels et réglementaires, correspondance.**

**1938-1955**

Exonérations fiscales classées par catégories d'impôts et par taxes. 1ETP 587  
1938-1943

Exonérations fiscales classées par ordre chronologique. 1ETP 585  
1941-1955

**CONTRÔLE DES AUTORITÉS FINANCIÈRES.**

**Inspection générale des Finances.**

**1934-1959**

Rapports des inspecteurs des Finances Brunet, Fayol et de Formery relatifs à la situation financière et au fonctionnement des services du Crédit municipal, aux vérifications de la caisse et du service de P. Maze, directeur de la Caisse de Crédit municipal. 1ETP 301  
1934

Rapport de l'inspecteur des Finances de Ardant relatif à la vérification du service du Crédit municipal et comprenant les explications du directeur.  
1939

Comprend un exemplaire relié et un exemplaire broché.

Rapport de l'inspecteur principal du Trésor Coldefy relatif à l'organisation et le fonctionnement de la Caisse du Crédit municipal.  
1953-1954

Rapports des inspecteurs des Finances Eldin, Farges, Gayet, Mayer, et Toulemon relatifs à la vérification des comptes, du service du caissier central, du service des engagements corporels, du service des avances mobilières, du service des prêts sur créances nanties, du service de gestion du domaine immobilier, du service des ventes et boni.  
1955

Rapports des inspecteurs des Finances Eldin, Gayet, Mayer concernant les succursales et les agences.  
1955

Rapport de l'inspecteur des Finances J. Rogez relatif à la situation des comptes et à l'organisation interne du Crédit municipal et comprenant la réponse du directeur aux observations.  
1955-1956

Rapport de M. Le Bec relatif à la situation des caisses de Crédit municipal. 1ETP 302

1957

Rapport d'ensemble sur les caisses de crédit municipal fait par l'inspecteur des Finances M. Delettrez.

1959

### **Cour des comptes.**

#### **1960-1965**

Rapports au président de la République suivi des réponses des administrations (classement par année financière). 1ETP 302

1960-1965

Comprend des exemplaires du Journal officiel de la République française ainsi que des notes sur le rapport de la cour des comptes.

Années 1957-1958.

1960

Journal Officiel de la République française. Edition des documents administratifs n° 12 (8 juillet 1960). Les pages 308 et 371 concernent le Crédit Municipal de Paris (2 exemplaires).

Année 1963.

1965

Journal Officiel de la République française. Edition des documents administratifs n° 10 (16 juin 1965). Les pages 344 et 417 concernent le Crédit Municipal de Paris. Comprend également des notes sur le rapport de la cour des comptes concernant le Crédit Municipal de Paris.

"Réponses au rapport Brunet".

1964

Concerne les réponses aux observations communiquées par la juridiction et relatives au fonctionnement et à la gestion.

### **MOBILIER.**

Livre-journal du mobilier.

1ETP 486

1942-1954

Ce registre présente les objets du mobilier et est structuré par exercice budgétaire annuel.

Livre-journal de prise en charge des objets mobiliers.

1937-1977

Ce registre d'inventaire présente les objets pris en charge avec l'indication des dates postérieures et numéros de sortie. Les objets mobiliers sont ensuite répertoriés dans des tableaux.

1937-1955.

1ETP 487

1956-1965.

1ETP 488

1966-1977.

1ETP 489

## ACTIVITÉS.

### ÉTUDES ET STATISTIQUES.

#### Données récapitulatives.

1778-1978

Engagements et soldes.

1ETP 318

1778-1967

1778-1967.

Ce registre comprend les statistiques mensuelles des engagements et des soldes (1958-1967) et les réévaluations rétrospectives des sommes avec les coefficients de variation du pouvoir d'achat (1778-1967).

1918-1964.

Ce registre comprend les statistiques mensuelles des engagements, des gages corporels et des valeurs mobilières (1954-1957). Il comprend également de manière rétrospective les soldes et les réévaluations avec les coefficients de variation du pouvoir d'achat des gages corporels, des valeurs mobilières et des comptes de dépôt (1918-1964).

Statistiques des activités : relevés des opérations, situations des prêts, états récapitulatifs des comptes de dépôts, tableaux statistiques, notes.

1960-1978

1960-1971.

1ETP 581

1972-1978.

1ETP 582

Bilans des ventes : extraits de comptes administratifs, tableaux des résultats des ventes, relevés comparatifs, rapports, affiches.

1868-1939

Comprend un graphique représentant la progression des opérations de 1847 à 1897.

Prêts, avances et comptes de dépôts : tableaux et états récapitulatifs, graphiques, rapports, notes, articles de presse.

1ETP 581

1874-1960

Concerne notamment l'étude d'un prix de revient, du prêt moyen, du taux d'intérêt, des catégories d'emprunteurs et de la clientèle.

Études et documents de communication : rapports d'activités et documents imprimés.

1ETP 582

1930-1968

Magasins, registres des entrées et des sorties.

1942-1952

Concerne l'enregistrement journalier du nombre d'articles et des sommes correspondantes relatif aux entrées (engagements et renouvellements) et aux sorties (dégagements, renouvellements, ventes). Lacune : année 1946.

1942.	1ETP 303
1943.	1ETP 304
1944.	1ETP 305
1945.	1ETP 306
1947.	1ETP 307
1948.	1ETP 308
1949.	1ETP 309
1950.	1ETP 310
1951.	1ETP 311
1952.	1ETP 312

États des prêts par catégories, bordereaux et relevés des opérations.

1945-1980

Concerne les gages corporels, les valeurs mobilières et les autres activités (comptes de dépôt, prêts aux fonctionnaires...).

1945-1953.	1ETP 545
1954-1955.	1ETP 546
1956-1957.	1ETP 547
1958-1960.	1ETP 548
1961-1962.	1ETP 549
1964-1963.	1ETP 550
1967-1968.	1ETP 551
1969-1980.	1ETP 552

Renseignements généraux : extraits du Bulletin municipal officiel, tableaux statistiques, rapports, notes. 1ETP 581

1960-1970

Concerne notamment les gages corporels, les valeurs mobilières, les prêts aux fonctionnaires, les prêts et avances, l'analyse des comptes, le personnel. Ce dossier comprend des informations rétrospectives remontant à l'année 1802.

Bilans d'activités et perspectives : rapports d'activités. 1ETP 583

1969-1974

## GAGES ET NANTISSEMENTS, VALEURS MOBILIÈRES, TITRES ET PENSIONS.

### Gages corporels et nantissements.

**1789-1982**

Avances.

1851-1982

Organisation du service des engagements puis du service des avances sur nantissements : ordres de direction, rapports, notes, arrêtés préfectoraux, articles de presse, plans. 1ETP 533

1851-1980

Gages corporels.

1910-1982

Réglementation : extraits de procès-verbaux de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal, rapports, études, articles de presse, correspondance avec les établissements de prêts sur gages. 1ETP 535

1930-1981

Durée des avances et taux des prêts : ordres de direction, avis du conseil de surveillance, mémoires au directeur, rapports, notes, états comparatifs, affiches. 1ETP 537

1910-1982

Location-vente : textes officiels, rapports et notes de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal 1ETP 542

1932-1955

Concerne la location d'objets corporels mobiliers avec promesse de vente.

Engagements et prêts.

1797-1982

Limitation du montant des prêts : procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports. 1ETP 539

1797-1930

Comprend la copie d'un document du 27 brumaire an VI.

- Gestion des opérations : ordres de direction, rapports, états récapitulatifs, textes officiels, articles de presse, notes de service. 1ETP 534  
1838-1980  
Comprend notamment un relevé des engagements effectués par des emprunteurs domiciliés hors Paris (s.d.) et un état récapitulatif de la 2<sup>e</sup> succursale des meubles et pianos déposés avant le 1er janvier 1930.
- Prescriptions propres à certaines catégories d'objets : ordres de direction, coupures de presse, textes officiels, correspondance, affiche. 1ETP 533  
1844-1982  
Comprend notamment deux brochures de présentation de matériel frigorifique de la société Frigidaire (1936), et un exemplaire de la Revue générale du Froid (janvier 1936) dans la perspective de construction d'une chambre froide pour les fourrures.
- Justifications d'identité. 1847-1978
- Réglementation : procès-verbaux du conseil de surveillance, vœux du conseil municipal, ordres de direction, rapports, textes officiels, notes. 1ETP 536  
1847-1978
- Réforme des régimes matrimoniaux : ordres de direction, procès-verbaux de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal, rapports, textes officiels, articles de presse, correspondance. 1ETP 535  
1907-1978
- Engagements secrets (ou engagements de direction). 1ETP 485  
1866-1918  
Ces registres nominatifs mentionnent les numéros des bons de direction, les noms des emprunteurs, les professions et demeures, les justifications, les engagements (divisions, numéros, dates, montant du prêt, désignation sommaire).
- 1866-1876. 1ETP 485
- 1877-1918. 1ETP 485
- Modalités techniques et écritures : rapports, ordres de direction, notes de service. 1ETP 534  
1876-1956
- Prêts suspendus : arrêtés, ordres de direction, délibérations du conseil d'administration, rapports. 1ETP 539  
1882-1954

Quantum du prêt sur matières précieuses : ordres de service, notes de service, listes des tarifs.	1ETP 579
	1886-1887
Gages insuffisants : relevés, ordres de direction, rapports.	1ETP 534
	1889-1924
Opérations sur lingots, barres et pièces de monnaie d'or, réglementation relative à la dévaluation : textes officiels, ordres de direction, rapports, articles de presse.	1ETP 537
	1936-1940
Réforme des prêts : arrêtés, ordres de direction, rapports, notes, correspondance.	1ETP 538
	1946-1960
Concerne également les valeurs mobilières. Comprend notamment un rapport sur le fonctionnement de la Caisse publique de prêts sur gages de Genève (Suisse).	
Prêts sommaires : règlements, avis du conseil de surveillance, arrêtés, ordres de direction, états, articles de presse, notes.	1ETP 574
	1949-1956
Prêts spéciaux : avis du conseil de surveillance, correspondance.	
	1950
Listes des emprunteurs dont le solde en magasin atteint au moins 5 millions de francs puis 50 000 NF.	1ETP 596
	1954-1967
Ces documents comprennent notamment la profession, l'adresse et le statut marital des emprunteurs.	
Conversion en nouveaux francs des sommes portées sur les triptyques d'engagements : décret, arrêté, ordre de direction, rapport du directeur, notes de service.	1ETP 539
	1959-1962
Renouvellements : arrêtés, ordres de service, rapports au Directeur, études relatives à la réorganisation des renouvellements, notes de service.	1ETP 536
	1846-1959

Dégagements et liquidations.	1789-1970	
Dégagements gratuits	1789-1970	
Réglementation et prêts au-dessous de 30 francs : textes officiels et réglementaires, rapports, notes, états, articles de presse, affiche, correspondance.	1789-1915	1ETP 540
Fonctionnement et suivi : extraits de règlement, arrêtés préfectoraux, rapports au directeur, notes de service, avis et procès-verbaux du conseil de surveillance, extraits du registre du conseil municipal, ordres de direction, extraits du bulletin officiel, états d'opérations gratuites, notes, articles de presse, affiches.	1868-1962 concerne notamment les arrérages du legs Beausse <sup>71</sup> .	
Gages anciens (prêts n'excédant pas 50 francs) : états des nantissements, états des gages anciens, ordres de direction, notes de service.	1921-1937	1ETP 539
Remise gratuite de gages de première nécessité et secours d'extrême urgence : rapports du conseil municipal, arrêtés du directeur, ordres de direction, bordereaux récapitulatifs, articles de presse. 1928, 1929, 1936	1928-1936 Concerne principalement l'hiver 1929.	
Donations, legs, fondations : textes officiels, rapports, notes, affiche .	1954-1970	1ETP 540
Gages et nantissements à réclamer.	1841-1965	
Réglementation : ordres de service, ordres de direction, notes de service.	1841-1965	1ETP 537

---

<sup>71</sup> Les revenus du legs Beausse servent aux dégagements pendant l'hiver d'objets engagés par des gens très nécessiteux pour une somme inférieure à 20 francs.

- Nantissements à réclamer et gages périssables : rapports et états. 1ETP 539  
1928-1939
- Dégagements : arrêtés, ordres de service, ordres de direction, rapports au directeur, certificats, extraits du registre des engagements, études pour la fixation des taux d'intérêt. 1846-1959  
Comprend aussi des spécimens et un échantillon de livrets d'acomptes, de carnets d'épargne et de duplicatas de reconnaissance adirée (1873-1881) ; une affiche (1936).
- Liquidation des magasins : ordres de direction, états, notes, correspondance. 1ETP 538  
1925-1949  
Concerne la 1<sup>re</sup> succursale.
- Contrôle, objets dits inconnus en magasin. 1ETP 318  
1937-1966  
Ce répertoire concerne la 1<sup>re</sup> succursale. Il comprend le n° d'ordre, la date de l'enregistrement, la désignation et la date de sortie.
- Apurement des magasins de l'agence Duranti et transfert des gages à l'agence Rennes-Raspail : états. 1ETP 538  
1965
- Réclamations et versements d'indemnités. 1891-1960
- Contrôleur et agent comptable : rapports, états, mandats de paiement et de recette, notes. 1ETP 539  
1891-1951  
Concerne principalement des indemnités pour détérioration de gages ou nantissement incomplet, des remboursements de dépôts et des mandats conservés à titre de modèles.
- Réclamations du directeur du Mont-de-Piété auprès du directeur du Monde illustré : correspondance. 1ETP 538  
1896  
Concerne la publication d'un article erroné relatif à un bon falsifié.
- Nantissements et gages. 1910-1936
- 1910-1922. 1ETP 490  
Ce registre de rapports concerne des nantissements avariés, ou adirés (égarés).
- 1913, 1918, 1925, 1934-1936.  
Ce dossier comprend notamment un gage refusé au dégageant (1913).

Indemnités pour nantissements incomplets et détériorés : état. 1932 Concerne la 1ère succursale.	1ETP 539
Litiges : ordre de direction et rapports. 1940-1945 Ce répertoire alphabétique, provenant probablement de la Première succursale, consigne pour chaque affaire et chaque emprunteur, les articles manquants ou incomplets à réclamer.	1ETP 490
Réparations de gages détériorés : registre des sommes payées, pièces comptables. 1945-1952	1ETP 539
Plaintes, consignation des demandes de recherches sans responsabilité pour l'administration : registre. 1947-1960	1ETP 490
Gages mités du Bureau Z : rapports, correspondance, notes de service, études relatives au phagogène 304. 1952	1ETP 574
<b>Valeurs mobilières, titres et pensions.</b>	
<b>1850-1980</b>	
Avances sur valeurs mobilières. 1850-1980	
Service des avances sur valeurs mobilières, création et organisation : textes officiels, extraits de délibérations du conseil municipal, ordres de direction, rapports, articles de presse, notes de service, correspondance. 1850-1980	1ETP 573
Gestion des affaires courantes : textes officiels, procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports, notes, états, articles de presse, correspondance, affiches. 1872-1969	
1872-1969. Concerne notamment le caractère nominatif des récépissés d'avances ; la durée des avances ; les titres perdus, volés ou falsifiés ; la création d'un service de coffre-forts ; les contentieux ; les titres russes ; la suppression des prêts sur actions.	1ETP 577
1891-1966. Concerne notamment les ventes des nantissements ; la remise, le paiement des coupons les recoupponnements ; l'établissement du bordereau de coupons ; les conversions ; les erreurs de décompte.	

Historique et réglementation : textes officiels et réglementaires, arrêtés, procès-verbaux du conseil de surveillance, mémoires, rapports, états statistiques, ordre de service, correspondance. 1ETP 574

1891-1924

Comprend une étude et de la documentation sur les opérations d'avances sur titres dans les grands établissements financiers et chez les changeurs.

Liquidation des magasins et des bonis sur valeurs mobilières : ordres de direction, arrêtés du directeur, études pour la liquidation des magasins, procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports, notes, ordres de service. 1ETP 578

1891-1960

Quantum du prêt.

1891-1963

Modification, généralités : textes officiels, procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports, notes, avis, états. 1ETP 579

1891-1927

Suppression de toute limitation en cas de prêts d'établissement à établissement : rapport de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal et monts-de-piété français.

1931

Elévation du maximum du prêt : textes officiels, procès-verbaux, avis et vœux du conseil de surveillance, mémoires au conseil municipal, ordres de direction, rapports, notes, états statistiques, articles de presse.

1899-1963

Relèvement à 3000 francs.

1ETP 579

1899-1919

Relèvement à 10 000 francs.

1916-1931

Au-delà de 10 000 francs.

1931-1963

Opérations d'avances sur titres et valeurs mobilières, gestion : ordres de direction, rapports, mémoires, notes de service, formulaires, correspondance. 1ETP 576

1894-1976

Comprend un mémento à l'usage des aspirants au grade de commis principal (1906).

Adjonctions de valeurs en garantie d'avances : listes des valeurs, avis du conseil de surveillance, arrêtés, extrait du bulletin municipal officiel, rapports, mémoires.	1ETP 563
	1896-1921
Comprend un recueil hebdomadaire publié par la Compagnie des agents de change de Paris (1899).	
Valeurs acceptées en garantie d'avance ou en nantissement : listes des valeurs, procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports, correspondance, notes de service.	1ETP 575
	1900-1960
Avances sur titres et sur pensions.	
	1850-1966
Prêts sur titres, réglementation et organisation du service des avances sur titres et sur pensions : textes officiels, procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports, ordres de direction, notes de service, articles de presse, correspondance.	1ETP 575
	1888-1924
Avances sur pensions : textes officiels, procès-verbaux du conseil de surveillance, arrêtés, règlements intérieurs, ordres de direction, rapports, notes, états de situation, articles de presse.	
	1850-1966
Historique.	1ETP 580
	1850-1934
Réglementation et organisation.	
	1913-1966
<b>Prêts sur automobiles, meubles, bicyclettes et objets encombrants.</b>	<b>1849-1965</b>
Fonctionnement du service des prêts sur automobiles.	
	1897-1962
Projet de création d'un établissement effectuant le prêt sur automobiles : procès-verbaux du Conseil de surveillance, rapports, études, devis, plans, articles de presse, correspondance.	1ETP 541
	1897-1919
Organisation du service et règlement intérieur : études, règlements, ordres de direction, rapports, formulaires, notes de service.	
	1922-1938

Gestion des affaires courantes : textes officiels, arrêtés, extraits du Bulletin municipal officiel, ordres de direction, notes de service, rapports, extraits de règlements, études, articles de presse, correspondance, affiches. 1ETP 541

1924-1962

Concerne notamment les renseignements sur l'industrie automobile, le Groupe de l'automobile au conseil municipal, la publicité, les magasins, les justifications à exiger des emprunteurs, les oppositions, les cartes grises. Comprend notamment un guide imprimé d'entretien des batteries (1933).

Formalités : ordre de direction, rapports de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal, tableaux statistiques, notes, correspondance. 1ETP 542

1930-1957

Locaux et magasins.

1849-1965

Locaux : procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports, mémoires, articles de presse, correspondance. 1ETP 542

1849-1936

Concerne notamment des offres de location de terrains, de hangars, de garages privés (Magasins généraux de Paris...).

Ventes, organisation : règlement, arrêtés, rapports, ordres de direction, listes, notes de service, articles de presse.

1922-1964

Droits de garde et de magasinage : extraits du Bulletin municipal officiel, extraits de règlement, ordres de direction, tableaux des tarifs, rapports, notes de service, articles de presse, correspondance, affiches.

1924-1963

Concerne également les tarifs des garages. Comprend une plaquette illustrée et des affiches relative au service des avances sur automobiles, meubles, bicyclettes et objets encombrants (1938).

Garage et magasins 7 rue Duranti, annexe de la 2e succursale.

1920-1965

Acquisition des terrains et construction d'un magasin pour la 2<sup>e</sup> succursale : avis et procès-verbaux du conseil de surveillance, extraits du Bulletin municipal officiel, procès-verbaux de réception des travaux, arrêtés, rapports, notes de service, article 1ETP 543

1920-1933

1920-1927.

1ETP 543

1928-1933. 1ETP 543

Inauguration des nouveaux services de prêt sur automobiles : ordre de direction, listes d'invitation, notes, états, correspondance, articles de presse. 1ETP 543

1933

Liquidation du garage de l'agence Duranti (anciennement 2<sup>e</sup> succursale) : avis du conseil de surveillance, ordres de direction, rapports, notes de service, extraits du bulletin municipal officiel, mémoires, états, articles de presse, affiches. 1ETP 544

1960-1965

Concerne notamment le transfert des gages au siège central et à l'agence Rennes.

## VENTES.

### Organisation.

**1779-1982**

Contrôle de la garantie : textes officiels, extraits des délibérations du conseil d'administration, rapports, notes de service, articles de presse. 1ETP 559

1779-1970

Comprend notamment un arrêt du conseil d'état du roi concernant les droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent qui seront vendus au Mont-de-Piété (18 mars 1779) et un cahier de contrôle mensuel de la direction de la garantie (1889-1892).

Ventes aux enchères, réglementation et réclamations : textes officiels, procès-verbaux du conseil de surveillance, rapports, notes, articles de presse, correspondance, affiche. 1ETP 557

1841-1968

Concerne notamment la demande de restitution de Mme Veuve Périer (1943).

Avis de ventes, formalités : procès-verbaux du Conseil de surveillance, extraits du Bulletin municipal officiel, ordres de direction, rapports, notes de service, articles de presse, affiches. 1ETP 596

1846-1948

Concerne l'affranchissement, la prise en charge, la limite d'envoi et la perception des frais.

Contrôle et moralité des ventes : ordres de service, ordres de direction, rapports, articles de presse. 1ETP 558

1864-1960

Comprend des procès-verbaux de contrôle (1876, 1881). Concerne notamment le remplacement des contrôleurs aux ventes, la suppression du livre de police, la réforme des ventes.

Publicité des ventes : avis du conseil de surveillance, extraits du Bulletin municipal officiel, arrêtés, tableaux des ventes, notes de service, articles de presse, catalogues, affiches, affichettes et cartons d'invitation. 1ETP 558

1871-1975

Livraison à la vente et rôles exécutoires des nantissements : ordres de service, rapport, correspondance. 1ETP 536

1880-1965

Réglementation : textes législatifs et réglementaires, ordres de direction, rapports, articles de presse, notes de service. 1ETP 557

1882-1971

Concerne notamment le droit de suite des artistes sur leur œuvre passant en vente publique. Comprend également des copies tapuscrites d'extraits de règlements des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Service du dépôt des ventes et du boni : arrêtés préfectoraux, avis du conseil de surveillance, ordres de direction, notes.

1885-1982

Concerne notamment l'organisation du service, le personnel, l'autonomie du dépôt des ventes, la fermeture pendant les mois de vacances, le délai et les autorisations de ventes.

Affaires spécifiques et par nature d'objets : extraits de délibérations du conseil municipal, ordres de direction, rapports, mémoires, états, notes de service, correspondance, articles de presse. 1ETP 559

1892-1956

Concerne notamment les montres suisses, l'argenterie, les pièces de monnaie, les armes prohibées, les bijoux.

Taxes et plus-values : textes officiels et réglementaires, notes, correspondance. 1ETP 557

1943-1982

Comprend un dossier d'information relatif à la TVA (1967).

### **Prisée.**

**1798-1976**

Réforme de la prisee, fonctionnement et gestion des affaires courantes : textes officiels et réglementaires, extraits du conseil d'administration et procès-verbaux du conseil de surveillance, états et graphiques statistiques, comptes, rapports, notes, articles de presse, catalogues, correspondance, affiches.

1798-1910

1798-1875.

1ETP 553

1876-1883.

1884-1886.	1ETP 554
1887-1890.	
1892-1910.	1ETP 555
Commissaires-priseurs apprécieurs et prisée: textes officiels, règlements, procès-verbaux, avis, questionnaires aux caisses de crédit municipal, notes de service, correspondance.	1ETP 556
	1801-1976
Concerne notamment la faculté pour les commissaires-priseurs d'assurer correctement la prisée ; la responsabilité, le statut et les tarifs des commissaires-priseurs ; les modes de paiement et de calcul des droits de ventes ; l'organisation de la prisée ; le mode de fixation du droit de prisée. Comprend une plaquette de présentation du service public du contrôle des diamants, perles fines et pierres précieuses de la Chambre de commerce de Paris [1937].	
Réorganisation du service d'appréciation et des ventes : projets de lois, extraits de délibérations du conseil d'administration, extraits du Bulletin municipal officiel, rapports, articles de presse.	1ETP 553
	1851-1923
Opérations d'expertise, réclamations, et fraudes sur métaux et pierres précieuses : textes officiels, rapports, tarifs, notes, articles de presse, revues, correspondance.	1ETP 555
	1896-1969
<b>Réclamations.</b>	<b>1875-1961</b>
Généralités.	1875-1960
Réquisitions et droit de retrait de nantissements de la vente : ordres de direction, rapports, articles de presse, notes.	1ETP 557
	1875-1932
Interdiction aux employés d'acheter des nantissements et achats par les commissaires-priseurs : rapport au directeur, états, ordres de direction, correspondance.	1876-1932
Concerne notamment un achat de lots d'argenterie (1876, 1877) et une réclamation d'E. Fabius (1901, 1905).	
Critiques d'ordre général et conduite des ventes : rapports, notes, relevés, articles de presse, correspondance.	1881-1934
Concerne notamment l'affichage des ventes et l'affaire Salomon (1921).	

Décomptes des intérêts et droits sur les articles vendus : ordres de service, ordres du directeur, correspondance, notes.	1ETP 557
	1888-1960
Comprend une réclamation de Paul Fabius (1904).	
Divulgateion du nom des acquéreurs : ordres de direction, correspondance, notes.	
	1920-1928
Gestion des affaires.	
	1880-1961
Plaintes et réclamations : ordres de direction, rapports, notes de service, articles de presse, correspondance.	1ETP 558
	1880-1955
Concerne notamment le remboursement de la valeur de gages disparus à la vente, l'affaire Gluck, la direction et la police des ventes, les réclamations contre les adjudications.	
Attribution d'une somme trouvée dans un gage : extraits du registre des engagements, article de presse, rapports, notes, correspondance.	
	1882-1886
Affaire Boiron (transfert irrégulier d'une somme) : procès-verbaux, rapports, notes de service.	
	1961
<b>Suivi des ventes.</b>	
	<b>1847-1981</b>
Vente des nantissements à réclamer : ordres de direction, procès-verbaux de ventes, états des nantissements, rapports.	1ETP 538
	1926-1971
Vente des nantissements inconnus : rapports, états des nantissements, procès-verbaux de ventes, mandats de recette, bons de prêts.	
	1926-1973

Ventes requises.

1944-1971

Dépôt des ventes.

1944-1971

Total mensuel des ventes<sup>72</sup>.

1ETP 457

1944-1949

Comprend les informations suivantes : dates, entrées (articles reçus, numéros des articles, montant des prêts), sorties (montant de d'adjudication, or à la fonte, bonis).

Répertoires des nantissements livrés.

1949-1971

Ces registres comprennent l'indication des entrées (articles reçus) et des sorties (articles vendus).

1949.	1ETP 459
1951.	1ETP 460
1955.	1ETP 461
1956.	1ETP 462
1957-1958.	1ETP 463
1958.	1ETP 464
1959.	1ETP 465
1960.	1ETP 466
1961.	1ETP 467
1962.	1ETP 468
1963.	1ETP 469
1964.	1ETP 470
1966.	1ETP 471
1967.	1ETP 472
1968.	1ETP 473

---

<sup>72</sup> Ce registre était initialement destiné à répertorier les nantissements livrés aux dépôts des ventes.

1969. 1ETP 474

1970. 1ETP 475

1971. 1ETP 476

Liquidation du boni, relevé des nantissements livrés pour être vendus et détails de la vente. 1ETP 458

1946-1949

Ce registre concernant la 15e division et la 14e division (pour l'année 1949) comprend les informations suivantes : n° des engagements, montant des prêts, nombre des quinzaines, n° de retraits, date et numéro de la vente, montant des adjudications, date de présentation du récépissé, observations.

Procès-verbaux des ventes.

1929-1952

Ces registres de procès-verbaux des ventes sont reliés et signés par le contrôleur de la vente et le commissaire-priseur concerné. Les informations comprennent le procès-verbal du commissaire-priseur (numéro de contrôle, numéros de ventes, d'engagements et de renouvellements, désignation des nantissements vendus, nom de l'acquéreur et parfois son adresse, montant de l'adjudication) et la liquidation du produit des ventes des nantissements (capitaux, intérêts, droits ; vente et bonis).

Chef-lieu.

1929-1950

Juin 1929. 1ETP 319

Mars 1931. 1ETP 320

Avril 1931. 1ETP 321

Mai 1931. 1ETP 322

Juin 1931. 1ETP 323

Juillet 1931. 1ETP 324

Août 1931. 1ETP 325

Septembre 1931. 1ETP 326

Décembre 1931. 1ETP 327

Janvier 1932. 1ETP 328

Février 1932. 1ETP 329

Mars 1932.	1ETP 330
Avril 1932.	1ETP 331
Mai 1932.	1ETP 332
Juin 1932.	1ETP 333
Juillet 1932.	1ETP 334
Octobre 1932.	1ETP 335
Novembre 1932.	1ETP 336
Décembre 1932.	1ETP 337
Janvier 1933.	1ETP 338
Février 1933.	1ETP 339
Mars 1933.	1ETP 340
Avril 1933.	1ETP 341
Mai 1933.	1ETP 342
Juin 1933.	1ETP 343
Juillet-septembre 1933.	1ETP 344
Octobre 1933.	1ETP 345
Novembre 1933.	1ETP 346
Décembre 1933.	1ETP 347
Janvier 1934.	1ETP 348
Février 1934.	1ETP 349
Mars 1934.	1ETP 350
Avril 1934.	1ETP 351
Mai 1934.	1ETP 352
Juin 1934.	1ETP 353

Juillet-septembre 1934.	1ETP 354
Octobre 1934.	1ETP 355
Novembre 1934.	1ETP 356
Décembre 1934.	1ETP 357
Janvier 1935.	1ETP 358
Février 1935.	1ETP 359
Mars 1935.	1ETP 360
Avril 1935.	1ETP 361
Mai 1935.	1ETP 362
Juin 1935.	1ETP 363
Juillet à septembre 1935.	1ETP 364
Octobre 1935.	1ETP 365
Novembre 1936.	1ETP 366
Décembre 1935.	1ETP 367
Janvier 1936.	1ETP 368
Février 1936.	1ETP 369
Mars 1935.	1ETP 370
Avril 1934.	1ETP 371
Mai 1936.	1ETP 372
Juin 1936.	1ETP 373
Juillet-septembre 1936.	1ETP 374
Octobre 1936.	1ETP 375
Novembre 1936.	1ETP 376
Décembre 1936.	1ETP 377

Janvier 1937.	1ETP 378
Février 1937.	1ETP 379
Mars 1937.	1ETP 380
Avril 1937.	1ETP 381
Mai 1937.	1ETP 382
Juin 1937.	1ETP 383
Juillet-septembre 1937.	1ETP 384
Octobre 1937.	1ETP 385
Novembre 1937.	1ETP 386
Décembre 1937.	1ETP 387
Janvier 1938.	1ETP 388
Février 1938.	1ETP 389
Mars 1938.	1ETP 390
Avril 1938.	1ETP 391
Mai 1938.	1ETP 392
Juin 1938.	1ETP 393
Juillet-septembre 1938.	1ETP 394
Octobre 1938.	1ETP 395
Novembre 1938.	1ETP 396
Décembre 1938.	1ETP 397
Janvier 1939.	1ETP 398
Février 1939.	1ETP 399
Mars 1939.	1ETP 400
Avril 1939.	1ETP 401

Mai 1939.	1ETP 402
Juin 1939.	1ETP 403
Juillet-décembre 1939.	1ETP 404
Janvier-juin 1940.	1ETP 405
Septembre-décembre 1940.	1ETP 406
Janvier-juin 1941.	1ETP 407
Juillet-décembre 1941.	1ETP 408
Janvier-juin 1942.	1ETP 409
Juillet-décembre 1942.	1ETP 410
Janvier-mars 1943.	1ETP 411
Avril-juillet 1943.	1ETP 412
Janvier-juin 1944.	1ETP 413
Janvier-décembre 1943.	1ETP 414
Juillet-décembre 1944.	1ETP 415
Juillet-décembre 1945.	1ETP 416
Janvier-juin 1946.	1ETP 417
Juillet-septembre 1946.	1ETP 418
Octobre 1946.	1ETP 419
Novembre 1946.	1ETP 420
Décembre 1946.	1ETP 421
Avril 1947.	1ETP 422
Juin 1947.	1ETP 423
Novembre 1947.	1ETP 424
Décembre 1947.	1ETP 425

Janvier 1950.	1ETP 426
Février 1950.	1ETP 427
Mars 1950.	1ETP 428
Avril 1950.	1ETP 429
Juillet à octobre 1950.	1ETP 430
Succursales.	
	1940-1951
1 <sup>re</sup> succursale.	
	1950
Janvier à mars 1950.	1ETP 434
Avril à juin 1950.	1ETP 435
2 <sup>e</sup> succursale.	
	1940-1951
1940.	1ETP 436
1941	1ETP 437
1942.	1ETP 438
1943.	1ETP 439
1944.	1ETP 440
Janvier à juin 1946.	1ETP 441
Lacune pour l'année 1945.	
Septembre à décembre 1946.	1ETP 442
1947, 1948.	1ETP 447
Les informations sur le dos et le plat du volume sont incomplètes ou erronées.	
1949, 1950.	1ETP 448
Les informations sur le dos et le plat du volume sont incomplètes ou erronées.	
Janvier- mars 1951.	1ETP 443

3<sup>e</sup> succursale.

Janvier à mars 1950. 1ETP 444

Avril à juin 1950. 1ETP 445

Juillet à décembre 1950. 1ETP 446

Agences et bureaux auxiliaires de prêt.

1950

Agence A. Janvier-décembre. 1ETP 449

Agence B. Mars-décembre. 1ETP 450

Bureau X. Novembre-décembre. 1ETP 451

Bureau Z.

Janvier-mars 1950. 1ETP 452

Juillet-décembre 1950. 1ETP 453

Chef-lieu, succursales, agences et bureaux.

1951, 1952

Juin 1951. 1ETP 431

Février 1952. 1ETP 432

Juin 1952. 1ETP 433

Tableaux journaliers des numéros de nantissements mis en vente.

1954-1957

4 mai 1954-8 juin 1955. 1ETP 477

9 juin 1955-11 juillet 1956. 1ETP 478

17 septembre 1956-6 décembre 1957. 1ETP 479

**Bonis.**

1847-1981

Paiement et liquidation : textes officiels, avis du conseil de surveillance, procès-verbaux, rapports, arrêtés, mémoires, ordres de service, ordres de direction, avis de paiement, états, récépissés de paiement, bons de renouvellements de nantissements, articles de presse. 1ETP 562

1847-1981

Concerne notamment les bonis frappés d'opposition, le contrôle du boni, le délai de prescription, les revendications et les données statistiques.

2<sup>e</sup> succursale, journal de paiement de boni.

1ETP 454

1949-1952

Bureau Z, Liquidation du boni : registres matricules de répartition générale du produit des ventes.

1949-1952

Comprend les informations suivantes : dates des ventes, numéros et dates des engagements, capitaux et droits, produits de la vente, boni, oppositions, et paiements aux emprunteurs.

29 octobre 1949-31 octobre 1950.

1ETP 454

Ce registre comprend également un cahier non-identifié des ventes du 13 janvier au 12 juillet 1949.

17 mai 1950-11 mai 1951.

1ETP 455

30 avril 1951-7 mars 1952.

1ETP 456

**ACTIVITÉS BANCAIRES.**

**Généralités.**

**1916-1978**

Règlementation de prêts consentis à des administrations et à différentes professions : textes officiels, extrait du Bulletin municipal officiel, notes, correspondance, articles de presse. 1ETP 603

1916-1978

Concerne le crédit au petit commerce et à la petite industrie (banques populaires), le crédit agricole, le crédit hôtelier, les prêts pour faciliter les constructions à bon marché, les prêts aux départements et aux communes, le crédit coopératif, les prêts artisanaux, les prêts aux aspirants huissiers et le Crédit maritime mutuel.

Conseil national du Crédit : rapports annuels et annexes.

1ETP 604

1963-1968

Prêt personnel et usure.

1965-1968

Application de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966 : textes officiels, articles de presse, correspondance. 1ETP 588

1965-1968

Officines de prêts : procès-verbaux de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal, rapports, listes, documentation, correspondance, articles de presse.

1963-1966

Comprend notamment des articles de presse présentant les activités du Crédit Municipal de Paris (1965).

**Ventes à crédit et crédit à la consommation.**

**1932-1975**

Règlementation : textes officiels, rapports, notes de service, articles de presse. 1ETP 560

1932-1975

Concerne notamment un projet de texte du secrétariat d'Etat aux affaires économiques relatif aux prêts usuraires et aux ventes à crédit (1953) et l'étude par le Conseil économique d'un projet de loi relatif à certaines ventes à crédit et à la répression de l'usure (1956).

Ventes à crédit des automobiles.

1932-1963

Règlementation du contrat de location-vente : textes officiels, procès-verbaux de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal, ordres de direction, rapports, notes, articles de presse. 1ETP 544

1932-1957

Application de la loi du 29 décembre 1934 et projet d'organisation d'un prêt pour achat d'automobiles : textes officiels, notes de service, documentation. 1ETP 560

1934-1963

Études : rapports, documentation, revues, bulletins, articles de presse, correspondance. 1ETP 561

1952-1961

## **Prêts aux fonctionnaires.**

**1950-1983**

Études préliminaires et formalités préalables à la mise en place d'un service de prêt aux fonctionnaires : textes officiels, avis du conseil de surveillance, extraits de délibérations du conseil municipal, rapports, mémoires, notes, correspondance, articles de presse, documentation.

1950-1972

Comprend notamment des documents d'information provenant des Crédits municipaux d'Alger et de Lille.

Création et fonctionnement du service : textes officiels, règlements, extraits du Bulletin municipal officiel, ordres de direction, rapports, mémoires, états statistiques, formulaires, tableaux d'amortissements, notes de service, correspondance.

1954-1983

Assurances décès : textes officiels, avis du Conseil de surveillance, polices, avenants, ordres de direction, rapports, notes de service.

1954-1982

Prêts personnels : textes officiels, ordres de direction, rapports, mémoires, états des créances.

1955-1980

Concerne le recouvrement des créances, la représentation des plaideurs devant la Justice de paix, le concours de la Préfecture de police, l'admission en non-valeur.

Prêts aux salariés et crédit salarial, documentation : textes officiels, rapports de la Conférence permanente des caisses de crédit municipal, articles de presse.

1956-1960

## **Comptes et livrets.**

**1939-1979**

Caisse centrale, dépôts à vue et taxes fiscales.

1939-1948

Ces registres annuels comprennent pour le chef-lieu, les succursales et les bureaux, les dates d'inscription aux comptes, les noms des titulaires, les numéros de comptes, les intérêts liquidés et le montant de la taxe.

1939. 1ETP 292

1940. 1ETP 293

1941. 1ETP 294

1942. 1ETP 295

1943.	1ETP 296
1944.	1ETP 297
1945.	1ETP 298
1947.	1ETP 299
1948.	1ETP 300
Dépôts à vue (noms commençant par les lettres H à L), opérations bancaires : reçus, récépissés de mandats, titres de paiement, correspondance.	1ETP 617
	1942
Caisse d'épargne : bordereaux des retraits demandés par les sociétaires de la caisse d'épargne du Crédit Municipal de Paris.	1ETP 603
	1961-1979
Ces documents nominatifs mensuels comportent le numéro du livret et le montant du retrait.	

## ORGANISMES ET RELATIONS PUBLIQUES.

### France.

**1927-1981**

Conférence permanente des caisses de crédit municipal et monts-de-piété français.

1927-1981

Procès-verbaux des sessions, rapports et annexes<sup>73</sup>.

1927-1980

1927-1937.

1ETP 491

Comprend notamment une circulaire du ministère du Commerce et de l'Industrie autorisant le groupement (1927), une brochure relative à la constitution et à la première session (1928).

Comprend également le projet de règlement, ainsi que les statuts de l'association.

1938-1950.

1ETP 492

1950-1955.

1ETP 493

1956-1958.

1ETP 494

---

<sup>73</sup> Un congrès annuel réunissait les différentes caisses de crédit municipal de France et de ses colonies, et ce dès 1927. La première session s'est tenue en 1928, sous l'appellation "Caisses de crédit municipal et Monts de Piété de France, d'Algérie, des colonies et Pays de protectorat". Le but de ce regroupement périodique était d'échanger sur les projets et les réalisations des différentes caisses : mise en place de prêts spéciaux, création de succursales et de bureaux auxiliaires, et étude des réformes législatives et réglementaires pour lutter contre l'usure. Cet organisme avait à sa tête un Conseil d'administration nommé pour des mandats de 3 ans, et qui comprenait 9 membres. Le Bureau de la Conférence avait à charge d'organiser les réunions annuelles de cette conférence.

1959-1962.	1ETP 495
1963-1968.	1ETP 496
1969-1973.	1ETP 497
1974-1976.	1ETP 498
1977-1980.	1ETP 499

Préparation des sessions de la Conférence permanente : ordres du jour, procès-verbaux, comptes rendus, rapports, comptes financiers, textes officiels, copies de jugements, discours, articles de presse, brochures, invitations, menus, listes des participants et des délégués.

1928-1969

1928-1931.	1ETP 643
1932-1936, 1947. Les documents de la session de 1935 comprennent à titre de documentation une brochure relative à un essai d'étude comparative entre les monts-de-piété français et belges (1905).	1ETP 644
1949, 1955, 1956. Comprend 1 photographie (1956).	1ETP 645
1957, 1958.	1ETP 646
1959. Comprend 2 photographies.	1ETP 647
1960.	1ETP 648
1961, 1962. Comprend : 11 photographies dont 7 avec Jacques Chaban-Delmas, député-maire de Bordeaux, président de l'Assemblée Nationale (1961) ; 3 photographies (1962).	1ETP 649
1963, 1964. Comprend 3 photographies (1964).	1ETP 650
1965, 1967, 1969. Cet article concerne principalement la 34e session à Paris, année 1965 (à noter : le dossier correspondant comprend les comptes financiers des années 1958 à 1964). L'article comprend aussi un rapport d'activité de la session de la 36e session (1967) et un menu du dîner du 19 juin 1969.	1ETP 651

Échanges avec les caisses de crédit municipal de province : textes officiels, extraits de règlements, extraits de délibérations, rapports, notes, états statistiques, articles de presse.

1929-1981

Réglementation et affaires générales.

1ETP 652

1930-1977

Concerne notamment l'application des décrets-lois (1935), les mesures à prendre en cas de guerre ou de tension diplomatique (1938-1939) et l'organisation des succursales (1954-1964).

Nîmes.

1929-1981

Orléans.

1929-1955

Chrono-courrier.

1930-1973

1930-1932.

1ETP 500

1933, 1934.

1ETP 501

1935-1936 (janvier-mai).

1ETP 502

1936 (juin-décembre)-1937.

1ETP 503

1938, 1939.

1ETP 504

1940-1945 (janvier).

1ETP 505

1945 (février-décembre)-1947 (janvier-novembre).

1ETP 506

1947 (décembre)-1949 (janvier-novembre).

1ETP 507

1949 (décembre)-1953 (janvier-mai).

1ETP 508

1953 (mai à décembre)-1958.

1ETP 509

1959-1962.

1ETP 510

1963-1965.

1ETP 511

1966-1969.

1ETP 512

1970, 1971.

1ETP 513

1972, 1973.

1ETP 514

Foire de Paris, participations : devis, notes, plans, revues, articles de presse, correspondance.	1ETP 634
	1952-1954
Comprend aussi 1 affiche illustrée (1952) et 4 photographies (1953).	
Publicité : textes officiels, extraits du Bulletin municipal officiel, avis du conseil de surveillance, contrats, avenants, actes d'engagement, maquettes, annonces, rapports, mémoires, factures, devis, affiches, photographies, articles de presse, brochures, revues, correspondance.	
	1938-1977
Classement chronologique.	
	1938-1977
1938-1954.	1ETP 634
1955-1968.	1ETP 635
1969-1977.	1ETP 636
Agence Havas et Informations téléphonées I.N.F.1.	1ETP 637
	1948-1959
Film publicitaire.	
	1953
<b>International.</b>	
	<b>1838-1982</b>
Etablissements de prêts étrangers.	
	1838-1980
Correspondance (classement alphabétique par pays).	
	1838-1980
Comprend également des extraits de règlements, notes, états, comptes, formulaires, brochures et articles de presse.	
1838-1951.	
A-H.	1ETP 638
	1838-1951
Concerne les pays suivants : Allemagne, Angleterre, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Hongrie, Hollande.	
I-Y.	1ETP 639
	1839-1951
Concerne les pays suivants : Indes néerlandaises, Italie, Japon, Pologne, Portugal, Principauté de Monaco, Roumanie, Russie, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Uruguay, Yougoslavie.	

1952-1980. Concerne les pays suivants : Allemagne, Angleterre, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Iran, Italie, Japon, Madagascar, Maroc, Principauté de Monaco, Nicaragua, Pérou, Portugal, Suède, Suisse, Thaïlande, Uruguay, Turquie.	1ETP 642
Enquêtes et envoi de documentation : états, brochures, correspondance. 1840-1961	
1840-1911.	1ETP 639
1931-1961. Europe. 1937-1957	1ETP 640
Afrique et Asie. 1931-1959	1ETP 641
Amérique, Australie, départements français d'Outre-mer. 1936-1961	
Échanges de vœux pour la nouvelle année : cartes, almanachs, correspondance. 1957-1973 Concerne également des établissements français.	1ETP 642
Caisse d'épargne de Florence, étude sur la mécanisation des services du prêt sur gage. 1963	1ETP 534
Expositions et congrès internationaux, participations : instructions, règlements, arrêtés, procès-verbaux du conseil de surveillance, certificats d'admission, rapports, états statistiques, notes, articles de presse, brochures, pièces comptables, correspondance. 1889-1952	1ETP 633
Association internationale des instituts publics de crédit sur gage (ou Association internationale des établissements publics de crédit sur gage). 1952-1982	
Affaires générales : rapports, notes, correspondance. 1952-1980	1ETP 659

Congrès : ordres du jour, invitations, formulaires d'inscription, programmes des travaux, rapports, comptes rendus, notes, discours, menus, articles de presse, documentation, correspondance.

1956-1976

1956-1959. 1ETP 653

Le dossier du congrès de Milan comprend aussi les statuts de l'association et 6 photographies (1956-1957) ; le dossier du congrès de Vienne comprend également 2 photographies, un badge et une médaille (1958) ; le dossier du congrès de Madrid comprend 2 photographies (1959).

1960. 1ETP 654

Comprend 7 photographies du congrès de Paris et 19 photographies de la réception dans les salons de l'hôtel de ville de Paris (1960).

1961, 1962. 1ETP 655

Comprend 4 photographies du congrès de Madrid (1962).

1964. 1ETP 656

1966, 1970. 1ETP 657

Comprend 9 photographies du congrès d'Istanbul (1966) et 4 photographies du congrès de Florence (1970).

1974. 1ETP 658

1976. 1ETP 659

Comprend 1 photographie du congrès de Rome (1976).

Conseil de gestion : ordres du jour, rapports, programmes, notes, documentation, articles de presse, invitations, télégrammes, correspondance.

1958-1982

1958-1963. 1ETP 659

1965-1982. 1ETP 660

Archives de Paris

1ETP 1-664 Mont-de-Piété de Paris puis Crédit Municipal de Paris, administration générale, finances, activités,  
1618-2001 (principalement 1777-1990)

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
Identification et contexte .....	1
Présentation du contenu et de la structure .....	10
Conditions d'accès et d'utilisation.....	16
<b>BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES IMPRIMÉES</b> .....	<b>17</b>
<b>SOURCES COMPLEMENTAIRES</b> .....	<b>25</b>
Archives de Paris .....	25
Sources extérieures .....	27
<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>33</b>
<b>CORPS DE L'INSTRUMENT DE RECHERCHE</b> .....	<b>35</b>
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b> .....	<b>37</b>
Conseil d'administration et conseil de surveillance .....	37
Direction .....	44
Gestion des affaires courantes .....	47
Réorganisation administrative .....	74
Chef-lieu, succursales, bureaux auxiliaires de prêt et agences .....	76
Affaires juridiques .....	81
Personnel et commissionnaires .....	85
Mesures exceptionnelles et faits de guerre .....	88
<b>FINANCES</b> .....	<b>97</b>
Budgets et comptes administratifs .....	97

Comptabilité .....	98
Emprunts et droits.....	102
Exonérations fiscales .....	103
Contrôle des autorités financières.....	104
Mobilier .....	105
<b>ACTIVITÉS.....</b>	<b>106</b>
Études et statistiques.....	106
Gages et nantissements, valeurs mobilières, titres et pensions.....	108
Ventes .....	117
Activités bancaires.....	129
Organismes et relations publiques .....	132
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>139</b>